PREMIER ET UNIQUE MAGAZINE CONSACRÉ À L'HISTOIRE DE L'ALGÉRIE

Mémoria

[illegible]

Supplément ELDJAZAIR.COM

www.memoria.dz

N°79 Juin 2020

Prix : 200 DA

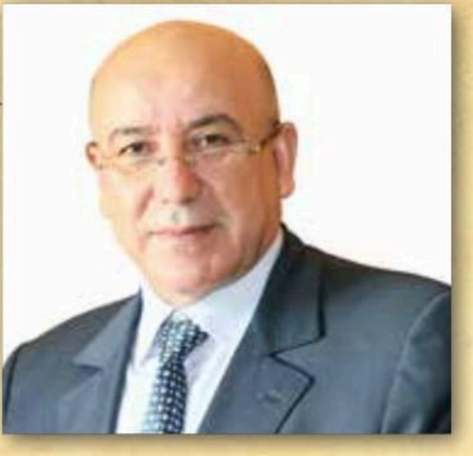
ÉDITÉ PAR LE GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION El-Djazaïr

Mémoria
A BAS LA GUERRE ET LE COLONIALISME
... ALGERIE
l'Humanité

Le Moudjahid AMAR BENCHAIBA dit Ali raconte la mort de Mostefa Benboulaid

« ADJEL ADJOUL EST INNOCENT »

Lettre de l'Editeur



AMMAR KHELIFA
amar.khelifa@eldjazaircom.dz

POUR UNE VIVE MÉMOIRE

Les nations se hissent par le savoir et se maintiennent par la mémoire. C'est cet ensemble d'événements qui se créent successivement aujourd'hui pour qu'un jour on ait à le nommer : Histoire. Sans cette mémoire, imbue de pédagogie et de ressourcement, l'espèce humaine serait tel un atome libre dans le tourbillon temporel et cosmique.

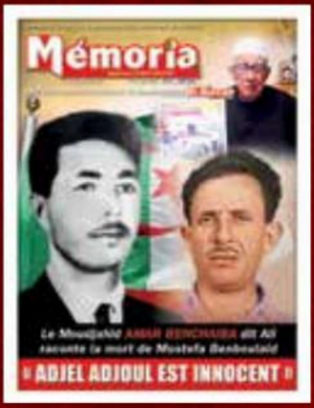
L'homme a eu de tout temps ce pertinent besoin de vouloir s'amarrer à des référentiels et de se coller sans équivoque à son histoire. Se confondre à un passé, à une ancestralité. Cette pertinence va se confiner dans une résistance dépassionnée et continue contre l'amnésie et les affres de l'oubli. Se contenir dans un souvenir, c'est renaître un peu. L'intérioriser, c'est le revivre ; d'où cette ardeur permanente de redécouvrir, des instants durant, ses gloires et ses notoriétés.

En tant que mouvement dynamique qui ne s'arrête pas à un fait, l'Histoire se perpétue bien au-delà. Elle est également un espace pour s'affirmer et un fondement essentiel dans les domaines de prééminence et de luttes. Transmettant le plus souvent une charge identitaire, elle est aussi et souvent la proie pitoyable à une éventualité faussaire ou à un oubli prédateur. Seule la mémoire collective, comme un fait vital et impératif, peut soutenir la vivacité des lueurs d'antan et se projeter dans un avenir stimulant et inspirateur. Elle doit assurer chez nous le maintien et la perpétuation des liens avec les valeurs nationales et le legs éternel de la glorieuse révolution de Novembre.

Il est grand temps, cinquante ans après le recouvrement de l'indépendance nationale, de percevoir les fruits de l'interaction et de la complémentarité entre les générations. Dans ce contexte particulier et délicat, les moudjahidate et moudjahidine se doivent davantage de réaffirmer leur mobilisation et leur engagement dans le soutien du processus national tendant à éterniser et à sacraliser l'esprit chevaleresque de Novembre. Ceci n'est qu'un noble devoir envers les générations montantes, qui, en toute légitimité, se doivent aussi de le réclamer. A chaque disparition d'un acteur, l'on assiste à un effacement d'un pan de notre histoire. A chaque enterrement, l'on y ensevelit avec une source testimoniale. Le salut de la postérité passe donc par la nécessité impérieuse d'immortaliser le témoignage, le récit et le vécu. Une telle déposition de conscience serait, outre une initiative volontaire de conviction, un hommage à la mémoire de ceux et de celles qui ont eu à acter le fait ou l'événement. Le témoignage devrait être mobilisé par une approche productive d'enseignement et de fierté. Raviver la mémoire, la conserver n'est qu'une détermination citoyenne et nationaliste. Toute structure dépouillée d'histoire est une structure sans soubassement et toute Nation dépourvue de conscience historique est une nation dépourvue de potentiel de créativité et d'intégration dans le processus de développement.

C'est dans cette optique de rendre accessibles l'information historique, son extraction et sa mise en valeur que l'idée de la création de cette nouvelle tribune au titre si approprié : Memoria, a germé. Instrument supplémentaire dédié au renforcement des capacités de collecte et d'études historiques, je l'exhorte, en termes de mémoire objective, à plus de recherche, d'authenticité et de constance.

amar.khelifa@eldjazaircom.dz


Mémoria
Le Moudjahid AMAR BENCHAIBA dit Ali raconte la mort de Mostefa Benboulaid
« ADJEL ADJOUL EST INNOCENT »

El-Djazair.com
GROUPE
GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION
www.eldjazaircom.dz

Supplément
N°79 Juin 2020

Fondateur Président du Groupe
AMMAR KHELIFA

Directeur de Publication
Abdennour KHELIFA

Direction de la rédaction
Zoubir KHELAIFIA

Coordinatrice
Meriem KHELIFA

Reporter - Photographe
Abdessamed KHELIFA
Ghazi NACEF

Rédaction
Adel FATHI
Aissa KASMI
Boudjemaâ HAICHOUR
Derradji Salah dit Rostom
Hassina AMROUNI

Direction Artistique
Halim BOUZID
Salim KASMI

Impression
SARL imprimerie Ed Diwan

Contacts :
SARL COMESTA MEDIA
N° 181 Bois des Cars 3
Dely-Ibrahim - Alger - Algérie
Tél. : 00 213 (0) 661 929 726
+ 213 (23) 304 6 2
Fax : + 213 (23) 304 653
E-mail : redaction@memoria.dz
info@memoria.dz

SUR FACEBOOK
LE PREMIER ET L'UNIQUE MAGAZINE CONSACRÉ À L'HISTOIRE DE L'ALGÉRIE
Mémoria

Mémoria
@Mmoria2

LE MOUDJAHID AMAR BENCHAIBA DIT ALI

GEORGE GRILLOT ET YOUSSEF BEN BRAHIM

LE MOUDJAHID AMAR BENCHAIBA

P.7 Témoignage
LE MOUDJAHID AMAR BENCHAIBA DIT ALI RACONTE SON COMPAGNON DE LUTTE MOSTEFA BENBOULAID

- *Son parcours au sein du mouvement national*
- *La réunion historique de Legrine*
- *La nuit du 1er novembre 1954*
- *L'arrestation de Benboulaid à Benguerdane*
- *L'évasion de Benboulaid de la prison Coudiat et la réaction d'Adjel Adjoul*
- *Rencontre de Mostefa Benboulaid avec Adjel Adjoul*
- *La réunion d'Oued El-Attaf à Kimmel*
- *La réunion d'Oued Lazreg, le poste émetteur miné et la mort de Si Mostefa*
- *Benboulaid assassiné par les services français Adjoul innocent*
- *L'histoire d'Ali « Lalemani »*

MOSTEFA BENBOULAID

LA TOMBE DE BENBOULAID

GUERRE DE LIBÉRATION

P.23 Histoire
LA GUERRE D'ALGÉRIE VUE DES PAYS-BAS

P.41 Histoire
Pour récupérer notre patrimoine historique, faisons tonner les canons !
M. MACRON, RENDEZ-NOUS BABA MERZOUG !

LIEUTENANT BERNARD LOUIS

AMAR BENCHAIBA

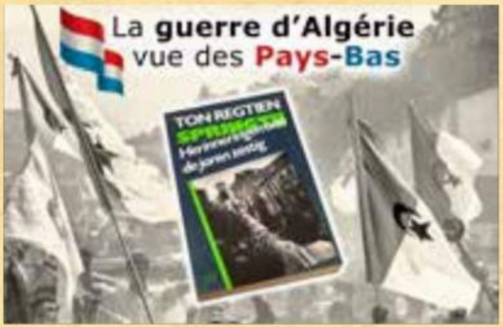
MOSTEFA BENBOULAID

ADJEL ADJOUL

Supplément du magazine
ELDJAZAIR.COM
Consacré à l'histoire de l'Algérie
Edité par :
LE GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION
El-Djazaïr.com

Dépôt légal : 235-2008
ISSN : 1112-8860

SOMMAIRE


La guerre d'Algérie
vue des Pays-Bas
TON REGTIEN
LA GUERRE D'ALGÉRIE VUE DES PAYS-BAS

M. MACRON, RENDEZ-NOUS BABA MERZOUG !

HISTOIRE D'UNE VILLE

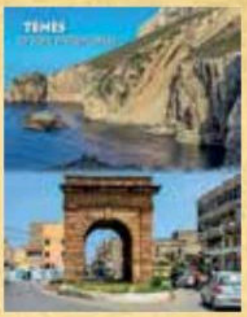
P.49 Histoire de Ténes
DE CARTHENNA À ANENSS, HISTOIRE MILLÉNAIRE

P.57 Patrimoine de Ténès
TÉNÈS, ET SON PATRIMOINE

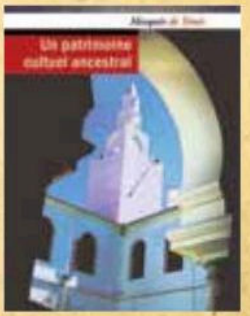
P.63 Mosquée de Ténès
UN PATRIMOINE CULTUEL ANCESTRAL

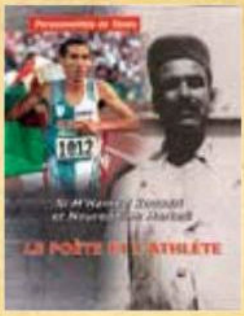
P.71 Personnalité de Ténès
Si M'Hamed Kouadri et Noureddine, Morceli
LE POÈTE ET L'ATHLÈTE

Histoire d'une ville
Ténès
DE CARTHENNA À ANENSS,
UNE HISTOIRE MILLÉNAIRE



TÉNÈS ET SON PATRIMOINE


Un patrimoine cultuel ancestral
MOSQUÉE DE TÉNÈS


PERSONNALTÉS DE TÉNÈS

Mémoria
LA GUERRE ET LE COLONIALISME
ALGÉRIE
l'Humanité

Témoignage

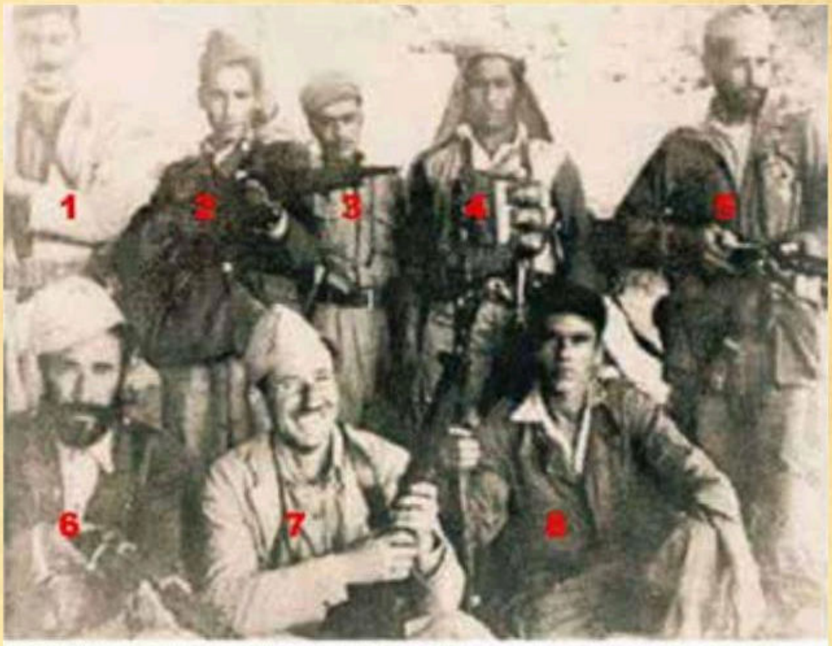
Le moudjahid **Amar Benchaiba** dit Ali raconte la mort de **Mostefa Benboulaid**

« ADJEL ADJOUL EST INNOCENT »

Derradji Salah dit Rostom

Le moudjahid Amar Benchaiba, dit Ali, est l'un des compagnons du chahid Mostefa Benboulaid, et sa maison familiale à la dechra d'Ouled Moussa a été témoin de la distribution d'armes aux premiers groupes de moudjahidine dans la nuit du 1er novembre 1954. Il fait aussi partie des hommes blessés dans l'explosion du poste radio qui a tué Mostefa Benboulaid.

Amar Benchaiba est né le 1er juin 1924 à Ouled Moussa, dans l'actuelle commune d'Ichemoul, relevant de la wilaya de Batna. Fils de Messaoud et Dahbia Zeghichi, il fut élevé dans une famille d'agriculteurs aisés, propriétaires de vastes terres. Et c'est dans son village natal qu'il a appris les rudiments de la langue arabe et quelques sourates du Saint Coran.



1 Merazka Amar ,2 Hegaien Mohamed , 3 Khenatla Moussa , 4 Baicha El Djoudi dit Boucena , 5 Abbes Laghrour , 6 Bachir Ouertal dit Sidi Hanni , 7 Mostefa Benboulaid , 8 Khaldi Mamoun

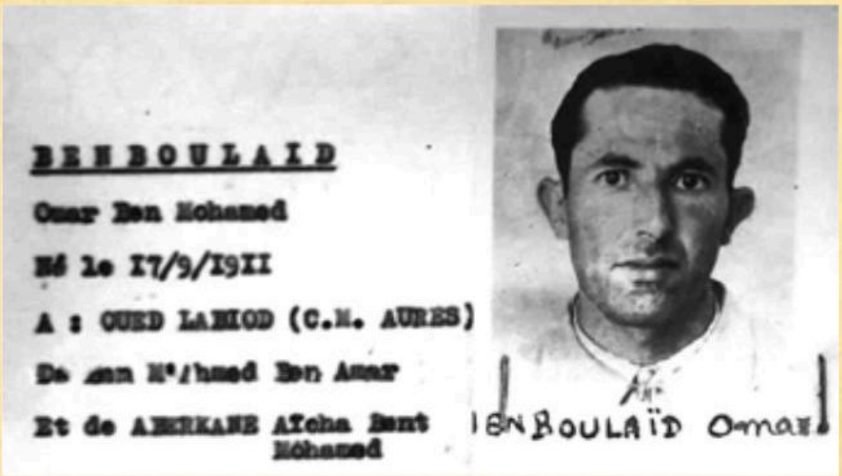
Son parcours au sein du mouvement national

Le moudjahid Ali Benchaiba dit qu'il a rejoint le mouvement national en 1945, en tant que militant du PPA et se vit très tôt confier la tâche de responsable de la cellule du parti à Ichemoul, ce qui lui a permis de connaitre les grands militants de la région, tels que Mostefa Benboulaid, Messaoud Belaggoune, Smaihi Belgacem, Mostefa Boucetta, Mehieddine Bekkouche et d'autres.

Avec ces pionniers, il a pris part à l'acquisition des premières armes dès 1947, et a également contribué à l'instruction de groupes sur le maniement des armes et même des mines.

« Après la découverte de l'Organisation spéciale en mars 1950, nombreux de ses dirigeants se retirèrent dans les Aurès, où l'organisation n'était pas encore démantelée, et parmi lesquels se trouvaient Habachi Abdeslam, Rabah Bitat, Lakhdar Bentobal et Mekki Bentarcha, ainsi que ceux qui s'étaient évadés de la prison d'Annaba en 1951, condamnés dans le cadre de la même affaire, à leur tête Zighoud Youssef, Amar Benaouda et Barkat Slimane. Mostefa Benboulaid se chargea d'accueillir et d'héberger ces militants du mouvement national, fuyant les poursuites policières, en les logeant chez différentes familles dans le plus grand secret. C'est ainsi que la famille Benchaiba fut chargée de prendre en charge le regretté Rabah Bitat (lequel est parfois hébergé chez le militant Lembarek Belhaouas). Et c'est là où nous avons noué de fortes relations fraternelles pendant deux ans, jusqu'à

son départ à Constantine pour continuer son militantisme », raconte Benchaiba. Poursuivant sa narration, le moudjahid dira : « Nous tenions périodiquement des réunions au niveau de la cellule, et quand celles-ci étaient élargies, nous allions au siège de la kasma d'Arris. Après la réunion du Groupe des 22, fin juin 1954, Si Mostefa nous informa que la date du déclenchement de la Révolution n'allait pas tarder à être annoncée. Alors, nous avons commencé à sortir les armes, à les nettoyer, pour les dérouiller et réparer celles qui étaient endommagées. Quant aux mines, nous les avons toutes trouvées défectueuses et inutilisables, d'autant que nous ne savions pas les manier. Si Mostefa nous ordonna alors de les abandonner. »



BENBOULAID
Omar Ben Mohamed
Né le I7/9/I9II
A : OUED LABIOD (C.M. AURES)
De [illegible] M'hamed Ben Amar
Et de ABERKANE Aïcha Bent Mohamed

BENBOULAÏD Omar

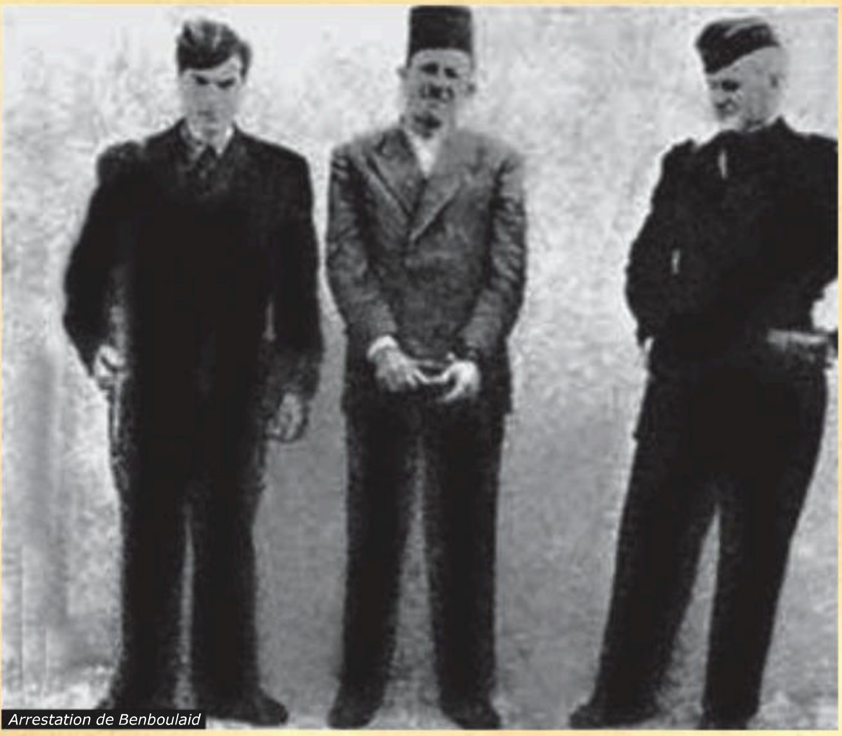
La réunion historique de Legrine

Le moudjahid Ali Benchaiba témoigne que Mostefa Benboulaid multipliait les contacts et intensifiait ses activités militantes, depuis notamment la création du Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA). « Nous tenions beaucoup de réunions dans divers endroits, affirme-t-il. La dernière, et la plus cruciale pour l'insurrection dans la région des Aurès, fut celle de Legrine. A la fin octobre 1954, et dans le cadre des préparatifs du déclenchement de l'insurrection armée, Si Mostefa convoqua les dirigeants à une importante réunion dans le village de Legrine (actuellement relevant de la commune d'Ouled Fadhel dans la wilaya de Batna) pour tenir l'ultime réunion avant le lancement effectif de l'insurrection armée. Toutes les conditions étaient réunies pour cette rencontre capitale tenue dans la zaouïa de Cheikh Saad Houbeddine, et plus précisément chez Abdallah Benmessaouda, dit Lemziti, et en présence de hauts responsables tels que Abbas Laghrour, Adjel Adjoul, Tahar Nouichi, Messaoud Belaggoune et d'autres, en plus du groupe d'escorte chargés de sécuriser l'endroit, et dont faisaient partie Saddek Chabchoub et Grine Belgacem.

« Au cours de cette réunion, à laquelle j'ai assisté en partie le dernier jour, Si Mostefa annonça que la date fixée pour la révolution avait été décidée le 1er novembre 1954 à minuit, puis demanda aux présents de prêter serment sur le Coran pour garder le secret et rester fidèle à la révolution (cette copie du Coran, qui appartenait à cheikh Saad Houbeddine, chef de la zaouïa et secrétaire de la séance, sera remise à l'Organisation des moudjahidine de la wilaya de Batna, qui l'a, à son tour, offerte au président de la République, et se trouve actuellement au Musée national des moudjahidines à Alger). Suite à quoi, chaque militant est reparti à son PC, et moi, je suis retourné dans ma zone à Ichemoul, avec sept personnes dans une voiture conduite par le moudjahid Ferhat Benchaiba. »

La nuit du 1er novembre 1954

Le moudjahid Ali Benchaiba poursuit son témoignage : *« Trois ou quatre jours après la réunion de Legrine, j'ai été chargé de préparer la résidence familiale pour accueillir une importante réunion dans la nuit du 1er novembre. J'ai su plus tard que cette réunion était prévue au domicile d'un autre militant qui s'était excusé au dernier moment. Notre maison a été choisie par d'anciens militants, en l'absence de Si Mostefa, qui se trouvait alors à Alger. A son retour, il était surpris par ce changement soudain du lieu de la rencontre, mais quand on lui a expliqué les raisons, il approuva l'idée. Lui-même nous demandait d'être tous avec Mostefa Benboulaid au moment où la décision devait être prise rapidement. La maison des Benchaiba se distinguait par son emplacement straté-*



Arrestation de Benboulaid

gique, du fait qu'elle surplombe la route nationale, d'où on pouvait surveiller les mouvements de l'ennemi, et qu'elle est proche des montagnes afin que nous puissions nous retirer en cas de danger. C'est, enfin, une maison spacieuse qui peut accueillir de nombreux invités (ses héritiers en ont fait don à l'État et a été classé comme site historique, au côté duquel seront construits une stèle commémorative, en hommage aux martyrs de la région, un musée des moudjahidine, une bibliothèque et une salle de conférence).

Au cours de cette réunion, les groupes furent répartis, les armes distribuées aux moudjahidine, et les lieux et les cibles qui devraient être attaqués cette nuit-là identifiés. Je me souviens aussi que nous avions trouvé les mines et les grenades défectueuses et inutilisables, d'autant plus qu'il nous semblait prématuré d'en faire usage aux premiers jours de la révolution, alors que leur maniement exigeait des compétences.

Lors de cette rencontre, Si Mostefa annonça aux présents que le jour qu'ils attendaient était arrivé et que cette nuit du premier novembre 1954 à zéro heure était la nuit du déclenchement de la révolution bénie. Puis il se mit à nous donner une série d'instructions et d'orientations à respecter, en mettant l'accent sur l'impératif de ne jamais s'attaquer aux civils, quels qu'ils soient.

Les groupes prirent rapidement leurs positions et s'acquittèrent bien de leur mission, l'objectif escompté ayant été largement atteint, puisque le monde entier a entendu la déflagration, comme en témoigne ce qui a été publié par la presse dès le 2 novembre 1954. »

L'arrestation de Benboulaid à Benguerdane

Ali Benchaiba enchaine : *« La conjoncture nous imposait de chercher plus d'armes, avec surtout l'accroissement rapide du nombre de nouvelles recrues. Pour acquérir de nouvelles armes, Si Mostefa décida alors de se rendre en Libye avec l'un de ses anciens compagnons, Si Omar El-Mestiri, en démarrant du douar Kimmel.*

Au cours de route, en arrivant plus précisément aux environs de Nememchas, ils rencontrèrent un des meilleurs connaisseurs des routes et des sentiers montagneux, qui les accompagna dans ce voyage. Il s'agit du moudjahid Brik Amar El-Ferchichi. Cependant, ce voyage ne s'est pas déroulé selon le plan qui avait été tracé. Si Mostefa et ses compagnons tombèrent entre les mains de l'ennemi dans la région de Benguerdane, à la frontière tuniso-libyenne. Nous avons appris le jour même, à travers la presse, qu'Omar El-Mestiri y avait échappé miraculeusement. Les deux furent présentés devant un tribunal. Si Mostefa sera condamné à la réclusion à perpétuité, avant d'être transféré à Constantine, où il sera jugé à nouveau pour d'autres faits, et condamné à mort en compagnie d'Ahmed Bouchemal. Il sera conduit à la prison Coudiat de Constantine. Les autres prisonniers ont été condamnés à diverses peines de prison. »

L'évasion de Benboulaid de la prison Coudiat et la réaction d'Adjel Adjoul

Le moudjahid Ali Benchaiba poursuit : *« Dans la nuit du 11 novembre 1955, Benboulaid s'est évadé avec onze moudjahidine de la prison Coudiat, et quand nous avons appris la nouvelle par les journaux parus le lendemain de l'évasion, nous l'avons accueilli avec une immense joie. Ce jour-là, j'étais dans la région de Khenchela, entre El-Khanga et Ali Ennas, en compagnie d'Adjel Adjoul et Hocine Maarfi (1). Je venais d'une mission à Tébessa, où j'avais rencontré Abbas Laghrour et Adjoul, mais je n'ai pas trouvé Chihani Bachir, car on m'a dit qu'il était en mission en Tunisie. Concernant cette évasion, et lorsque la nouvelle fut connue de tous, chacun y allait de son commentaire ou de son analyse, dès lors qu'une évasion de prison n'était pas une mince affaire, et a fortiori lorsqu'il s'agit d'une prison accueillant des condamnés à mort et des prisonniers classés comme « rebelles très dangereux pour la sécurité de l'État et de l'ordre public »,* à leur tête Si Mostefa, considéré par les autorités coloniales comme le chef de la rébellion.

Cela dit, le commentaire qui attira mon attention et qui est reste gravé dans ma mémoire, était celui d'Adjoul, qui était alors notre chef hiérarchique. «Je connais très bien la prison Coudiat quand j'étais à Constantine. Cette prison n'est pas en carton et ce n'est pas une tente, c'est une prison blindée. Soit les autorités françaises ont facilité l'évasion de Si Mostefa dans le but de le tuer en disant qu'il a été tué lors de la tentative d'arrestation après son évasion et en se débarrassant enfin de lui, soit cette évasion est le résultat d'un deal avec les autorités coloniales dans un but inavoué, mais je sais très bien que Si Mostefa n'est pas du genre à se laisser manipuler. *« Ces propos d'Adjoul se sont répandus telle une trainée de poudre et tout le monde avait pris pour argent comptant l'interprétation faite par un homme cultivé et un vieux routier du mouvement national. Certains ont, toutefois, surinterprété ces propos, ou les ont carrément déformés, consciemment ou inconsciemment. Pour preuve, la dernière phrase d'Adjoul n'a jamais été reprise par aucun auteur et reste occultée, malgré son importance. Ce commentaire sera exploité par ceux qui voulaient ternir l'image d'Adjoul, lui porter atteinte et dresser les moudjahidine contre lui.*

Adjel Adjoul

Le lendemain, nous nous trouvions, le moudjahid Si Hocine Maarfi, cinq autres moudjahidine et moi, au pied du djebel Ouestili. On m'avait demandé d'organiser une fiesta, à l'occasion de cette évasion, et j'ai accepté. J'ai alors acheté trois chèvres pour un grand repas auquel on avait convié les habitants du village qui était à quelques encablures de la ville de Lambèse. Puis, nous avons continué notre marche vers notre PC à Djebel Ouestili, et dès que nous nous sommes approchés du siège où se trouvait Benboulaid, certains frères qui étaient avec lui nous ont empêchés de le voir, en voulant le cacher de nos yeux. Nous nous sommes alors accrochés avec eux, et nous leur avons dit que Si Mostefa était notre compagnon et notre chef à tous et non pas seulement leur chef à eux ou celui d'un groupe spécifique. A la fin, on a nous libéré la voie et nous avons pu le rencontrer après une longue absence. Ce fut une soirée mémorable. »

Le moudjahid poursuit : *« Pendant la période où Si Mostefa était en prison, les Aurès étaient en proie à l'anarchie et à de graves dérives. C'est ainsi que la région était tiraillée entre plusieurs chefs qui ne se reconnaissaient pas mutuellement et prenaient des décisions sans aucun contrôle.*

GUERRE DE LIBÉRATION

Témoignage

La maison des Benchaiba à Dachrat Ouled Moussa

ديار الإخوة بن شايبة
المحتضنة للرعيل الأول المفجر للثورة التحريرية
ليلة أول نوفمبر 1954

Lors de cette rencontre, Si Mostefa nous a posé un certain nombre de questions sur la situation générale, et particulièrement sur les régions de l'Est. Il était préoccupé par les rumeurs qui lui parvenaient sur les exécutions extrajudiciaires auxquelles se seraient livrés Abbas Laghrour et Adjel Adjoul. Cependant, je témoigne que des signes de réconciliation étaient apparus, et tout commençait à revenir à la normale suite aux contacts tous azimuts entrepris par Si Mostefa. »

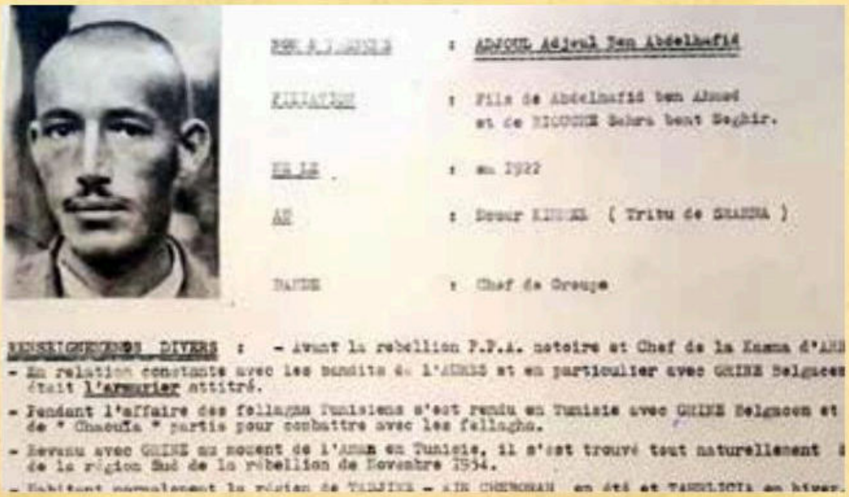
Rencontre de Mostefa Benboulaid avec Adjel Adjoul

Ali Benchaiba raconte à ce propos : « Après quelques jours de repos à Djebel Ouestili, Si Mostefa nous fit part de son désir de visiter et d'inspecter les différentes régions de la Zone pour s'enquérir de visu de l'état d'avancement de la lutte et rétablir l'ordre en essayant de résoudre les problèmes qui étaient apparus en son absence, tout en remontant le moral des moudjahidine et restaurer le climat de fraternité d'avant en leur rappelant le serment qu'ils avaient prêté à la veille du déclenchement de la révolution.

Nous primes la destination de Larbaâ, M'chounèche, puis Targa, jusqu'à notre arrivée au village Sra El-Hammam à Kimmel, et là nous avons été accueillis par Adjoul, entouré des habitants de la dechra qui avaient fui leurs villages et s'étaient réfugiés dans ces montagnes pour échapper à l'enfer du colonialisme qu'ils enduraient quotidiennement depuis le début de la révolution.

Dans cette dechra, il y avait des vieux, des femmes et des enfants en plus des moudjahidine. L'accueil fut des plus chaleureux, avec des youyous et des applaudissements. Les gens étaient alignés sur les bords de la route, formant un couloir au milieu duquel Si Mostefa marchait tout en serrant la main de tout le monde. Là, Adjoul remit à Si Mostefa un fusil-mitrailleur de fabrication anglaise, de type FM Bren, mais Si Mostefa ne tira que quelque coups, pour ne pas gaspiller les balles. Et là, Adjoul lui dit : « Tirez à votre guise, Si Mostefa, ne vous en faites pas, nous avons des quintaux de munitions !»

Puis nous nous sommes rendus à Hammam Chaboura dans le même secteur, où Adjoul avait aménagé un lieu pour la réunion,



[illegible] : ADJOUL Adjoul Ben Abdelhafid

[illegible] : Fils de Abdelhafid ben Ahmed
et de [illegible] Zohra bent Seghir.

[illegible] : en 1922

[illegible] : Douar [illegible] (Tribu de [illegible])

[illegible] : Chef de Groupe

RENSEIGNEMENTS DIVERS : - Avant la rebellion P.P.A. notoire et Chef de la Kasma d'A

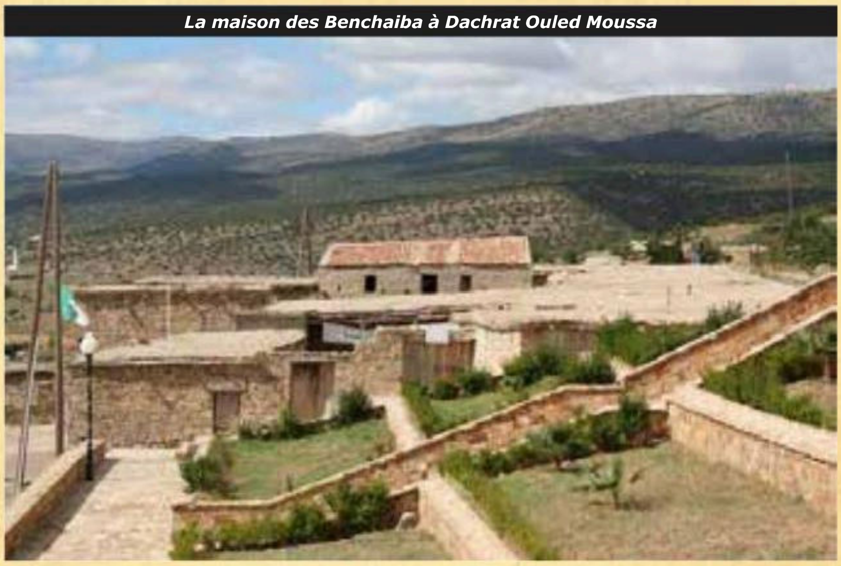
- En relation constante avec les bandits de l'AURES et en particulier avec GRINE Belgacem
était l'armurier attitré.
- Pendant l'affaire des fellagha Tunisiens s'est rendu en Tunisie avec GRINE Belgacem et
de " Chaouïa " partis pour combattre avec les fellagha.
- Revenu avec GRINE au moment de l'[illegible] en Tunisie, il s'est trouvé tout naturellement
de la région Sud de la rébellion de Novembre 1954.
- Habitant normalement la région de [illegible] - AIN [illegible] en été et [illegible] en hiver.

qui consistait en une grande tente au milieu des pins. Adjoul amena à cette réunion le lieutenant français Louis qui avait été capturé par Abbas Laghrour lors d'une embuscade et détenu, depuis, dans une casemate. Si Mostefa le regarda puis le salua. Il recommanda de prendre soin de lui, et se tourna vers nous en nous disant : *« Quand Si Abbas sera là, nous prendrons une photo avec cet officier, en le mettant au milieu, et nous enverrons la photo avec un tract aux autorités coloniales et à tous ces postes dans la région, en réponse à la photo qui m'a été prise et où j'étais entouré de deux gardes français le jour de mon arrestation, et nous leur disons : « A chacun son tour pour goûter à l'amertume de la défaite. »* Malheureusement, il est tombé au champ d'honneur avant de rencontrer Abbas Laghrour, et la photo n'a jamais été prise. (2)

Le lendemain de cette visite, Si Mostefa a passé une journée entière, c'est-à-dire du matin au soir, seul avec Adjoul, et personne parmi nous ne savait ce qui s'était dit entre eux.

Au troisième jour, Adjoul présenta une katiba équipée d'armes modernes, qui salua Si Mostefa. Devant de nombreux moudjahidine, Adjoul ouvrit la séance avec une allocution de bienvenue, puis, se tournant vers l'assistance et vers Si Mostafa, pour le présenter en ces termes : *« Voici Si Mostefa Benboulaid, notre père, hier comme aujourd'hui. »* Dieu m'a prêté vie pour témoigner aujourd'hui et pour l'histoire de ces moments tels qu'ils sont, sans aucune modification. Cela prouve, en tout cas, qu'entre les deux hommes, il y avait une grande cohésion.

La maison des Benchaiba à Dachrat Ouled Moussa



J'aimerais, ici, commenter le témoignage du frère Tahar Zbiri, qui a dit qu'Adjoul avait ordonné qu'aucune considération ne soit accordée à Si Mostefa, qu'après six mois, selon la règle établie par Si Mostefa lui-même. Ce discours est totalement infondé ; il est le fruit de l'imagination de Si Tahar et de ces responsables, dont j'affirme que chacun d'eux essayait d'évincer l'autre. S'il est vrai que Si Mostefa avait promulgué une loi obligeant toute personne arrêtée à se soumettre à une période probatoire de six mois, cela ne s'appliquait guère à lui, du fait que nul ne contestait sa stature de père de la Révolution qui l'avait déclenchée et qui nous avait inculqué ses principes ; alors comment pouvions-nous lui appliquer cette mesure ?

Prenant la parole, Si Mostefa exprima sa satisfaction des résultats obtenus pendant son absence, en mettant l'accent sur cette capacité de la révolution à s'armer par elle-même grâce aux armes saisies de l'ennemi, et sur l'organisation en général. Il appela à renforcer l'unité dans les rangs et à intensifier les frappes contre les positions de l'occupant. A la fin, il recommanda à nouveau de prendre soin du captif français, le lieutenant Louis Bernard.

Après cette réunion, nous sommes retournés à Djebel Ouestili, où Si Mustafa avait pris son quartier général provisoire.

Les rencontres et les réunions se succédaient pendant cette période dans des endroits distincts, et je me souviens que lors d'une rencontre qui s'est déroulée à Menaâ, il a été question d'examiner la situation des veuves de chouhada, et une proposition d'instituer une allocation familiale au profit des moudjahidine. Lorsqu'on a demandé à Si Mostefa combien d'enfants il avait, il a répondu qu'il ne le savait pas, car il considérait tous les enfants du peuple algérien comme les siens. Là, son frère Omar Benboulaid est intervenu et a demandé à Si Mostefa l'autorisation d''enregistrer son fils Abdelouahab (fils de Si Mostefa) en son nom (c'est-à-dire au nom d'Omar) du fait qu'il le considérait comme l'un de ses fils.

Aussi, pendant cette période de déplacements intenses à travers les différentes régions, il faut rappeler deux batailles importantes menées par Si Mostefa et auxquelles j'étais présent. La première est la bataille d'Ifri El-Balh (près de Ghoufi à Ghassira), qui eut lieu le 13 janvier 1956. Quant à la deuxième bataille, elle se déroula le 18 janvier de la même année. Il s'agit de la bataille de Ghar Benaissa à Djebel Ahmer Kheddou, qui eut lieu suite à l'opération de poursuite lancée par les forces françaises.

Lors de ces deux batailles, Si Mostefa, à la tête d'environ 280 moudjahidine, a fait preuve d'un courage rare et d'une conduite parfaite. L'ennemi a subi de pertes considérables en vies humaines et en équipements, et nous avons, de notre côté, déploré de nombreux martyrs, dont Hocine Maarfi, tombé lors de la bataille d'Ifri El-Balh.

La réunion d'Oued El-Attaf à Kimmel

Le moujahid Ali Benchaiba dit, à propos de la réunion tenue à Oued El-Attaf, au sud de la forêt de Béni Melloul à Kimmel, et à laquelle il a pris part que c'était la première réunion officielle des dirigeants des Aurès, présidée par Si Mostefa après son évasion de prison. La rencontre s'est déroulée les 11, 12 et 13 mars 1956. Y ont assisté les chefs de la partie Est des Aurès, sans Abbas Laghrour qui était grièvement blessé au cours d'une bataille.

Lors de cette réunion, Adjoul avait mis en place une katiba bien armée pour sécuriser le déroulement de la rencontre à laquelle ont assisté de nombreux moudjahidine et des responsables des régions de Souk-Ahras, Tébessa, Khenchela, Kimmel et Arris. Adjoul ouvre la séance par une allocution de bienvenue à Si Mostefa, à qui il donna ensuite la parole. Toutes les questions inhérentes à l'organisation et à la situation dans les Aurès, et tous les problèmes posés au niveau de toutes les régions représentées à la réunion furent soulevés et examinés. A cette occasion aussi, le règlement intérieur de l'ALN et la répartition géographique des régions furent révisés, et toutes les régions ont présenté leurs rapports sur la situation politique, militaire, organisationnelle et financière. »

A ce propos, Ali Benchaiba dira : *« J'aimerais répondre à ceux qui relayaient la thèse selon laquelle le chef Mostefa Benboulaid aurait été réhabilité ce jour-là, en disant que ce ne sont que des élucubrations, car cette question n'a, à aucun moment, été soulevée lors de cette réunion. Comment, en effet, réhabiliter Si Mostefa, alors qu'il était entouré de la crème des moudjahidine qui lui vouaient un respect sans bornes, qu'il avait une très bonne réputation et un parcours militant sans égal et qu'il avait, deux mois plus tôt,*

De g. à dr. : Amar El Agoun , Hadj Lakhdar et Ali Benchaiba

c'est-à-dire en janvier, mené deux grandes batailles en infligeant de lourdes pertes à l'ennemi et en prouvant encore une fois son héroïsme et sa haine irréductible du colonialisme français. Il faut aussi rappeler que c'est lui qui a convoqué cette réunion qu'il a présidée lui-même, et que c'est encore lui qui a donné des instructions et des directives. Donc, tous ces dires ne sont que de pures allégations mensongères. A la fin de la réunion d'Oued El-Attaf, Si Mostefa ordonna à Adjoul de rester au PC de Kimmel pour gérer les affaires courantes, en lui expliquant qu'il ne lui était pas demandé d'assister à la réunion prévue à Djebel Lazreg. »

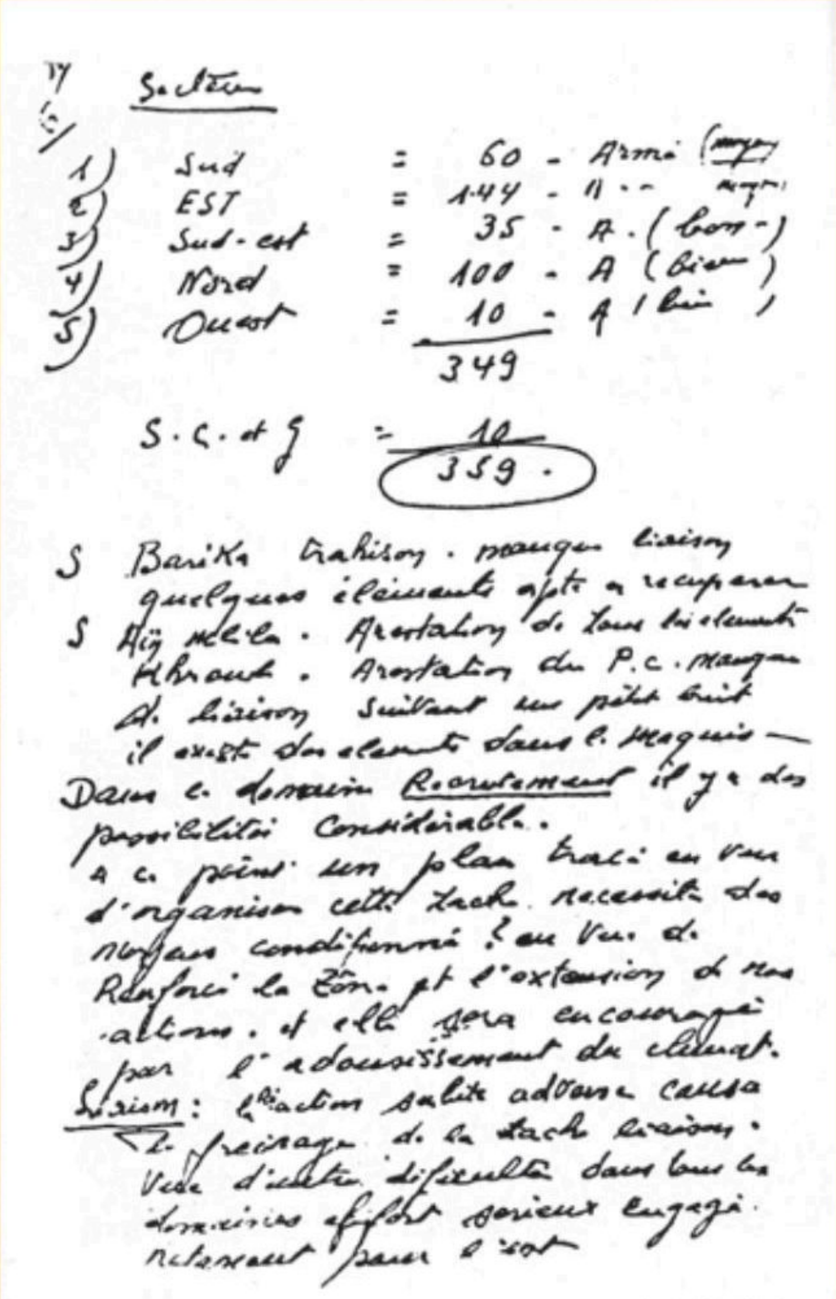
La réunion d'Oued Lazreg, le poste émetteur miné et la mort de Si Mostefa

Ali Benchaiba poursuit sa narration : *« Après la réunion d'El-Attaf, nous quittâmes Kimmel. Si Mostefa prit la direction de Djebel Lazreg pour tenir une autre réunion avec les responsables de la région Ouest des Aurès et du Sahara qui n'avaient pas assisté à la rencontre de Kimmel. Pendant ce temps, le moudjahid Mostefa Boucetta et moi avions pris le chemin d'Ichemoul, pour préparer l'opération d'évasion d'un groupe de Marocains d'un poste de l'armée française. Cette opération se solda par l'évasion de cinq Marocains seulement, sur un total de douze, parce que l'ennemi s'en était aperçu, grâce à des informations qu'il a eues par des délateurs. Après cette opération, nous rejoignîmes Si Mostefa. A notre arrivée, celui-ci nous demanda des détails sur le déroulement et les résultats de l'action.*

Ici, je dois préciser que, considérant les Aurès comme zone de rébellion et de hors-la-loi, les autorités coloniales ont mis en place de nombreux postes militaires avancés, et notamment dans les zones montagneuses. Les moudjahidine ont profité de cette situation pour monter des embuscades contre les véhicules militaires venant approvisionner ces postes, obligeant ainsi les autorités militaires françaises à emprunter un autre itinéraire pour éviter de tomber dans des embuscades. C'est ainsi que l'approvisionnement des postes se faisait désormais par largage et parachutage. A telle enseigne que ce phénomène est devenu familier pour les habitants de ces régions.

Les services de renseignements français ont usé de tous les stratagèmes pour atteindre les moudjahidine. C'es ainsi qu'ils ont eu, un jour, l'idée de larguer un gros colis dans la nature, et se mirent ensuite à le chercher auprès des habitants, pour faire croire qu'ils l'avaient réellement perdu et que ce colis avait été largué par erreur. Pour bien maquiller l'affaire, ils ont joint au fameux colis des lettres provenant des familles des soldats français affectés dans ces régions, en plus d'un gros sac de riz. Informée des déplacements récurrents de Si Mostefa et ses collaborateurs à travers ces régions, l'armée coloniale savait que le colis en question avait toutes les chances de parvenir à eux. Surtout que le règlement de l'ALN exige de quiconque aurait trouvé de tels objets de les remettre impérativement au commandement des moudjahidine de la région. Le colis a finalement été découvert par un militant qui le remit aussitôt au poste de l'ALN le plus proche. En l'absence de Si Mostefa, des moudjahidine l'ont réceptionné, et ont constaté qu'il s'agissait d'un poste émetteur-récepteur de transmission

Lieutenant Bernard Louis prisonnier de l'ALN chez Adjoul



17

Secteur

1) Sud = 60 - Armé ([illegible])
2) EST = 144 - " -- [illegible]
3) Sud-est = 35 - A. (bon)
4) Nord = 100 - A (bien)
5) Ouest = 10 - A (bien)

349

S.C. et G = 10

359.

S Barika trahison. manque liaison quelques éléments aptes à récupérer
S Aïn Mlila. Arrestation de tous les éléments
Khroub. Arrestation du P.C. manque de liaison suivant un petit bruit il existe des éléments dans le maquis —
Dans le domaine Recrutement il y a des possibilités considérables.
A ce point un plan tracé en vue d'organiser cette tâche nécessite des moyens conditionnés ? au vue de renforcer la zone et l'extension de nos actions. et elle sera encouragée par l'adoucissement du climat.
[illegible] : l'action subite adverse causa le freinage de la tâche liaisons. Vu d'autres difficultés dans tous les domaines effort sérieux engagé. Actuellement [illegible]

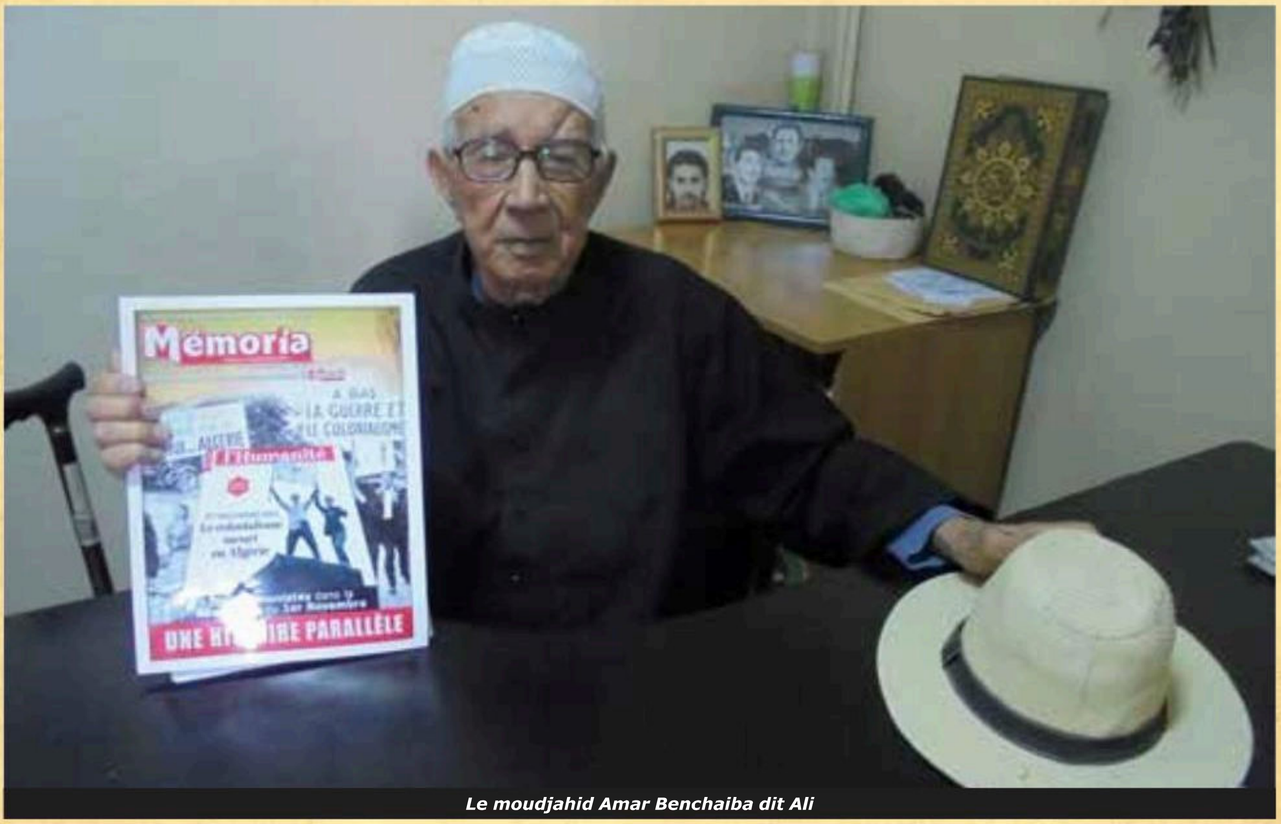
Document saisi lors de l'arrestation de Ben BOULAID. Effectifs du Maquis de l'AURÈS et appréciation du chef chaouïa.

et non un poste transistor comme l'ont écrit certains auteurs. Les moudjahidine ont essayé de le manipuler pendant trois jours, mais l'appareil n'a pas explosé, parce qu'il n'était pas doté de batterie.

Au retour de Si Mostefa de sa tournée, les moudjahidine lui montrèrent l'appareil en lui racontant toute l'histoire. Il a eu ce commentaire : « C'est un objet précieux qui nous permettra, si nous l'exploitons, de réduire les longues distances, en envoyant et en recevant les dépêches. » Puis, il nous demanda, à Baâzi Ali et moi, de le dissimuler dans un lieu sûr, en vue de l'exploiter pour la communication. Il m'a dit : « Cache-le là où la bergeronnette sait cacher ses petits ». Comprendre dans un endroit auquel nul ne peut avoir accès.

Avec l'aide de quelques frères, j'ai posé l'engin sur une mule dans l'intention de le transporter jusqu'à une colline avoisinante ; mais les intempéries et l'absence totale de visibilité à cause d'un épais brouillard m'empêchèrent d'arriver à destination. Nous fûmes contraints de revenir à notre point de départ. J'ai expliqué à Si Mostefa les raisons de ce faux bond, en lui promettant de le faire le lendemain. A ce moment précis, Si Mostefa, voulant essayer l'appareil, demanda à Baâzi Ali de lui ramener une batterie de lampe qu'il avait l'habitude d'utiliser pour l'écriture, tout en priant tout le monde d'aller préparer leur dîner et de revenir après s'ils le voulaient, surtout qu'il y avait, ce jour-là, beaucoup de responsables venus des régions du Sahara, Sétif, Batna, Challala, Chelia, Bouarif, Ain Touta et Barika pour assister à la réunion de Djebel Lazreg convoqués, comme on l'a déjà dit, par Si Mostefa.

Quelques instants avant le dîner, et pendant qu'un moudjahid préparait la galette, Baâzi Ali arrive, tenant dans sa main la batterie qui lui avait été demandée et qu'il avait retirée de la lampe, et la remit à Si Mostefa. Celui-ci nous demanda de laisser l'opération d'essai de l'appareil pour après le dîner. Mais Baâzi lui mit une telle pression pour l'essayer avant le dîner que Si Mostefa finit par s'y soumettre, surtout que cela venait du responsable de la région de Djebel Lazreg,


Le moudjahid Amar Benchaiba dit Ali

qui était en même temps responsable de la sécurité de tous les présents. Aussi, tout le monde était impatient de voir l'appareil fonctionner.

On fit poser l'appareil sur un lot de tracts qui étaient dans la pièce où nous nous trouvions, et qui étaient destinés à la distribution à travers les différentes régions, puis, Si Mostefa monta la batterie et se mit à ouvrir les boutons ; il y en avait 14 (12 en parallèle et deux gros autres au-dessus). Les dimensions sont environs comme suit : 60 cm de largeur, 50 cm de hauteur, et pesant 60 kilos.

Nous étions tous suspendus, aux côtés du chef, à ce qui va sortir enfin de cet engin que Si Mostefa continuait à manipuler en tournant les boutons. Et dès qu'il toucha aux deux gros boutons, l'appareil explosa. La détonation fut très violente. J'en perdis conscience, et à mon réveil, j'ai demandé à un moudjahid qui était à mes côtés – il s'agit d'Ougali Brahim de T'kout – pourquoi ils m'avaient laissé seul et ne m'avaient pas secouru, et pourquoi Si Mostefa n'était pas venu s'enquérir de mon état (« Ne suis-je pas votre frère ? », lui ai-je dit sur un ton plaintif). Je croyais que j'étais le seul blessé.

Mais plus tard, j'ai appris la mort de cinq compagnons, qui sont Si Mostefa Benboulaid, Ali Baâzi, Mahmoud Benakcha, Abdelhamid Amrani et Fodhil El-Djilani dit Ahmed K'baïli. Sept autres moudjahidine ont été blessés, dont moi-même, puisque j'ai été atteint dans plusieurs parties de mon corps et dans mon œil gauche, aujourd'hui remplacé par une lentille, en plus d'une perte totale de l'ouïe provoquée par l'explosion.

Les personnes présentes à l'endroit où a eu lieu l'explosion ont commencé, immédiatement après l'enterrement des chouhada, à se disperser et à quitter les lieux par peur de l'arrivée de l'armée française à cet endroit immédiatement après avoir entendu la forte explosion. Instruction a été donnée, avec l'accord de tous, de garder secrète la mort de Si Mostefa, pour éviter que cela affecte le moral des moudjahidine. En effet, cela est resté secret pendant plusieurs mois.

Quant à nous autres blessés, on nous a transférés à Djebel Béni-Frah. A dos de mulets et sous une pluie battante, nous avons traversé Oued Menaâ qui était en crue. Le torrent a failli nous emporter, mais finalement nous sommes passés. Nous sommes restés à Djebel Béni-Frah pendant tout un mois et nous eûmes droit

Le moudjahid Amar Benchaiba dit Ali

Benboulaid assassiné par les services français, Adjoul innocent

A notre question de savoir qui est à l'origine du minage de cet appareil qui a tué Mostefa Benboulaid et quatre de ses compagnons, le moudjahid Ali Benchaiba répond : « *Je sais que certaines personnes accusent Adjoul, mais en tant que témoin vivant et victime de cette explosion, je vous relate les faits tels qu'ils se sont déroulés, sans falsification. (3)*

L'appareil piégé a été largué dans un endroit qui était loin de la zone où se trouvait Adjoul qui n'en savait rien du tout. Et puis, Adjoul était resté au PC de Kimmel pour gérer les affaires courantes sur ordre de Si Mostefa personnellement, et ne l'avait pas emmené avec lui à Djebel Lazreg pour assister à la réunion prévue là-bas. Donc, il n'était pas présent sur le lieu de l'ex-

aux premiers soins. Puis, on a décidé de nous transférer vers le PC de Kimmel pour suivre les traitements nécessaires à l'infirmerie de l'ALN, dirigée par Smaïn Mahfoudh. »

Le moudjahid Amar Benchaiba dit Ali

Le moudjahid Ali Benchaiba conclut son témoignage sur ce point en affirmant que « *Si Mostefa n'a vécu que trois mois après le déclenchement de la Révolution, puis a été arrêté, et n'a vécu que quatre mois après son évasion de prison, soit sept mois au total. S'il a vécu seulement une année, il aurait réalisé des miracles, et la Révolution aurait certainement connu un autre itinéraire. Du coup, il aurait été possible d'éviter ces événements malheureux qu'a connus la région après sa mort.* »

plosion, et la distance qui sépare les deux endroits est non seulement très longue, mais aussi connue pour ses reliefs accidentés. Ceux qui avancent qu'Adjoul était sorti du refuge avant que l'appareil explose sur Si Mostefa et ses compagnons, ne font que relayer des accusations montées de toutes pièces et préméditées. Aussi, tout ce qui a été dit sur sa présence n'est que mensonges et calomnies. Ces rumeurs distillées parmi les responsables visaient à les pousser à s'entretuer dans leur course effrénée au leadership. De plus, Adjoul n'a appris la mort de Benboulaid qu'après près d'un mois, et je le confirme, moi qui étais proche de Si Mostefa (4).

Par conséquent, je suis parfaitement persuadé que l'assassinat de Si Mostefa était fomenté par les seuls services de renseignement français, et qu'aucune autre partie n'y est impliquée. Et si les services ennemis n'avaient pas visé spécifiquement Si Mostefa, il n'en demeure pas moins qu'ils savaient que l'appareil piégé serait reçu par un des chefs de cette région, et que, quel que soit le chef, qui en serait victime, cela profiterait à l'ennemi. La preuve, ils n'ont su qu'il s'agissait de Si Mostefa Benboulaid que plusieurs mois plus tard.

Ce qui aurait laissé Si Mostefa, pour une fois confiant, alors qu'il nous avait toujours prévenus contre ce genre de choses et nous demandait d'être méfiants et prudents si nous tombions sur n'importe quoi, même s'il s'agit d'un stylo, c'est que cette opération était montée avec une telle minutie que tout laissait croire que l'appareil en question avait réellement été perdu par l'armée française.

J'ai appris un jour du commandant Amar Mellah, qui était membre de l'état-major de la Wilaya I historique et qui, de par sa position et les postes qu'il a occupés dans les premières années de l'Indépendance, détenait bien des secrets sensibles, qu'un officier des services français, Erwan Bergot, avait publié un livre, intitulé : Le dossier rouge, Services secrets contre le FLN. Celui-ci révèle que le complot qui a causé la mort de Mostefa Benboulaid et quatre moudjahidine avec lui, était l'œuvre de ces services. Ce n'était qu'une confirmation de ce que nous pensions déjà, nous qui étions proches de Si Mostefa et victimes directes de l'explosion. »

Ali Benchaiba avec Rostom et Djemai Bertela

Ali Benchaiba avec notre reporter Rostom

L'histoire d'Ali « Lalemani »

Ali « *Lalemani* » est un soldat de nationalité allemande qui a été recruté dans la Légion étrangère de l'armée française, avant de déserter pour rejoindre les moudjahidine. Mais son histoire avec l'appareil piégé est une pure fabulation. D'abord parce l'engin en question n'était pas un poste-radio transistor, mais un poste-radio de transmission.

Les propos qu'il aurait tenus ou qui lui sont attribués, et qui ont été largement relayés et diffusés, intentionnellement ou non, pour imputer l'assassinat à Adjel Adjoul, n'ont aucun fondement. On a fait de ce Ali Lalemani un artificier, alors qu'en réalité ce n'était qu'un simple amateur qui avait quelques connaissances sur le montage des bombes artisanales. Tout ce qu'il savait faire, c'est de charger des boites de conserves ou de lait de poudre avec des substances explosives ; mais celles-ci n'ont jamais eu un grand effet et n'avaient rien à voir avec le poste radio qu'on a présenté à Si Mostefa, lequel avait un système complexe et d'une haute technicité, piégé par de véritables spécialistes. Alors, la question : comment Ali Lalemani aurait-il pu avoir tous ces moyens pour piéger un engin avec un tel professionnalisme (5) ?

Derradji Salah dit Rostom

Notes :

*(1) **Hocine Maarfi est né en 1928 à Ichemoul,** son père Ibrahim et sa mère Boukaaba Aldjia. Ancien militant du mouvement national, secrétaire particulier de Mostefa Benboulaid et un des secrétaires de Chihani Bachir. Lorsqu'il revit Si Mostefa, après son évasion de prison, il lui rapporta fidèlement tout ce qui s'était passé pendant son absence. Il est tombé au champ d'honneur dans la bataille d'Ifri El-Balh, dirigée par Mostefa Benboulaid le 13 janvier 1956.*

(2) Lieutenant Bernard Louis, né le 24 novembre 1929 à Charbonnier Rhône, en France, et mort en Algérie en 1956, de la compagnie Méharistes de l'Erg oriental Disparu le 18 novembre 1955 au cours d'une embuscade tendue par les troupes de Abbas Laghrour sur la route de Siar (Khenchla) et fait prisonnier par Adjel Adjoul et présenté à Mustapha Benboulaid lors d'une réunion à Kimmel. Certains témoignages indiquent que Mostefa Benboulaid a voulu l'échanger contre Omar El-Mestiri, mais la tentative aurait échoué. Dans une la lettre adressée le 25 novembre 1955 à Monsieur Louis (père du disparu), l'ALN le rassure que le lieutenant était prisonnier et bien traité. (« Nous vous proposons d'échanger Bernard contre trois de nos prisonniers chez les colonialistes [...] »). Le père de Bernard a déclaré avoir proposé aux supérieurs de Bernard pour l'échanger, mais sa demande serait restée sans réponse. Dans son livre : Les tamiseurs de sable, M.Larbi Merdaci affirme que l'officier aurait été tué en 1956 lors d'un accrochage entre l'ALN et l'armée française, mais nous ne possédons pas de preuve irréfutable sur les circonstances de sa mort.

(3) L'attentat dont a été victime Mostefa Benboulaid a suscité un grand intérêt chez de nombreux auteurs et historiens. Et si des légendes ont été tissées autour de cette histoire, c'est surtout parce qu'il s'agit d'une importante opération qui a éliminé une figure historique de premier plan et d'un des principaux dirigeants de la révolution. C'est dû aussi à l'absence d'un récit définitif sur les circonstances de la mort de Benboulaid. Ce qui a encore compliqué les choses, ce sont les rumeurs, les allégations et les échanges d'accusations entre les dirigeants locaux à des fins personnelles.

(4) Toutes les sources fiables attestent que la rumeur de l'assassinat de Mostefa Benboulaid par Adjoul a été diffusée par Omar Benboulaid et Aissi Messaoud Benaissa.

- Omar Benboulaid est le frère aîné de Si Mostefa. Né le 17 septembre 1911, il était militant du mouvement national, et assista au déclenchement de l'insurrection, le 1er novembre, à Ouled Moussa. De nombreux témoignages et écrits sur l'histoire de la guerre de Libération indiquent que Mostefa Benboulaid aurait recommandé qu'aucune responsabilité ne soit confiée à son frère Omar, mais après sa mort, celui-ci a répandu une rumeur selon laquelle Adjoul aurait fomenté l'assassinat. Il s'est ensuite autoproclamé successeur de Si Mostefa. Peu de temps après, il déclara sa non-reconnaissance des résolutions de la Soummam et mit en place une armée parallèle, ce qui a conduit le CCE, en 1957, à le juger et à le condamner à mort par contumace, lui et Ahmed Mahsas. Mais, il s'est enfui en Suisse et n'est rentré au pays qu'après l'Indépendance. Il est décédé dans un accident de la circulation en 1973 sur la route entre Arris et Batna.

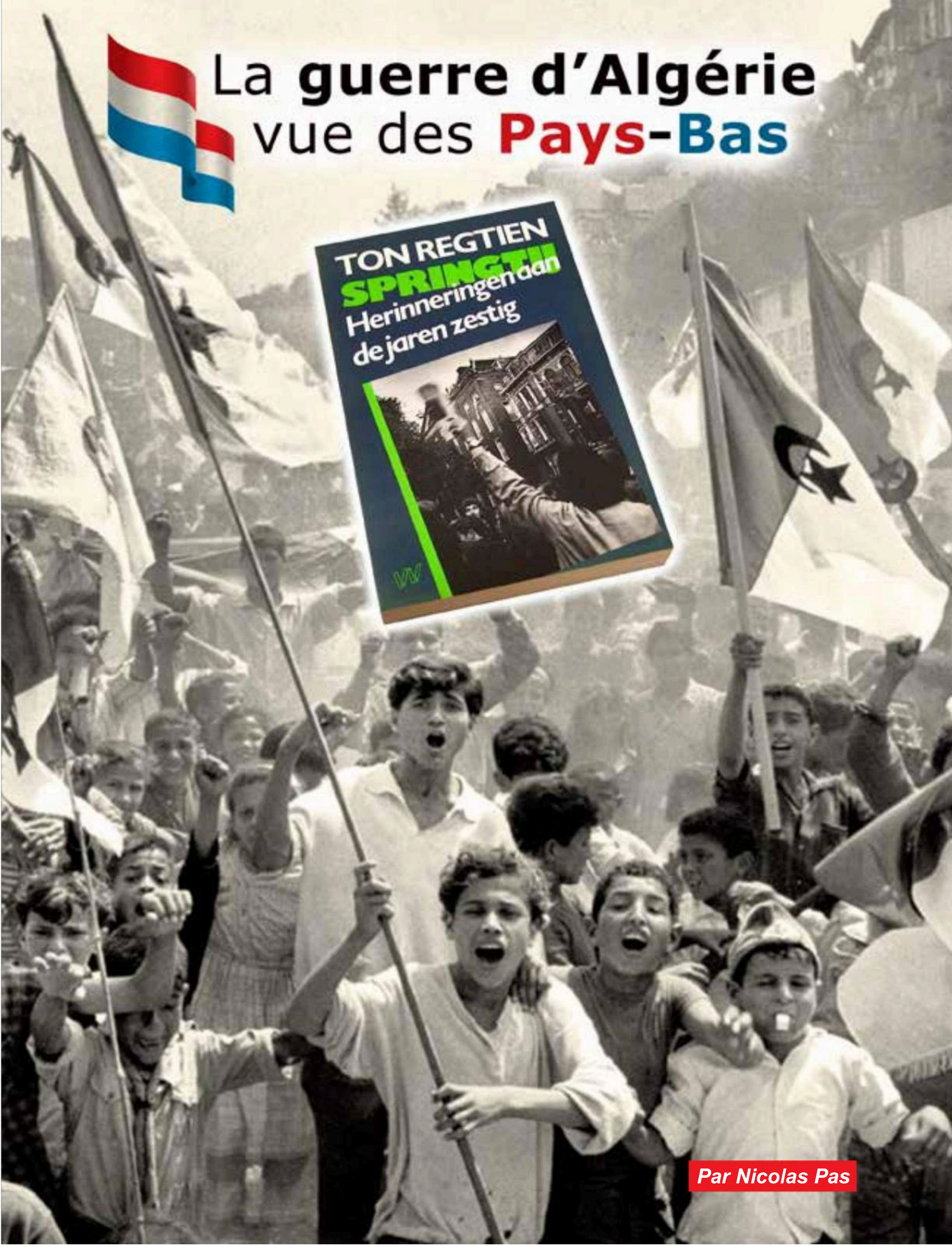
- Aissi Messaoud est né en 1909 à Zalato, près de T'kout. Son père est Aissi Aissa, sa mère, Nouna Aissi. Cet ancien militant du PPA était un proche collaborateur de Mostefa Benboulaid et un moudjahid de la première heure. Il prit part à l'attaque du bureau des Contributions à Ichemoul. Il était réputé pour être en désaccord permanant avec Adjoul, avant même le déclenchement de la Révolution. Selon certains témoignages, Si Mostefa l'aurait sévèrement sermonné pour quelques actes qu'il aurait commis avant le déclenchement de la Révolution, alors Messaoud Aissi avait compris que c'est Adjoul qui aurait dressé Si Mostefa contre lui.

Dans la fouée des dissensions qu'a connues la région des Aurès, Aissi Messaoud fit allégeance à Omar Benboulaid et déclara ouvertement son opposition aux résolutions de la Soummam et sa non-reconnaissance du CCE. Il créa une armée qui lui est loyale appelée « Volontia », et désignée par les autres comme une « armée de dissidents » ou de « mouchawichine » du fait qu'elle combattait en même temps le FLN /ALN. Il fut éliminé dans des circonstances mystérieuses dans la forêt de Béni Melloul en 1959.

(5) Le commandant moudjahid Tahar Saidani a contribué, à travers ses mémoires publiées sous le titre : La Base l'Est, cœur battant de la Révolution, dans la diffusion de la thèse de l'assassinat de Mostefa Benboulaid par Adjel Adjoul. Il dit avoir entendu le moudjahid Ali Lalemani témoigner qu'il avait piégé un poste radio sur ordre d'Adjoul en vue d'assassiner Benboulaid, mais qu'il ne savait pas qu'il était destiné à Si Mostefa. Il faut savoir, néanmoins, que le commandant Tahar Saidani n'a jamais mis les pieds dans les Aurès pendant la Révolution et qu'il n'en connaissait absolument rien, pour la simple raison qu'il avait passé tout son combat à la Base de l'Est.

- Le même reproche peut être fait à Mohamed Boudiaf, qui, dans ses écrits, a aussi attribué l'assassinat de Benboulaid à Adjel Adjoul. Alors que Boudiaf faisait partie de la délégation extérieure en Egypte, puis détenu parmi les prisonniers politiques en France, suite au détournement de l'avion des cinq dirigeants le 22 Octobre 1956. A noter qu'à cette date, le colonel Amirouche était toujours dans la région d'Aurès où il avait été envoyé en mission par le CCE, issu du congrès de la Soummam. Donc, Boudiaf n'était même pas au courant du rapport présenté par Amirouche aux membres du CCE, sachant que le dit rapport n'évoque nullement cette hypothèse d'assassinat fratricide de Benboulaid. En définitive, Boudiaf n'était pas au fait de tout ce qui s'était passé dans les Aurès, dès lors qu'il était si loin. Tout ce qu'il a pu dire sur cette affaire n'était que de simples conclusions et, de ce fait, ne peut être pris pour un témoignage crédible.

La guerre d'Algérie vue des Pays-Bas


TON REGTIEN
SPRINGTIJ
Herinneringen aan de jaren zestig
VV

Par Nicolas Pas

Éclairant un pan totalement méconnu de la guerre d'Algérie, Nicolas Pas propose un premier aperçu sur la perception du conflit aux Pays-Bas, où silence gouvernemental et engagements pro-algérien, voire pro-FLN, se côtoyèrent.

Ton Regtien

TON REGTIEN
SPRINGTIJ
Herinneringen aan
de jaren zestig

Un an avant sa mort, Ton Regtien, figure de proue du mouvement étudiant néerlandais des années 1960, publia ses mémoires sous le titre Springtij (raz-de-marée) relatant son parcours de militant. Les premières pages du livre sont consacrées à la guerre d'Algérie. Regtien explique les raisons de son engagement par une expérience vécue pendant les vacances d'été en 1956 à Paris. Arrivé dans la capitale française en juillet, il passait les nuits dans les tribunes du stade de Malakoff et la journée aux Halles, où il gagnait tout juste l'argent nécessaire pour vivre. Il rencontra un jeune Algérien qui, pendant de longues promenades le long de la Seine, lui révéla la guerre d'Algérie. Un soir, près de la gare d'Austerlitz, une voiture s'arrêta, des policiers en descendirent et forcèrent l'Algérien à y monter. La voiture disparue dans la nuit, Regtien se retrouva seul et stupéfait sur le macadam. C'est ainsi, comme il l'écrivit plus de trente ans après, qu'il rencontra « le champ de bataille de la décolonisation ». Cette expérience, quelque peu dramatisée rétrospectivement, mais non moins percutante, aurait déterminé « dans une large mesure » sa vie de militant qui, à 17 ans, venait de commencer.

Regtien ne fut pas l'unique Néerlandais pour qui la guerre d'Algérie fut une des étincelles à l'origine du mouvement contestataire des années 1960. Au-delà de certains itinéraires personnels, la guerre d'Algérie a laissé des traces aux Pays-Bas ; traces faibles, certes, mais néanmoins réelles, même si la guerre était pour l'immense majorité de la population et pour le gouvernement une affaire française. La perception de la guerre d'Algérie aux Pays-Bas peut être étudiée suivant trois phases : de 1954 à 1957, le conflit franco-algérien passa largement inaperçu ; à partir de 1957, des articles dans la presse pacifiste et d'extrême gauche témoignent d'une prise de conscience graduelle ; enfin, à partir de 1959, une mobilisation accrue est repérable, avec la mise sur pied de comités visant à secouer l'opinion publique et s'organisant pour aider matériellement les réfugiés algériens. Dans cette phase également, un réseau international et clandestin soutenait politiquement et militairement le FLN.

Le silence du gouvernement néerlandais

Pendant toute la période 1954-1962, le gouvernement de La Haye a gardé le silence sur la guerre en Algérie. Dans sa politique étrangère, en effet, la Hollande se montrait une alliée fidèle de l'OTAN et, faisant partie de l'Europe des Six, une alliée de la France. Si le ministre des Affaires étrangères depuis 1956, Joseph Luns, évoquait la France, c'était pour chanter les louanges des relations culturelles, ô combien anciennes et profondes entre les deux pays, et pour souligner à quel point les relations bilatérales étaient excellentes et empreintes de confiance réciproque. Ajoutons que l'agenda politique de cette personnalité conservatrice et catholique (appartenant au KVP, le Katholieke Volks Partij, le parti catholique populaire) était déterminé par la difficile relation qu'entretenait la Hollande avec l'Indonésie indépendante sur la question de la Nouvelle-Guinée. Pour de pures raisons de prestige, Luns tenait beaucoup à cette dernière terre de l'ancien empire néerlandais en Extrême-Orient. Même s'il l'avait voulu, Luns n'aurait pas pu critiquer officiellement la politique française en Afrique du Nord.

Tout au long du conflit, le gouvernement néerlandais dédaigna de formuler une protestation officielle concernant la politique française en Algérie. De 1946 à 1958, le pays fut gouverné par une grande coalition du centre, de tendance catholique-social-démocrate (le KVP allié au PvdA, Partij van de Arbeid, le parti travailliste), dirigée par le Premier ministre social-démocrate Willem Drees. Le parti catholique et le parti social-démocrate étaient les deux formations politiques les plus importantes, occupant les deux tiers des sièges au Parlement (sur 150 sièges à partir de 1956). Les élections de mars 1959 eurent beau changer considérablement le champ politique néerlandais, la politique néerlandaise ne changea point. Le PvdA perdit et, sur la droite, le parti libéral VVD (Volkspartij voor Vrijheid en Democratie, parti populaire pour la liberté et la démocratie) gagna et se manifesta comme troisième force sur l'échiquier politique. Une nouvelle coalition centre-droite s'installa, de tendance catholique-protestante-libérale, avec un Premier ministre catholique : Jan de Quay.

Ton Regtien

Sur l'Algérie, les partis du centre et de la droite se taisaient. Les partis de la gauche et de l'extrême gauche essayaient de se manifester sur tout thème relatif à la décolonisation, mais ils se trouvaient dans l'opposition et complètement en marge des grandes forces politiques. Le parti communiste néerlandais, le CPN (Communistische Partij Nederland), avait bel et bien connu un essor au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (10 sièges sur 100), mais il n'avait jamais réussi à occuper une place prépondérante dans le champ politique ou dans le champ intellectuel et culturel contrairement au parti communiste français. Dans les années 1950, le CPN, très orienté vers Moscou, était en perte de vitesse (7 sièges sur 150 en 1956). La Hollande était l'un des alliés les plus fidèles des États-Unis, fortement ancrée dans les alliances de l'ouest et dans sa politique étrangère, très atlantiste. L'invasion de la Hongrie en 1956, approuvée par les cadres staliniens du CPN, suscita une vague d'indignation dans le pays entier. À Amsterdam une émeute mit à sac le quartier général du parti. Après Budapest, le CPN déclina davantage (3 sièges en 1959).

Il s'en était fallu de peu que pendant les élections de 1959 le CPN fut dépassé par une nouvelle formation, qui tentait de promouvoir une

Guy Mollet

politique cohérente anticolonialiste : le PSP (Pacifistisch Socialistische Partij, parti pacifiste socialiste). Le PSP se voulait la petite gauche au secours de la grande gauche traditionnelle, communiste et social-démocrate. En 1959, ces avocats de la troisième voie faisaient leur apparition à l'Assemblée avec deux sièges. Quand l'affaire algérienne était mentionnée, à l'Assemblée et au Sénat, c'était surtout à cause des députés et sénateurs du PSP, d'une poignée de communistes et de quelques personnalités sociale-démocrates qui représentaient l'aile gauche de leur parti. Avec le CPN marginalisé, le PSP fut la seule formation politique à s'opposer systématiquement à toute tendance colonialiste. En décembre 1960, la direction générale du parti condamna la politique française en Algérie. Cependant ni le CPN ni le PSP n'arrivaient à s'imposer politiquement parlant, puisqu'ils ne représentaient que 5 sièges sur 150 à l'Assemblée. Tout au long des années 1954-1962, le problème algérien resta une affaire marginale de la politique néerlandaise.

Même si le gouvernement, à en croire en 1958 le Premier ministre Willem Drees (social-démocrate), suivait « avec beaucoup d'intérêt les événements français», il ne s'exprima jamais dessus. Jusqu'à l'automne 1958, la seule trace du conflit algérien dans les comptes rendus du Parlement (et du Sénat) est due à l'ancien Premier ministre et personnalité social-démocrate Willem Schermerhorn, dans un débat au Sénat sur les rapports entre l'Ouest et le monde africain. En mai 1956, il avait exprimé son regret devant le développement des événements d'Algérie. « L'étalage de force militaire » lui inspirait de la répulsion, d'autant plus que l'enlisement militaire et politique se produisait sous le gouvernement du socialiste Guy Mollet. Schermerhorn établissait une comparaison avec la responsabilité des sociaux-démocrates néerlandais face au mouvement indépendantiste indonésien dans les années 1945-1949. Il prévoyait que Mollet, tout comme les socialistes néerlandais avec l'Indonésie en 1946, pourrait contenir ce problème fondamentalement politique par la force militaire mais ne pourrait jamais le résoudre définitivement. Pour Schermerhorn, la guerre d'Algérie était d'autant plus une « situation tragique » qu'étaient présents en Algérie un million de « colons français ». Pour lui, dans cette guerre civile, tout espoir d'« une assimilation et coexistence » entre Algériens musulmans et Français d'Algérie, s'était évaporé à jamais.

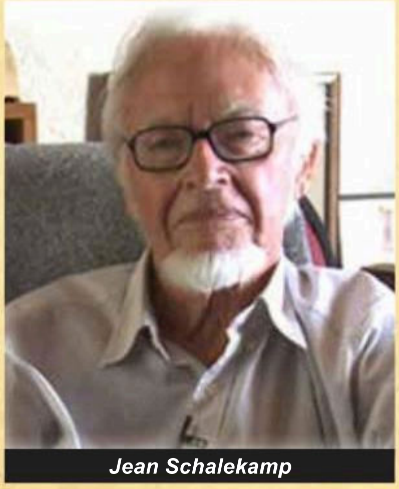
Les rares fois où des députés ou sénateurs posèrent des questions perspicaces ou lancèrent des critiques aiguës sur la politique étrangère du gouvernement vis-à-vis du conflit algérien, le ministre Luns leur répondit en termes très généraux ou laissa tout simplement la parole à son secrétaire d'État, Henri van Houten, membre de la droite libérale (VVD). Les rares demandes d'interpellation par différents représentants de la gauche pendant la période 1954-1962 restèrent sans réponses claires ou furent simplement ignorées. Le conflit franco-algérien ne fut jamais à l'ordre du jour de l'Assemblée ou du Sénat ; il n'apparaissait qu'en marge de débats sur les relations internationales, l'OTAN, la relation Ouest-Est, la Communauté européenne ou bien à travers les événements en France métropolitaine.

La déconfiture de la IVe République en mai 1958 fut suivie de près dans la presse et la politique néerlandaises, et au Parlement plusieurs députés exprimèrent leur souci. Le président du groupe parlementaire social-démocrate à l'Assemblée, Jaap Burger, se demanda si « la démocratie française [n'était pas] mise en jeu ». Il signalait que les forces « conservatrices et coloniales » françaises n'avaient pas été vaincues par la voie démocratique, et il se demanda si la nouvelle constitution serait capable de faire face aux « forces réactionnaires». Lorsque, pendant une session parlementaire début décembre 1958, il fut de nouveau question de la situation politique en France, le député et ancien militaire Michael Calmeyer (du parti protestant CHU, Christelijk-Historische Unie, l'union chrétienne historique) se contenta de remarquer que, finalement, le peuple français avait trouvé la force « de tirer du pétrin la IVe République qui s'enlisait, et de réaliser un nouveau début ». À l'encontre de Calmeyer, Barend Biesheuvel (du parti chrétien ARP, Anti-Revolutionaire Partij, le parti antirévolutionnaire) s'interrogea sur les « conséquences politiques » de l'intervention de de Gaulle et exprima son inquiétude vis-à-vis de la situation actuelle en France. Sans surprise, les doutes et critiques les plus véhéments furent formulés par le député communiste Marcus Bakker. Pour celui-ci, le transfert politique de la IVe à la Ve République, initié par le coup d'État par des « fascistes, généraux et parachutistes » à Alger, ne fut rien d'autre qu'un simple « coup de force fasciste ». Bref, la nouvelle république fut décrite comme « du fascisme, et rien d'autre ; la dictature franche d'une bourgeoisie réactionnaire ». Toujours selon Bakker, le référendum sur la nouvelle constitution fut réalisé « de manière hitlérienne » par voie de « terreur, provocation et mensonge».

Barend Biesheuvel

Michael Calmeyer

En 1960, à plusieurs reprises, l'affaire algérienne suscita des débats dans les deux Chambres. En février, juste après la semaine des barricades, la publication dans la presse française du rapport du Comité international de la Croix-Rouge sur la situation en Algérie souleva des questions au sein de la gauche parlementaire. La façon dont le gouvernement répondit aux interpellations est tout à fait significative. Nico van der Veen, pasteur-député du PSP, exprima son inquiétude sur le rapport de la Croix-Rouge et demanda au ministre Luns si celui-ci estimait toujours que le conflit algérien était « une affaire interne à la France » et si la cruauté du conflit était vraiment une chose que « le monde ne regardait pas». La gauche s'indigna pour des raisons aussi bien éthiques (l'horreur de la guerre) qu'humanitaires (les réfugiés algériens au Maroc et en Tunisie). Van der Veen se référait aux rapports sur La Marsa, près de Tunis, et les conditions dans lesquelles y vivaient les réfugiés. Il s'indignait notamment du fait que tout cela se passait sous les yeux d'un pays moderne et civilisé. La France était non seulement considérée comme une alliée des Pays-Bas au sein de traités internationaux, de la Communauté européenne et de l'OTAN, mais également une civilisation historique et exemplaire respectant et défendant les « valeurs occidentales ». Et Van der Veen de s'exclamer : « Voilà notre souci ! Ce n'est pas une affaire française ; ici il y va de toute la civilisation européenne.» Le ministre Luns se taisait et renvoyait vers son porte-parole, Van Houten. Celui-ci soulignait que la question algérienne était et restait « fondamentalement une affaire française ». Le gouvernement avait été informé du contenu des communiqués de presse mais ignorait le contenu exact du rapport. Van Houten soulignait qu'il refusait absolument toute forme de torture. Il ajoutait que, de « l'autre côté » dans le conflit franco-algérien, des faits se seraient produits qui relativisaient peut-être le contenu du rapport. Il termina sa réponse en disant que le gouvernement refusait de s'exprimer sur le contenu du rapport.


Jean Schalekamp

Les dernières tentatives de plusieurs sénateurs de gauche d'attirer l'attention du gouvernement sur l'Algérie eurent lieu au cours des débats en décembre 1960 et en mai 1961. L'ancien ministre Henk Vos (social-démocrate) et l'ancienne résistante et sénateur communiste, Annie van Ommeren-Averink, en appelèrent au gouvernement et l'incitèrent à passer d'une attitude passive à une attitude active. Vos exprima le souhait que les Pays-Bas se montrent plus actifs au sein de l'ONU. Van Ommeren demanda au gouvernement de ne plus se taire sur la politique de son « ami et allié le général de Gaulle » et d'examiner la possibilité de démarches au sein de l'OTAN ou de l'ONU qui pourraient mener à un arrêt définitif de cette « guerre d'agression ». Elle suggéra ensuite au gouvernement d'affecter un montant aux camps des réfugiés en Tunisie et au Maroc. Le gouvernement se tut. En mai 1961, le député social-démocrate Maarten de Niet – ancien interné des camps de concentration japonais dans les Indes néerlandaises et opposant farouche à la politique nationaliste de Luns vis-à-vis de la Nouvelle-Guinée – regretta en soupirant que dans quelque alliance liant les Pays-Bas à la France que ce soit, « l'affaire algérienne » ne fût jamais débattue. Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères se contenta de remarquer que, bien que les problèmes de l'Angola et du Congo soient régulièrement discutés au sein du Conseil de l'OTAN, la France avait fait savoir de façon claire et nette aux alliés que, sur l'Algérie, elle ne voulait pas de discussion. Ce fut la dernière fois, avant l'indépendance de l'Algérie, où la guerre franco-algérienne fut mentionnée au Sénat néerlandais.

Le silence gouvernemental poussa le journaliste Jean Schalekamp, qui avait vécu à Paris au début des années 1950 et qui travaillait pour l'hebdomadaire de gauche issu de la Résistance Vrij Nederland (Pays-Bas libres), à écrire que le gouvernement néerlandais était l'un des plus stricts dans son effort de minimiser tout soutien moral, informatif, financier à la cause algérienne, comparé à l'Allemagne, l'Italie ou la Grande-Bretagne : « La Hollande fait des courbettes devant la moindre protestation [française] et fait de son mieux pour éviter à une ambassade alliée toute source de grief. »

Une prise de conscience graduelle, 1957-1958

Au gouvernement, l'Algérie ne fut pas plus à l'ordre du jour. Dans la presse et l'opinion publique, non plus, à quelques exceptions près. Une partie de la presse hollandaise suivit le conflit de près dès novembre 1954. Pour le journal libéral de Rotterdam, Nieuwe Rotterdamsche Courant, l'envoyé spécial Jakob Huizinga – fils du célèbre historien néerlandais Johan Huizinga – se rendit à plusieurs reprises en Algérie et réalisa des reportages scrupuleux. Le 18 novembre 1954, Huizinga publia ainsi un article intitulé « L'ombre tombe sur l'Algérie » dans lequel il analysait la géographie du terrain en Algérie. Il prévoyait que la guerre de guérilla pourrait durer longtemps. Quelques mois plus tard, en février 1955, il analysa dans une série de six articles l'arrière-plan socio-économique du conflit. Tout au long de la guerre, Huizinga figura parmi les journalistes néerlandais les mieux informés. Quant aux milieux traditionnellement sensibles à ce genre de conflits, le monde des courants et comités pacifistes, antimilitaristes, chrétiens, libres penseurs, anarchistes et socialistes en marge des grands courants idéologiques, les premières tentatives de réveiller l'opinion publique s'y produisirent au cours de 1957.

En septembre 1957, le Onafhankelijke Contactcommissie voor Vredeswerk (OCV – commission indépendante de contact pour le travail de la paix), coordination regroupant une dizaine d'organisations, publia un bulletin intitulé Terreur over Algerië (terreur sur l'Algérie), diffusé en deux tirages de respectivement 12 000 et 3

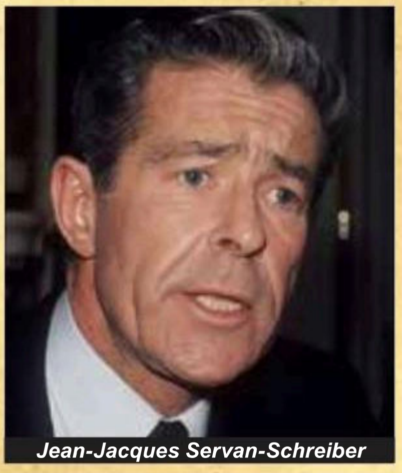
000 exemplaires. L'avant-propos était du président du Algemene Nederlandse Vredesactie (ANVA, Action néerlandaise pour la paix), Jan Hendrik van Wijk. Cet ancien résistant, déporté à Dachau, avocat des objecteurs de conscience néerlandais, s'en prenait au faible niveau des informations journalistiques dans son pays : « Dans notre presse nous ne trouvons pas d'informations adéquates sur cette guerre horrible. La plupart des articles sont très courts […]. On réduit les faits que l'on présente à des chiffres, ce qui fait que la réalité à laquelle ils renvoient disparaît dans des statistiques vides. En plus, nos quotidiens se servent de guillemets pour enlever le sens aux horreurs commises. […] Les comités de rédaction qui utilisent les guillemets le font pour faire taire leur conscience. […] Ils ne prennent pas parti. Ils laissent les événements pour ce qu'ils sont.»

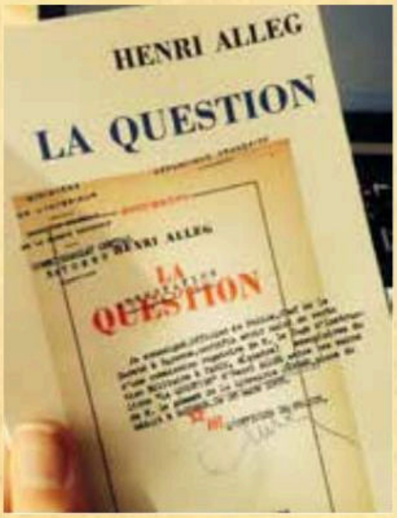
Dans ce texte, Van Wijk liait la Seconde Guerre mondiale, la guerre de décolonisation menée par les Néerlandais dans les années 1945-1949 en Indonésie et la guerre de la France en Indochine. Le conflit algérien était pour lui une « guerre totalitaire » puisque personne n'était épargné : « Cette guerre est bien ce que l'humanité nous montre de pire dans la destruction sans scrupules des personnes et des droits de l'Homme. Ces méthodes d'extermination ont été introduites par les Allemands contre les Juifs. Les Néerlandais les ont pratiquées en Indonésie, les Français en Indochine. Mais c'est en Algérie que le mépris des droits de l'Homme atteint son comble. Ici les opérations se déroulent en grande partie comme des crimes de guerre qui, aussi bien dans les traités de 1907 et 1929 que dans la charte de Nuremberg, ont été mis hors la loi par le droit de la guerre».

Le but de cette publication était de révéler des faits et de réveiller l'opinion publique néerlandaise pour que, selon Van Wijk, personne ne puisse dire comme les Allemands à propos des atrocités commises par le régime hitlérien : « Wir haben es nicht gewusst. » Van Wijk espérait aussi soutenir la « conscience humaine en France » et espérait également qu'« une opinion mondiale et positive » se constitue qui contribuerait à mettre fin à la guerre. La guerre d'Algérie était très nettement décrite avec un vocabulaire inspiré des références de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre de décolonisation néerlando-indonésienne. De plus l'opposition néerlandaise naissante employait le même registre que l'opposition française à la guerre. Pour compléter ce dossier sur la justice en Algérie, les camps d'internement, la torture et le sort des Algériens résidant en France, le comité rédacteur puisait largement dans la presse française (Le Monde, Témoignage chrétien, La Nouvelle Gauche, L'Express, France-Observateur, Demain et Esprit) et se documentait à travers des livres comme Le Dossier Jean Müller, Des rappelés témoignent, Contre la torture, Lieutenant en Algérie et Tragédie algérienne.

Jan Hendrik van Wijk

La publication de l'OCV fut une première ; l'inquiétude envers les événements en Afrique du Nord restait confinée aux cercles pacifistes, aux marges de la société. Mais la crise dans laquelle la République française tomba en mai 1958 allait augmenter considérablement l'attention portée à cette guerre dans la presse et dans l'opinion publique néerlandaises. C'est alors que parurent les premières traductions d'ouvrages édités par de petites maisons d'édition, tels que Lieutenant en Algérie de Jean-Jacques Servan-Schreiber et surtout La Question d'Henri Al-


Jean-Jacques Servan-Schreiber



Henri Alleg

leg dont l'audience française avait été grande. Signalons également une première publication en néerlandais, intitulé Algerie… oorlog of overleg ? (l'Algérie… guerre ou réflexion ?). Ce petit livre était la transcription d'une conférence prononcée par un membre de l'Institut pédagogique IVIO aussitôt après les événements de mai 1958. Il se voulait avant tout un commentaire sur l'histoire de l'Algérie et se terminait par un appel à plus de réflexion sur ce conflit.

Vers une mobilisation croissante, 1959-1961

L'essor de l'intérêt néerlandais pour le conflit algérien date des années 1959 à 1961. Avec l'installation de la Ve République, l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle et l'aggravation de la crise algérienne dont témoignait la vague d'attentats du FLN commis en France à l'automne 1958, l'intérêt des Pays-Bas s'accrut. Sans qu'une large mobilisation de l'opinion publique eût lieu, les médias commencèrent à consacrer plus de place à la guerre. De plus en plus de traductions de textes français parurent ainsi que des études en néerlandais sur la crise. En outre, une institutionnalisation croissante de l'aide pratique et des informations sur le conflit faisait son chemin. Certains cercles dans le monde intellectuel et étudiant commencèrent à s'interroger sérieusement sur ce qui se passait en Afrique du Nord. Des militants de gauche, notamment le réseau trotskiste néerlandais, fut de plus en plus directement impliqué dans les actions des porteurs de valises français. Cet engagement, qui prit plusieurs formes, s'explique par des raisons politiques et éthiques. L'intelligentsia néerlandaise était encore fortement imprégnée de la culture française. Pour une frange des intellectuels, la France était le représentant éthique, voire l'icône historique des valeurs de l'Occident. Leur engagement s'explique par le fait qu'ils estimaient que ces références se compromettaient de plus en plus sur un plan moral et humain.

Après que l'ONU avait déclaré l'année 1959 « l'année mondiale des réfugiés », la chaîne télévisée protestante VPRO, présidée par le pasteur Nieuwenhuis, décida de porter son attention sur ce thème. En novembre, le VPRO diffusait un reportage intitulé « Redt een kind » (sauvez un enfant) sur les camps de réfugiés algériens au Maroc. Ce reportage était réalisé sur place avec la collaboration de Simon Vinkenoog, ancien collaborateur de l'Unesco à Paris, poète et journaliste de l'hebdomadaire Haagse Post. En décembre suivit un gala, diffusé en direct de la salle de concert d'Amsterdam par la radio et la télévision, auquel participaient de nombreux artistes et comédiens néerlandais, et dans lequel la ministre de la Culture, des Loisirs et des Œuvres sociales, Marga Klompé, souligna l'importance de cette action. « Redt een Kind » récolta plus de 100 000 florins (45 000 euros actuels), succès considérable à une époque où la télévision avait juste commencé sa pénétration dans les foyers néerlandais.

Un peu partout dans le pays, à partir de l'été 1959, des actions éparses se développèrent, dans le but d'aider les réfugiés algériens. Des Néerlandais se trouvèrent en situation d'accomplir un geste, motivés qu'ils étaient par le désir de secourir des gens en difficultés, dans un mélange de réflexes humanitaires et de réactions morales. Souvent ce genre d'actions était stimulé par les différentes sections des mouvements de la paix et du PSP. Après que l’organisation humanitaire Service civil international eut ouvert en mars 1959 une maison d’enfants à La Marsa, près de Tunis, la section néerlandaise commença à ramasser des fonds. À Amsterdam un Comité Hulp Algerijnse Vluchtelingenfut constitué, regroupant plusieurs organisations qui travaillaient parallèlement à la Croix-Rouge. Dans le bulletin De Derde Weg le comité lança un premier appel pour aider les réfugiés algériens. À part le don de vêtements et des donations, il était aussi possible d’adopter financièrement un enfant algérien, lui garantissant ainsi des vivres, un logement et des vêtements.

En province aussi, des comités furent constitués. En septembre 1959, à Hoogkerk, dans la province de Groningen, naquit l’initiative d’un Groninger Hulp-comité voor Algerijnse Vluchtelingen (comité de Groningue pour l’aide aux réfugiés algériens), animé par Ingeborg van der Wal-Svensson et une poignée de volontaires, qui s’efforçaient de centraliser l’aide dans le nord du pays. Ce comité, issu de l’organisation pacifiste De Derde Weg, continua ses efforts jusqu’en 1962. Il rassemblait vêtements, jeux et nourritures. À la suite d’une première publicité placée en juillet-août et septembre 1960 dans différents quotidiens et mensuels, le comité reçut des dizaines de lettres, cartes postales et paquets des quatre coins de la Hollande et de la Belgique. Le 5 février 1960, fut organisée une soirée d’information, intitulée « Leven en dood in Noord-Afrika » (vie et mort en Afrique du Nord). Jan Hendrik van Wijk y raconta son voyage en Tunisie en été 1959 et montra des diapositives. À Utrecht, naquit un comité Actie Algerije (Action Algérie), une initiative de M. van Hinte-Prins, secrétaire du PSP section Utrecht, qui préférait organiser l’aide humanitaire en dehors du cadre strict du parti pacifiste-socialiste. En septembre 1960, la Suissesse Idy Hegnauer, qui avait déjà travaillé pendant la guerre civile espagnole pour le Service civil international dans le projet Ayuda Suiza a los niños de España, anima une soirée d’information avec des diapositives sur les réfugiés algériens en Tunisie, ce qui « émut beaucoup » l’audience.

À part les actions d’aide humanitaire, certains milieux étudiants commençaient à s’engager sur la guerre d’Algérie, ce qui, dans un monde étudiant encore largement dominé par des corporations traditionalistes, n’était pas courant. En province, à l’université catholique de Nimègue, que sa tradition confessionnelle et culturelle orientait vers la France, l’attention fut assez tôt portée sur le conflit franco-algérien. En mai 1958, la revue universitaire Nijmeegs Universiteits Blad (NUB) entama une série d’articles sur l’Algérie avec les contributions d’un officier, d’un étudiant français et d’un étudiant algérien. L’idée de la rédaction était de présenter le conflit sous plusieurs angles d’approches. L’officier français fut le parachutiste Jean-Yves Alquier, qui avait publié son journal de marche en 1957 sous le titre Nous avons pacifié Tazalt. Mais après la publication de son article, la série ne continua pas. Officiellement, l’étudiant algérien avait disparu.

Il fallut attendre deux ans avant que le NUB ne consacre une édition spéciale à l’Algérie – fait extraordinaire, puisque l’hebdomadaire réalisait rarement ce genre de numéros. Le contenu portait sur les intellectuels français (avec comme figure de proue, Jean-Paul Sartre), le procès Jeanson et le manifeste des 121. Ton Regtien, membre du comité rédacteur très actif et engagé, écrivit un article intitulé en français « La louche France » : « L’Algérie qui est présentée dans la presse néerlandaise observatrice, et parfois sénile, n’a rien à voir avec l’Algérie des pamphlets et périodiques clandestins qui paraissent en France. Les déclarations choquantes et les photos clandestines qui sont publiées régulièrement dans celles-ci sont plus précieuses que les grands discours philosophiques farfelus de l’étudiant néerlandais moyen. Étant donné l’étendue du sadisme français en Algérie et la faiblesse de la situation de de Gaulle, ces photos et déclarations témoignent de la valeur créatrice du chaos. C’est dans ce chaos qu’il doit être possible de faire à nouveau respecter les droits de l’Homme les plus fondamentaux. »

En se référant aux articles 1 et 5 de la déclaration universelle des droits de l’Homme, Regtien rejetait la torture. Il terminait son article en soulignant l’intérêt de la solidarité internationale :

« La torture en Algérie est un flagrant délit de non-respect des droits de l'Homme et, du fait de sa persistance, elle n'est pas simplement une affaire française. Le manifeste des 121 doit être signé par beaucoup de centres de recherches scientifiques non français, car seules une grande mobilisation de l'opinion publique à l'étranger et une déclaration de solidarité générale pourront soutenir effectivement les intellectuels français. »

Regtien plaidait en outre pour le droit à l'autodétermination de l'Algérie et se distanciait du nationalisme fermé de la France. Selon l'un des rédacteurs, cette édition spéciale fut un grand succès et l'édition se vendit comme des petits pains.

À Amsterdam, la revue étudiante la plus réputée, Propria Cures, ouvrit ses pages aux comités d'action contre la guerre, tout comme elle avait ouvert ses colonnes aux adversaires néerlandais de Franco en 1938. Ainsi fut publié un article sur un camp de réfugiés sous le titre sarcastique « Idylle » et la rédaction publia en octobre 1960 le manifeste des 121. Pour sa part, la petite association étudiante Olofspoort, de tendance alternative et progressiste, envoya en 1961 une lettre de protestation à l'ambassadeur de France aux Pays-Bas. Mais dans la capitale ce fut notamment l'association des étudiants démocrates-socialistes Politeia qui s'engagea. Comme ses dirigeants flirtaient avec les idées trotskistes, l'organisation était entrée en dissidence avec le parti social-démocrate (PvdA). Lorsque, en 1958, deux représentants du FLN furent invités pour un débat, le gouvernement néerlandais l'interdit. Politeia contourna l'interdiction en enregistrant le discours des Algériens qu'elle diffusa ensuite devant une salle comble. En collaboration avec Olofspoort, Politeia organisa, en novembre 1959, une exposition sur la guerre intitulée Het Zesde Oorlogsjaar (l'an six de la guerre). Le but était de montrer des photos, documents et films. En guise d'introduction, Jean Schalekamp prononça quelques paroles. Dans le cadre de cette exposition, une table ronde fut organisée avec la participation de l'un des fondateurs du PSP, le docteur Oene Noordenbos, ainsi que maître Max van der Stoel (secrétaire international du PvdA) et le trotskiste Wout Tieleman. De manière indirecte, cette exposition conduisit à la création du premier comité d'information et d'action sur l'Algérie : Actie Informatie Algerije, AIA (action information Algérie).

Le comité d'action et d'information, 1959-1961

L'AIA opérait hors de toute structure existante et se manifestait parallèlement à l'inquiétude grandissante dans le monde étudiant et à l'institutionnalisation croissante de l'aide matérielle. Le comité vit le jour à la suite de la rencontre de deux personnes lors de l'exposition de Politeia : Piet van der Zeijden, né en 1919, et Sietse Bosgra, appartenant à une génération plus jeune puisqu'il était né en 1935. Van der Zeijden n'avait rien d'un militant politique, son engagement s'expliquait par des raisons éthiques. Issu d'une famille catholique, il avait poursuivi pendant quelque temps sa vocation de prêtre et envisagé de faire une formation de séminariste en France. Sa faible santé, de nombreuses hospitalisations au sanatorium, et la guerre (il passa quelque temps à Berlin dans le cadre de l'Arbeitseinsatz, le STO) mirent un terme à cette vocation religieuse. Après la Libération, Van der Zeijden travailla quelques années chez l'éditeur Het Spectrum et fut correcteur auprès du quotidien catholique de Volkskrant, avant de s'inscrire en 1950 à l'université d'Amsterdam pour étudier le français. En 1956, il partit pour une année d'études approfondies à l'université de Rennes, mais tomba malade et fut transféré au sanatorium étudiant de Bouffémont, au nord de Paris. Van der Zeijden y rencontra des étudiants algériens et fut sensibilisé à la cause algérienne. De retour aux Pays-Bas, il termina ses études en 1959 et commença à

Sietse Bosgra

enseigner le français au lycée Nicolas à Amsterdam.

Si Van der Zeijden s'engageait pour des raisons morales plutôt que politiques, Bosgra, pour sa part, présente plutôt le profil classique d'un militant de gauche. Né dans une famille conservatrice, dans le nord du pays, à Groningue, il se souvenait qu'enfant, il avait ramassé des notes jetées des trains par les juifs transportés à Westerbork, le Drancy néerlandais. Après la guerre il s'installa à Amsterdam pour faire des études de physique. Parallèlement à son travail de thèse, il entamait un parcours de militant pour le PSP et Politeia. Avec sa fiancée To van Albada – dont la tante avait cofondé le PSP –, Bosgra réalisa un reportage au Maroc sur la vie quotidienne dans les camps de réfugiés algériens. Leurs articles furent publiés dans le journal progressiste et social-démocrate Het Vrije Volk (le peuple libre). À l'époque, avec le quotidien de la droite-populaire, De Telegraaf, ce journal était le plus grand journal des Pays-Bas. Bosgra écrivait ainsi des articles sur la guerre et le FLN pour Bevrijding (libération), l'organe du PSP qui, en décembre 1959, sortit un numéro spécial sur la guerre.

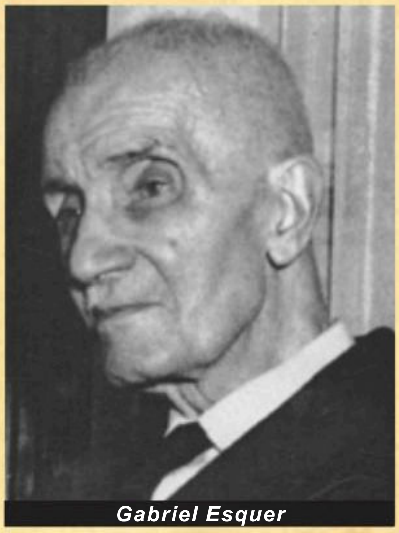
L'AIA animé par Van der Zeijden et Bosgra était plutôt un réseau qu'une organisation et rassemblait une poignée de gens de tous bords. Deux autres personnalités traduisent, à elles seules, deux autres sensibilités politiques divergentes : Fons Hermans et Wout Tieleman. Fons Hermans, catholique et social-démocrate (membre du PvdA) né en 1914, frère aîné d'un célèbre comédien, avait flirté, dans les années 1930, avec l'organisation fasciste Zwart Front (front noir). En 1937, Hermans s'installa à Paris dans le but d'étudier la philosophie à l'Institut catholique. À la veille de la guerre, il était rentré aux Pays-Bas et, pendant l'occupation, s'était engagé dans la résistance. Après 1945, Hermans fit une carrière de journaliste pour la presse catholique et socialiste. Parmi ses sources d'inspiration, comptent les différents courants catholiques français de gauche, parmi lesquels figurent le réseau autour de Témoignage chrétien et la Mission de France. Avec Hermans, l'AIA disposait d'un lien direct avec Vrij Nederland (Pays-Bas libres), hebdomadaire de gauche issu de la résistance, auprès duquel il travaillait comme rédacteur.

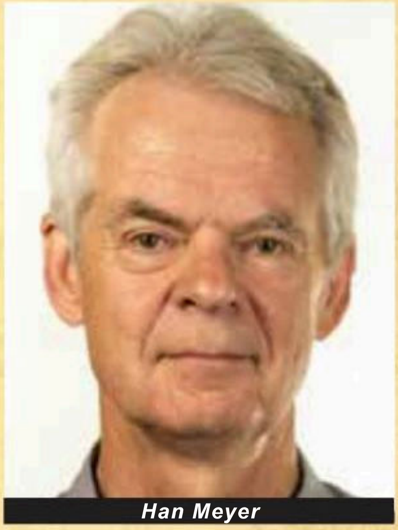
Quant à Wout Tieleman, il était agent comptable chez l'éditeur Swets & Zeitlinger mais, comme militant trotskiste, il pratiquait l'entrisme au parti social-démocrate PvdA qui représentait la plus grande force politique de gauche. Pour l'AIA, Tieleman – qui était marié à une Française – entretenait des rapports étroits avec des militants d'extrême gauche français. Il était membre du comité rédacteur de la revue Socialistisch Perspectief (perspectives socialistes) qui s'interrogeait sur une réinterprétation de l'idéologie marxiste au sein du parti social-démocrate. À travers Van der Zeijden, Bosgra, Hermans et Tieleman, on voit combien plusieurs sensibilités idéologiques étaient représentées dans le comité d'information et d'action : du pacifisme troisième voie (le PSP) au socialisme révolutionnaire trotskiste en passant par le catholicisme de gauche et l'aile progressiste de la social-démocratie.

Dès avril 1958, lors d'un meeting du Sociaal-Democratisch Centrum (le centre social-démocrate), lié au PvdA, Tieleman avait fait une conférence sur la guerre d'Algérie. Pour Tieleman, cette guerre était le dernier spasme de l'impérialisme français. Il considérait que les Pays-Bas étaient complices de ce conflit, puisque la guerre était menée avec des armes de l'OTAN. Tieleman critiquait sévèrement le PvdA qui refusait de protester auprès de la SFIO de Guy Mollet, parti socialiste frère. Cette conférence est exemplaire des discours tenus sur la guerre d'Algérie par les différents courants pacifiques et gauchistes néerlandais.

Le but du réseau de l'AIA était double : un travail d'information et un travail d'action. D'abord, l'AIA agissait sur l'opinion publique, à travers les médias en général et la presse social-démocrate en particulier. Le comité voulait montrer au public néerlandais que la guerre ne pouvait pas se résumer aux attentats perpétrés par des insurgés algériens (désignés comme « terroristes »), mais qu'il s'agissait d'une véritable guerre coloniale dans laquelle l'armée française avait systématiquement recours à la torture. Le comité jugeait que les renseignements fournis par les médias étaient insuffisants et incomplets. Ils manquaient d'objectivité, étaient présentés de façon simpliste ou basés sur des jugements partiaux, trompeurs ou mensongers. Ainsi, quand fin 1959, la rédaction de Het Vrije Volk prit ses distances, dans un article, sur des massacres perpétrés par l'armée française, l'AIA accusa le journal « de se laisser mener par les gérants de la grandeur maniaque française». Le comité prit aussi ses distances avec le silence qui dominait la politique néerlandaise. Dans une circulaire datant de la fin de 1960, l'AIA estimait que les Pays-Bas, alliés de la France dans l'OTAN, étaient « coresponsables » de la guerre et que la guerre menaçait « la paix et la liberté », non seulement en France, mais également en Europe. « Militairement, économiquement et moralement » les Néerlandais, eux aussi, étaient menacés.

L'AIA s'informait par la presse française, notamment Le Monde, Témoignage chrétien, France-Observateur et Les Temps modernes, mais également par des publications du FLN comme El Moudjahid. Elle souhaitait corriger la ligne générale des informations sur la guerre. En réalité, il s'avérait difficile de voir clair à travers les écrans de fumée de la propagande de chacun des camps. Rétrospectivement, Han Meyer a constaté une certaine naïveté au sein de l'AIA : l'idée dominait que la guerre de libération du peuple algérien portait en son sein les germes d'une révolution sociale et d'un renouveau démocratique, non raciste et non religieux. Et si le comité agissait contre les crimes français, le conflit interalgérien ou les brutalités commises du côté algérien le consternaient peut-être mais, en général, ces aspects de la guerre lui échappaient largement.


Gabriel Esquer


Han Meyer

Le petit comité collectait des dons pour diffuser des brochures. La première, Vier Franse officieren spreken, était la traduction d'un article paru dans Témoignage chrétien le 18 décembre 1959. Cette publication fut diffusée en février 1960, comme supplément de Vredesactie, le mensuel radical-pacifiste. Même si cette première brochure connut une bonne réception dans les milieux pacifistes et militants, l'AIA se plaignit du faible intérêt de la presse. Quelques mois plus tard, en avril-mai, une deuxième brochure intitulée De Vermisten. Nacht en nevel in Algerije fut composée à partir de fragments tirés du livre Les Disparus : le cahier vert, par lequel maîtres Jacques Vergès, Michel Zavrian et Maurice Courrège, avocats au barreau de Paris, avaient rendu publique une liste de 175 cas de « disparitions » d'Algériens musulmans. L'AIA envoya 2 000 brochures gratuitement à des personnalités néerlandaises.

L'idée naquit de structurer ce genre de textes et d'aboutir à un livre sur l'histoire de l'Algérie et du conflit franco-algérien. En même temps, le comité commença à rassembler photos et documentation dans le but d'organiser une exposition. Dans les premiers mois de 1960 également, un dépliant fut diffusé, contenant une large bibliographie sur l'histoire algérienne. Y figuraient des publications variées, de Gabriel Esquer, Histoire de l'Algérie, à Colette et Francis Jeanson, L'Algérie hors la loi, en passant par Bertrand Schneider, La Ve République et l'Algérie, Alain Savary, Nationalisme algérien et grandeur française et des œuvres portant sur la guerre. En somme, une liste très représentative de l'opposition multiforme à la guerre. Le comité diffusa également une brochure avec les textes du disque Italia Canta (chants de la révolution algérienne) et un dépliant indiquant les livres saisis en France. En outre, l'AIA

Alain Savary

envoya des lettres d'opinion aux journaux et incita la presse étudiante à sortir des numéros spéciaux.

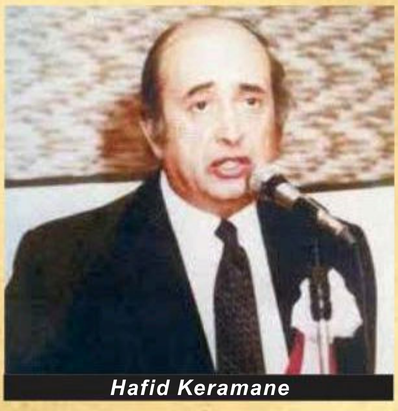
Sur le plan de « l'action », l'AIA s'engagea en juin 1960 dans une affaire qui avait éclaté dans la presse internationale : l'affaire Djamila Boupacha. Il s'agissait d'une jeune Algérienne torturée par des parachutistes français. L'AIA répercuta l'appel du comité de soutien français à envoyer des lettres et des télégrammes de protestation au président de Gaulle. Un article sur cette affaire, paru dans le Algemeen Handelsblad, le 2 juin 1960, fut copié et envoyé aux personnes qui soutenaient les activités des Néerlandais.

Autre tentative de la part de l'AIA de stimuler activement l'opinion publique : l'organisation de soirées d'information. Dans un effort pour mobiliser ses collègues professeurs de langue française, Van der Zeijden les invitait à assister à ces soirées avec tables rondes. Le 31 octobre 1960 un débat intitulé « Zes jaar oorlog in Algerije » (six ans de guerre en Algérie) eut lieu dans la salle de conférence de l'hôtel Krasnapolsky, à Amsterdam. Y participaient plusieurs personnalités, parmi lesquelles figuraient le pasteur Kleijs H. Kroon (1904-1983), le journaliste de Vrij Nederland et figure de proue de la Résistance Henk M. van Randwijk (1909-1966) ainsi que, pour l'AIA, Fons Hermans et Wout Tieleman. En coopération avec le comité algérien d'Utrecht, une deuxième soirée d'information fut organisée à Utrecht le 25 novembre 1960. Parallèlement, toujours avec le comité d'Utrecht qui en lança l'initiative, l'AIA adressait une pétition au gouvernement néerlandais pour soutenir le projet d'un référendum en Algérie sous contrôle des Nations unies. Parmi les signataires figuraient des personnalités intellectuelles telles que professeurs d'universités, anciens résistants, juristes, ethnologues et médecins confondus. Le 29 novembre 1960, quelque 8 000 signatures furent remises au Premier ministre Jan de Quay.

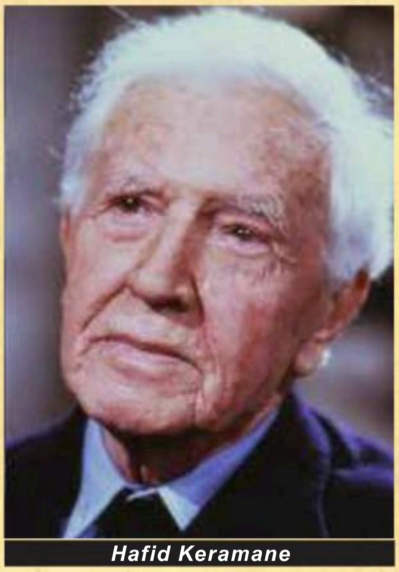
Il est difficile de mesurer la portée exacte du travail d'information et d'action de l'AIA. Il stimulait aussi bien que reflétait l'intérêt grandissant pour ce qui se passait en Afrique du Nord. Ainsi furent publiées plusieurs traductions de textes français portant sur le conflit : en 1960, l'éditeur Paris, à Amsterdam, sortit Le Front de Robert Davezies et le livre de Hafid Keramane, La Pacification. En 1961, l'éditeur Het Wereldvenster publia

Djamila Boupacha

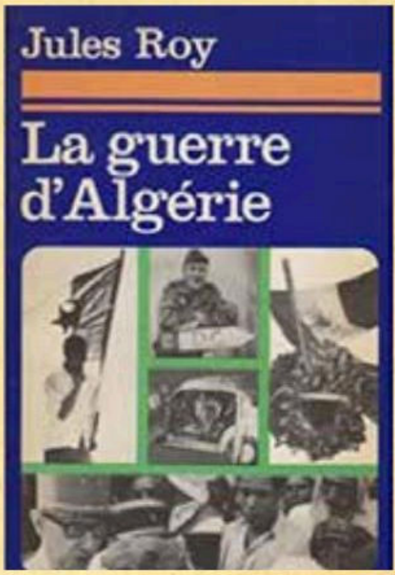
le livre de Jules Roy La Guerre d'Algérie. Pour stimuler la vente de ces sorties, l'AIA faisait un effort considérable de publicité. Il en était de même pour le premier livre néerlandais, Algerije (l'Algérie) de la main de Fons Hermans, qui sortit en novembre 1960. Algerije était aussi bien une histoire de la colonisation algérienne, qu'un compte rendu de la guerre menée depuis 1954, mais aussi un recueil de documents traduisant les différents points de vue. Pour Hermans, la résistance à la guerre coloniale s'inspirait des mêmes principes que la résistance à l'occupation allemande.


Hafid Keramane

HAFID KERAMANE
LA PACIFICATION
Livre noir de six années de guerre en Algérie
Présenté par Nils Andersson



Hafid Keramane



Hermans poussait loin ce genre de comparaison : il comparait la souffrance du peuple algérien à celle des Néerlandais sous l'occupation allemande. Dans ce livre bien documenté, l'auteur s'en prenait également à la presse néerlandaise qui, à quelques exceptions près, se voyait accusée de « se nicher dans l'ombre du ministère néerlandais des Affaires étrangères qui, dans une entente fraternelle avec l'ambassade de France, s'appliqu[ait] à soutenir le colonialisme français en raison des "intérêts néerlandais"».

Le travail d'information et d'action de l'AIA respectait toujours la légalité et les cadres juridiques. Si des personnes liées au comité semblent avoir aidé clandestinement des déserteurs français et franco-algériens, ce fut uniquement de manière individuelle. Cependant, quelques individus du réseau trotskiste néerlandais appartenant à la IVe Internationale étaient, de façon durable et structurée, liés à la lutte clandestine pour l'indépendance nationale algérienne.

Soutien clandestin au FLN

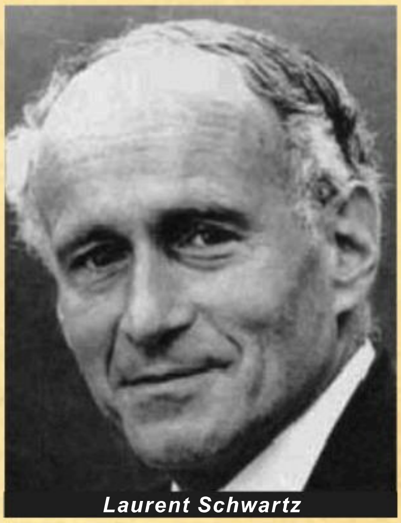
À côté de l'aide humanitaire et du travail de propagande et d'action de l'AIA, une troisième forme d'engagement peut être discernée dans la dernière phase de la guerre : le soutien actif au FLN à travers des structures clandestines, notamment la ramification néerlandaise du parti internationaliste trotskiste.

Bien que minoritaires, les courants trotskistes furent très engagés dans l'aide aux Algériens, sensibles qu'ils étaient depuis longtemps aux questions coloniales. Pour ces internationalistes, la révolution coloniale fut l'une des ultimes opportunités pour réaliser une révolution socialiste dans les pays occidentaux. L'un des dirigeants de la branche du Parti communiste international (PCI) de la IVe Internationale, était l'ingénieur grec Michel Raptis qui vivait depuis longtemps en France. Ces militants éditaient le bulletin du FLN, Résistance algérienne, et étaient engagés dans la lutte clandestine. Selon Hervé Hamon et Patrick Rotman, Raptis joua tout au long de la guerre d'Algérie un rôle non négligeable dans le soutien au FLN : « Dès le déclenchement de l'insurrection, nous avons approuvé la lutte armée, témoigna celui-ci. Mais il n'était pas suffisant d'avoir une attitude correcte et d'apporter un appui politique. Il fallait s'engager totalement».

La section néerlandaise de la IVe internationale, pour sa part, comprenait 20 à 30 personnes tout au plus, dont les plus jeunes dirigeaient Politeia, et dont l'un des anciens militants et figure de proue fut Salomon (Sal) Santen. Sténographe auprès du journal social-démocrate Het Vrije Volk, Santen, dans sa vie clandestine, participait activement au mouvement révolutionnaire néerlandais, et ce depuis l'entre-deux-guerres. Après 1945, il fut recruté par la IVe Internationale et, dans la deuxième moitié des années 1950, fut nommé responsable du secrétariat international. Santen dirigeait la revue hollandaise de la IVe Internationale, De Internationale, et était l'éditeur responsable du bulletin d'information du secrétariat de la IVe Internationale en langue anglaise, The Internationalist.

Avec les événements de mai 1958, Raptis préféra s'installer à Amsterdam. Aux yeux des trotskistes, les Pays-Bas étaient bel et bien un pays perdu pour la Révolution, mais tout de même un lieu sûr pour coordonner leurs activités clandestines. Avec sa femme, Raptis habitait un étage dans la maison du trotskiste amstellodamois, Michel Ferares. Leurs projets et travaux clandestins se soldèrent par l'arrestation, à Amsterdam en juin 1960, parmi d'autres personnes, de Santen et de Raptis. Cette affaire aboutit, en juin 1961 au fameux procès Raptis-Santen. Les deux dirigeants trotskistes furent inculpés de trois chefs d'accusation précis : le soutien à la fabrication d'armes pour le FLN au Maroc, la falsification de cartes d'identité, et le montage et l'organisation d'une infrastructure permettant d'imprimer de la fausse monnaie pour le compte du FLN. Sans nier ni exagérer la portée de l'engagement du courant trotskiste dans le cadre global des efforts néerlandais pour la cause algérienne, l'affaire Raptis-Santen compte parmi ses moments les plus spectaculaires : large couverture de presse, manifestations de rue de quelques dizaines de personnes à Amsterdam pendant le procès (les premières – et dernières – de ce genre sur le thème de l'Algérie aux Pays-Bas) et mobilisation de personnalités à travers un comité de soutien franco-néerlandais.

George Cammelbeeck


Laurent Schwartz

Les autorités néerlandaises souhaitèrent le plus de discrétion possible dans cette affaire. Maître George J. P. Cammelbeeck, personnalité et sénateur du PvdA, se chargea de la défense politique de Santen et de Raptis. Cammelbeeck essayait de souligner le caractère politique du procès, tout en établissant des comparaisons avec la résistance néerlandaise pendant la Seconde Guerre mondiale. Le dernier jour du procès, Cammelbeeck, termina son plaidoyer avec les mots suivants : « Quelle aurait été la réaction aux Pays-Bas si, pendant la guerre, un Néerlandais ou un étranger, avait commis des actes illégitimes dans le but de soutenir la résistance néerlandaise et que ces actes avaient été suivis d'une condamnation à une peine sévère ?» Le juge ignora cette tentative de politisation et se focalisa sur les activités illégales du réseau Raptis-Santen.

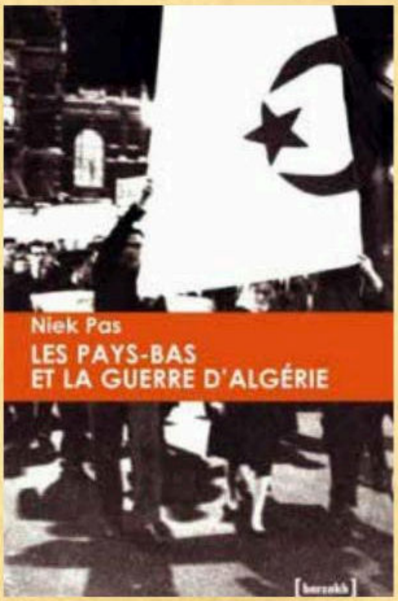
En France aussi bien qu'aux Pays-Bas, des comités de soutien furent mis sur place. Le Comité de soutien français, constitué en novembre 1960, fut présidé par Laurent Schwartz. De son côté, le Comité de soutien néerlandais comprenait des personnalités tels que le pasteur et député du PSP Nico van der Veen, l'historien marxiste Fritz de Jong ou bien l'ethnologue Pieter Meertens. Dans le dossier que ces comités constituèrent pour la défense des accusés il était stipulé : « Au moment où cette lutte a gagné l'appui de l'opinion publique internationale [...] où, en France, la phase des négociations s'est ouverte, peut-on tolérer qu'en Hollande, la répression continue à frapper les partisans de cette juste cause, mettant ainsi ceux qui s'acharnent contre ces militants dans le camp de ceux qui n'ont plus pour arme que les crimes révoltants de la Main rouge ? Pour que Michel Raptis (Pablo) et Sal Santen soient enfin libérés, il faut que s'accentue la campagne internationale pour leur défense et leur libération ; que de partout parviennent au procès, avant et pendant celui-ci les témoignages pour leur acquittement ; que de partout les dons de solidarité soient envoyés aux comités de soutien formés en France et en Hollande pour payer les frais du procès et soutenir les militants emprisonnés et leurs familles».

Des personnalités telles que Laurent Schwartz, Claude Bourdet et Michel Leiris ainsi que Isaac Deutscher se déplacèrent à Amsterdam pour exprimer l'estime qu'ils portaient aux inculpés.

Le comité de soutien néerlandais envoya des lettres adressées au ministre de la Justice néerlandaise, Albert Beerman (CHU), et lança un appel de soutien qui fut signé par plus de mille personnes. Individus, étudiants, journalistes et intellectuels, ainsi que des réseaux comme Politeia ou le groupe Action Information Algérie étaient mobilisés. Le 13 décembre 1960, une centaine de personnes, parmi lesquels beaucoup de jeunes, manifestèrent devant le consulat de France à Amsterdam avec des banderoles « Stop moord in Algerije » (arrêtez le meurtre en Algérie). La police dispersa les manifestants, dont quelques-uns furent arrêtés. Pendant le procès, en juin 1961, un sit down fut organisé dans le centre d'Amsterdam – c'était la première fois que le public et la police amstellodamois étaient confrontés à ce type de manifestation. La presse nationale, avec les journaux Het Parool et Algemeen Handelsblad, s'interrogea amplement sur le procès, tandis que l'hebdomadaire de gauche Vrij Nederland poussa le plus loin sa critique du procès et de la politique du gouvernement, à travers des articles de Fons Hermans. Fin juin, Santen et Raptis furent acquittés de deux des trois chefs d'accusation (l'organisation de la fabrication d'armes au Maroc et la falsification des cartes d'identité), mais furent condamnés à 15 mois de prison pour le troisième chef d'accusation : l'organisation de la fabrication de fausse monnaie. Comme les deux trotskistes avaient été maintenus en détention provisoire pendant plus d'un an, ils sortirent de prison en septembre 1961.

La nébuleuse de comités qui se manifesta à la fin des années 1950 sur le thème de la guerre d'Algérie, tout comme cela fut le cas en France, annonça le mode de fonctionnement et d'intervention du mouvement social des années 1960. Les comités renouèrent avec la tradition des comités internationaux et pacifistes de l'entre-deux-guerres et de la Résistance, de par leur rhétorique et leur travail clandestin. Leur engagement était très marqué par la résistance à l'hitlérisme. Les anciens militants, qui avaient fait l'expérience des années noires de l'occupation, familiarisèrent les jeunes militants issus des cohortes nées juste avant et pendant la guerre avec leur répertoire d'action : la mise sur pied de réseaux indépendants et le travail de propagande. Un transfert discursif s'opéra de l'antifascisme à l'anticolonialisme. Les jeunes militants découvrirent les conséquences humaines du colonialisme et du racisme sur le continent africain en général et en Algérie en particulier. C'est ainsi qu'au seuil des « années 68 », expériences militantes, discours idéologiques et répertoires d'actions furent transmis d'une génération à une autre au sein des courants pacifistes et d'extrême gauche, non seulement en France, mais également aux Pays-Bas. De fait, pour bon nombre d'étudiants, la guerre d'Algérie fut le premier signe qu'il était nécessaire de s'engager. Le parcours de Ton Regtien en témoigne de manière exemplaire puisque, en 1963, il fut à la base du syndicalisme étudiant aux Pays-Bas.

Nicolas Pas



Pour récupérer notre patrimoine historique, faisons tonner les canons !

Nourredine Khelassi
Conseiller du Ministre de la Communication.Porte-parole du gouvernement

M. MACRON, RENDEZ-NOUS BABA MERZOUG !

Les relations tumultueuses entre l'Algérie et la France, c'est aussi un canon de 12 tonnes, de presque 7 mètres de long et de 4,872 km de portée. Il a même, de part et d'autre, un nom significatif du lien des Algériens et des Français à leurs mémoires respectives. Baba Merzoug pour les uns, La Consulaire pour les autres. Deux visions divergentes de l'histoire commune mais point partagée. Et un élément, un de plus, du contentieux bilatéral. Objet de discorde ou canon d'une future concorde, Baba Merzoug est séquestré dans l'Arsenal de Brest depuis presque deux siècles, trois ans après son rapatriement d'Alger, le 5 juillet 1830. Il aura fallu donc attendre cinquante ans après l'Indépendance pour voir l'Algérie demander solennellement sa restitution à ses primo-propriétaires, les Algériens. La requête officielle a été adressée à la diplomatie française au cours de la première semaine de juillet 2012. Il était temps. Et il n'est pas trop tard pour appuyer de nouveau dans ce sens les deux demandes d'associations algériennes, dont celle de l'historien Belkacem Babaci, restées à ce jour sans suite.

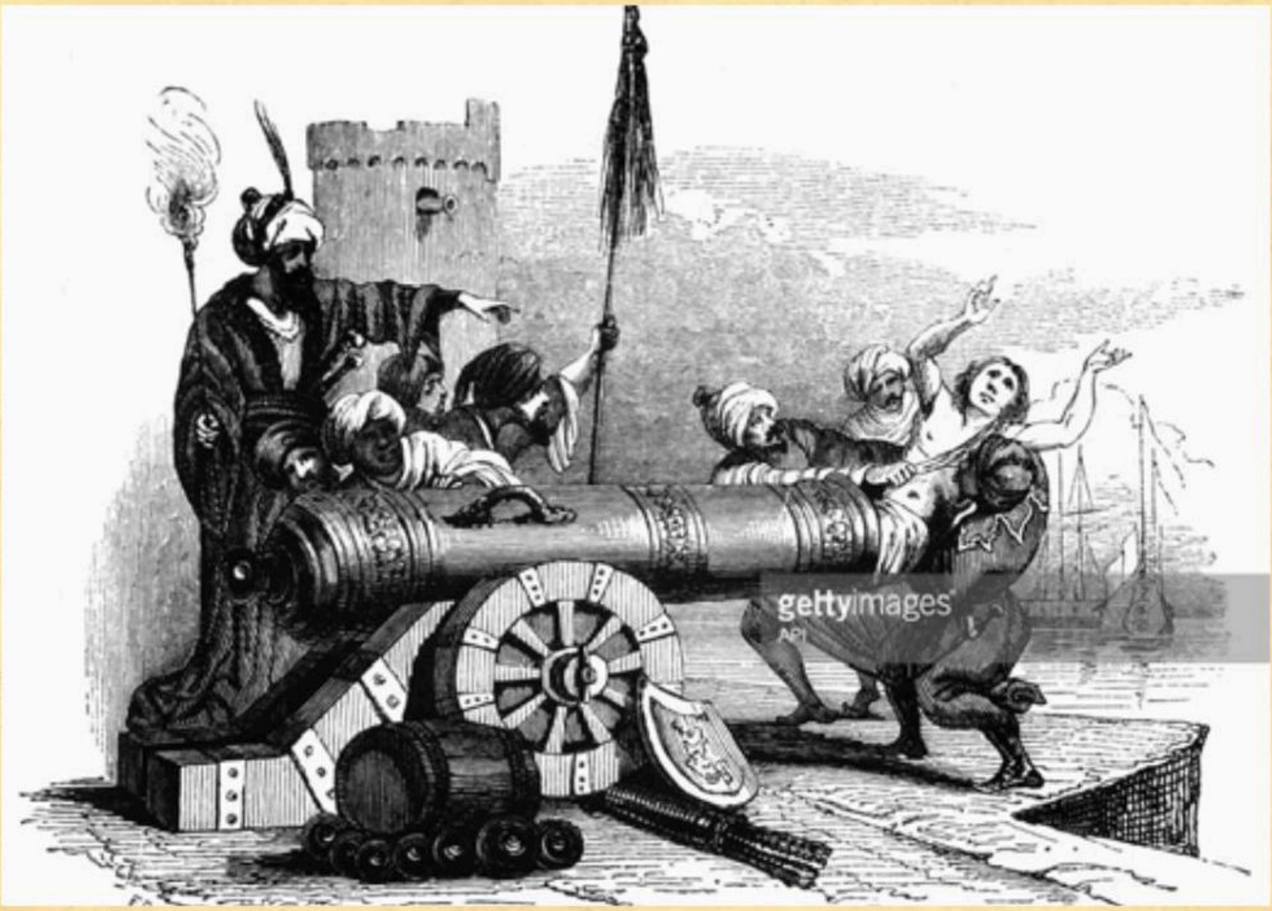
Ce n'est pas encore la réconciliation historique franco-algérienne moyennant le salut au canon, loin s'en faut ! Les relations entre l'ex-puissance coloniale et son ancienne colonie émancipée depuis 1962 traversent de nouveau une sérieuse zone de turbulences ! La récente campagne médiatique menée en France par des organes publics, en dehors de toute connexion éditoriale logique avec l'actualité, a en effet eu en Algérie l'effet de l'essence que l'on jette, délibérément ou pas, sur des braises toujours ardentes sous la cendre de la mémoire coloniale. C'est que, cinquante-huit ans après l'Indépendance, le passé colonial ne passe pas, alors même que les relations entre l'ancienne puissance coloniale et sa colonie libérée suivent une courbe d'évolution en ligne sinusoïdale ! Une relation bilatérale portée par des intérêts pas toujours mutuellement bien compris. Des rapports fortement indexés sur la mémoire coloniale. L'anamnèse coloniale est à la fois une donnée de base et une variable d'ajustement dans l'histoire de la relation franco-algérienne. Tandis que les contentieux divers se nourrissent aussi de la mémoire du passé douloureux dont l'Algérie et la France n'ont pas encore fait le solde de tout compte, à l'image des deux anciennes puissances ennemies historiques que sont Paris et Berlin. Dans la panière riche des litiges bilatéraux, figure en bonne place le mythique canon algérois Baba Merzoug qui fut une terreur militaire des siècles durant en Méditerranée sous domination de la Régence d'Alger.

Dans les annales historiques de la Régence ottomane, il s'agit de cette pièce d'artillerie, unique en son genre, que la France officielle garde par devers elle et refuse obstinément de restituer à l'Algérie. La Préfecture maritime de Brest n'envisage toujours pas de se séparer du célèbre canon. Et elle le répète à chaque fois : *« Nous n'avons reçu à ce jour aucune demande officielle concernant le canon La Consulaire», ainsi baptisé par les Français, lors de la prise d'Alger, le 5 juillet 1830. Baba Merzoug est toujours planté au milieu d'un parking de la zone militaire du port de Brest. Son retour à l'Amirauté d'Alger, son ancien lieu d'accueil, n'est pas encore pour demain. Le combat pour sa restitution, mené sans tambour ni trompette, par un comité ad hoc, créé en 1999 par le défunt historien algérois Abdelkrim Babaci, non sans discrétion, n'a jamais abouti.*

Baba Merzoug, le père fortuné des Algérois qu'il protégeait en leur apportant chance et baraka, est, par certains

Le canon Baba Merzoug

aspects, avant d'être le combat de militants algériens de la mémoire, une histoire singulièrement bretonne. Le célèbre canon fut en effet transféré dans la capitale du Finistère par Victor-Guy Duperré, amiral en chef breton de la marine coloniale. En juillet 1830, dès les premiers jours de la chute d'Alger, le fameux canon est saisi et expédié comme précieux trophée de guerre à Brest, pour être installé dans l'arsenal militaire de la ville. «C'est la part de prise à laquelle l'armée attache le plus grand prix», écrit-il alors. Un autre Breton, homme d'affaires de son état, milite activement depuis 2003 pour sa restitution à l'Algérie. Encouragé par le précédent du sceau du Dey Hussein, remis par le président Jacques Chirac à son homologue Abdelaziz Bouteflika, Domingo Friand, passionné d'histoire, humaniste et altruiste s'il en est, a mené une campagne assidue en faveur du retour de Baba Merzoug à Alger. Il a souhaité que le canon, érigé à l'affût et à la verticale, soit transféré aux autorités algériennes. Il a promis alors une cérémonie œcuménique à Alger, avec un imam et un évêque, «en mémoire des victimes de la colonisation et en lieu et place du Traité d'amitié franco-algérien qui n'a jamais été signé». Militant de l'ancienne UMP, parti du président Nicolas Sarkozy, Domingo Friand a d'abord plaidé la cause de Baba Merzoug auprès de la députée UMP du Finistère Marcelle Ramonet, qui a notamment évoqué l'affaire, en 2004, avec Alain Juppé, alors ministre des Affaires étrangères. La députée a ensuite transmis le dossier à la ministre de la Défense de l'époque, Michelle Alliot-Marie, en mars 2005. Cette cacique de l'UMP a vite opposé un refus certes poli mais qui exhalait un parfum de la loi scélérate de février 2005 glorifiant la colonisation : «Ce canon fait partie intégrante de notre patrimoine historique de la défense (…). De plus, le personnel de la marine manifeste un attachement particulier à ce monument qui commémore la participation des marins à un épisode glorieux de l'histoire de nos armées.»



Baba Merzoug avant la Grosse Bertha

L'homme d'affaires breton a réussi par ailleurs, miraculeusement, à susciter l'intérêt de l'ambassade d'Algérie à Paris. Cette dernière a transmis le dossier au ministère de la Culture à Alger, tandis que l'Elysée *« ne se dit pas opposé à une restitution, sous la forme d'un prêt à long terme »*. Un bail emphytéotique gracieux et susceptible de renouvellement. Le tenace Breton semblait s'inscrire dans l'esprit d'une pétition d'anciens officiers de l'armée coloniale qui, en 1912, réclamaient déjà le retour au bercail de Baba Merzoug.

Invité de la chaine publique française TV5 Monde, Yves Bonnet, patron de l'ex-DST de 1982 à 1985, a déclaré qu'il a écrit à Jean-Yves Le Drian, ministre des Affaires étrangères, pour lui demander de remettre à l'Algérie Baba Merzoug. L'ex-député, ami de l'Algérie assumé et président du Centre international de recherches et d'études sur le terrorisme et l'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT), a encore dit que ce serait de la part de l'ancien ministre de la Défense un *« geste d'amitié » envers les Algériens dont c'est le bien historique »*.

Un autre ami de l'Algérie, Jean-Pierre Chevènement (ministre de la Défense, ministre de l'Intérieur et de l'Education), invité à un colloque sur l'Emir Abdelkader, avait plaidé quant à lui, pour la restitution des archives coloniales. Pour ce faire, Français et Algériens doivent, selon lui, *« arriver à une conscience commune »*. Il a même soufflé une idée pratique aux autorités de son pays : *« Rien n'empêche le partage des archives, on peut même les dupliquer. »* Pour le papier, ça va, mais pour un canon de 12 tonnes de bronze tel Baba Merzoug, sorti de la fonderie Dar Ennahas en 1545, au cœur même de la Casbah, c'est un peu plus

La consulaire

compliqué ! Comme les pouvoirs publics français ne peuvent réaliser une copie conforme de Baba Merzoug que leur marine a féminisé en le baptisant La Consulaire, s'offrait donc à eux une solution plus simple que la suggestion de M. Chevènement : le restituer tout simplement à qui de droit.

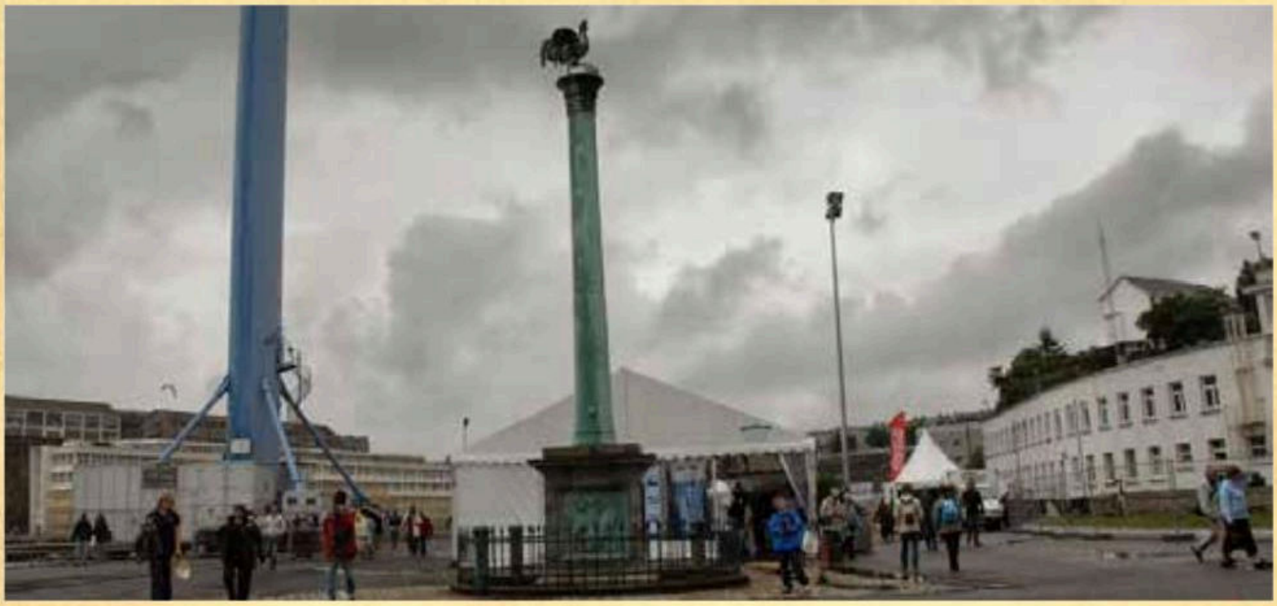
Côté algérien, on sait que des amis de Baba Merzoug militent toujours pour sa restitution à l'Algérie, dans le cadre d'un comité pour le retour de ce *« prisonnier de guerre »*. Ce comité va dans le sens de l'Histoire. Il sait notamment que Napoléon Bonaparte avait indûment subtilisé la célèbre statue d'Apollon qui se trouvait sur la Place de Brandebourg à Berlin. Le monument a quand même fini par être remis à l'Allemagne. Le combat franco-algérien pour le rapatriement de Baba Merzoug fait sens car il tire sa substance de l'histoire de ce canon à nul autre pareil, jusqu'à l'invention par les Allemands de l'extraordinaire Grosse Bertha, utilisé pendant la Première Guerre mondiale. Son histoire propre est indissociable de celle de la Régence turque et de la colonisation de l'Algérie. Ainsi, après la reconquête d'Alger, consécutivement à la reprise du Penôn aux Espagnols par Kheireddine Baba Arroudj, ce dernier, devenu souverain en 1529, entrevit la nécessité de fortifier la ville. Lui et son successeur Baba

Les canons des invalides

Hassan la dotent donc de forts et d'une série de puissantes batteries de marine. C'est grâce à ses travaux de génie qu'en 1541 Alger a repoussé l'impressionnante armada de Charles Quint, venu en personne récupérer ses «possessions» algériennes et venger l'humiliante défaite de sa marine, à Oran, face à Kheireddine. En 1542, pour célébrer la fin des travaux de fortification, Baba Hassan fait fabriquer un gigantesque canon par un fondeur vénitien, long de 6,25 mètres et d'une portée de 4,872 km – exceptionnelle pour l'époque. Cette pièce est baptisée affectueusement Baba Merzoug, père fortuné et protecteur béni de la rade et de la ville. Dirigé vers la Pointe Pescade, servi par quatre artilleurs et installé entre Bordj Essardine et Bord El Goumène (Goumène= câbles, amarres, cordes), Baba Merzoug interdisait à l'époque à tout navire ennemi, quelle que soit sa puissance de feu, d'accéder à la rade d'Alger. Avec ses mille pièces d'artillerie, dont le canon en chef était Baba Merzoug, Alger avait mérité donc son surnom de Mahroussa. Dormez en paix braves gens, les canons algérois tirent au loin !

Les Algériens, maîtres intraitables de la Méditerranée

Plus d'un siècle plus tard, après avoir dicté aux Hollandais et aux Anglais des pactes de non-agression, les corsaires algériens deviennent les maîtres intraitables de la Méditerranée. Cette année-là, ils capturent une frégate française et vendent son commandant comme esclave sur l'actuelle Place algéroise des Martyrs. Louis XIV, le Roi-Soleil, soucieux de rester en lumière, réagit en envoyant l'amiral Abraham Duquesne à la tête d'une expédition punitive d'une centaine de navires lourdement armés. Cette fois-ci, les marins français disposaient de bombes et de boulets incendiaires. Leur puissance de feu finit par contraindre le Dey à demander un armistice et l'ouverture de négociations. L'intermédiaire français est alors le vicaire apostolique Levacher, désigné par le roi comme consul à Alger depuis 1671. Duquesne exige et obtient la libération de la plupart des captifs chrétiens. Mais c'était compter sans un certain Mezzo Morto, alias Hadj Hussein, riche renégat génois qui fomenta alors un complot politique, assassina Baba Hassan et ligua la population algéroise contre l'envahisseur français. L'amiral Duquesne reprend alors les bombardements.



Mezzo Morto, devenu Dey, inaugure en ces temps-là une méthode de représailles très expéditive et restée célèbre : le consul Levacher est introduit dans la bouche de Baba Merzoug avant que les artilleurs algériens ne fassent feu. C'est depuis ce jour que la marine française a donné le nom de La Consulaire à Baba Merzoug, en mémoire du diplomate pulvérisé.

Après lui, d'autres captifs malchanceux subirent les mêmes foudres canonnières, et la terrifiante réputation de Baba Merzoug s'en trouva d'autant plus grandie. Finalement, l'amiral Duquesne rentra bredouille en France, et la marine française rumina sa défaite… jusqu'à la conquête de l'Algérie en 1830. Le 5 juillet de cette année, après la prise d'Alger, la plupart des canons sont fondus et transformés en francs nouveaux. Mais l'amiral en chef de l'armada française, Victor-Guy Duperré, lui, n'a pas oublié Baba Merzoug, le canon de l'amertume historique de la marine française. Il le fit donc transférer en Bretagne où il est érigé, à ce jour, en colonne votive dans l'arsenal de la ville militaire de Brest, au magasin général, Quai Tourville. Aujourd'hui, les promeneurs qui empruntent le Pont de La Recouvrance peuvent distinguer en surplomb le canon planté au milieu d'un parking de la zone militaire. Les curieux découvriront alors un monument un peu piteux, l'affût recouvert d'un magma de plâtre jauni. Puis une grille rouillée autour d'un socle carré en marbre. Sur les côtés, des gravures de bronze commémorent l'histoire coloniale. Sur la plus réactionnaire de ces inscriptions, on peut lire : « *L'Afrique délivrée, vivifiée, éclairée par les bienfaits de la France et de la civilisation.* » Déjà, gravé dans le marbre de la condescendance coloniale, l'esprit du discours de Dakar de Nicolas Sarkozy ! Tout aussi bien, la philosophie de la loi infâme de février 2005 glorifiant le fait colonial.

Les huit canons des Invalides et les crânes du Muséum aussi !

Le militant de la mémoire Belkacem Babaci avait bien reçu des promesses de l'Elysée, faites par un certain Claude Guéant, alors secrétaire général. Bien des années plus tard, et malgré ces promesses qui peuvent être des promesses de Gascon, les autorités françaises ne semblent guère davantage disposées à se séparer de Baba Merzoug. Elles rappellent à l'occasion, à qui veut bien les entendre, qu'il se dresse maintenant depuis des décennies dans l'enceinte de la base navale de Brest, qu'il figure même sur des cartes postales de la ville et que la marine de guerre française en a surtout fait une question d'honneur militaire et d'orgueil national. Et si, à propos d'honneur militaire algérien et d'orgueil national, de ce côté-ci de la Méditerranée, les amis de Babaci, en attendant un sursaut d’orgueil des pouvoirs publics algériens, demandent de nouveau aux autorités françaises la restitution de Baba Merzoug et d’autres canons de la marine algérienne ? A savoir, les huit couleuvrines en bronze gisant sur le sol, à l’entrée de l’esplanade de l’Hôtel des Invalides ? Le cas échéant, la fête serait plus complète car Baba Merzoug serait ainsi accompagné de huit «petits frères» d’armes.

Mais, il ne faut pas rêver, et surtout ne pas croire aux promesses quand elles existent. Pour revoir un jour Baba Merzoug à Alger, là où il a craché des boulets de feu des siècles durant, il faut plutôt sortir les canons de la fermeté et du bon droit ! Tonner, comme doivent le faire les autorités algériennes, présidence de la République et ministère de la Défense en tête. Sortir le gros calibre pour revendiquer sa restitution. Tonnerre de Brest, ce ne serait alors que justice que de rapatrier de cette ville grise et triste Baba Merzoug, père national affectueux, jadis dispensateur de baraka aux Algérois ! Bénis soient donc son tube et son affût exceptionnels !

Gouvernement et présidence de la République devraient aligner les batteries d’artillerie diplomatique. Monter en première ligne pour ne pas laisser les militants de la mémoire tirer à blanc sur les réseaux sociaux, au même titre que des journalistes esseulés comme l’auteur de cet article, réduits à lancer des pétards mouillés. Que nos militaires, nos diplomates, nos politiques et nos journalistes sachent donc que des Français n’ont pas hésité à donner de la voix, chez eux, utilisant tour à tour les armes de la pétition et du lobbying pour inciter à rendre Baba Merzoug aux Algériens. Il en est ainsi de ces honorables officiers de l’armée française qui, déjà en 1912, ont signé une pétition réclamant sa restitution à ses primo-propriétaires. De même que cet homme d’affaires breton, Domingo Friand qui a porté la question devant le Président Jacques Chirac et au Parlement français, comme déjà signalé supra. En vain.

Mais si les Français trouvent toujours dans la séquestration de Baba Merzoug une justification de la mémoire coloniale, les Algériens, eux, devraient inverser l’argument mémoriel pour revendiquer la récupération d’un canon qui fit tant de bien pour la défense d’Alger contre des vagues d’envahisseurs successifs. En son temps, le canon providentiel avait fait des étincelles en tirant à boulets d’enfer sur moult escadres ennemies. Il est vrai que les marins français maugréent sous le képi bicorne à l’idée qu’on puisse déboulonner un jour Baba Merzoug de son piédestal brestois. Soit. Mais si la marine française y voit encore quelque gloire militaire à préserver en s’appropriant encore indûment le canon mythique de l’ennemi d’hier, son maintien au cœur de l’Arsenal de Brest ne relève pourtant d’aucune fatalité historique. Tout bien mal acquis est condamné à revenir à ses légitimes propriétaires. C’est presque une fatalité historique.

Ne pas oublier à ce propos que le Président Chirac, exemple symbolique à méditer, a déjà restitué le sceau du Dey Hussein, ce potentat émasculé qui a capitulé sans tirer un coup de canon, en juillet 1830. La France, d’autre part, n’a-t-elle pas rendu aux ennemis héréditaires Allemands la statue d’Apollon que Napoléon Bonaparte leur avait volée comme un vulgaire chapardeur de poules ? Alors, pour Baba Merzoug, chargeons tous les canons possibles pour exiger son retour, mais aussi celui des huit couleuvrines du château parisien des Invalides et des crânes du Chérif Boubaghla, de Cheikh Bouziane et de Moussa Derkaoui, entre autres, conservés au Muséum d’histoire naturelle de Paris comme des curiosités anthropologiques.

Plus que des canons ou des restes mortuaires prestigieux, ce sont là des corpuscules insécables et incessibles de la mémoire historique algérienne. Inaliénables, ad vitam aeternam. Alors, M. le Président Macron, rendez-nous notre bien patrimonial spolié, rendez-nous notre père Baba Merzoug ! On ne vous en supplie guère, on vous l’exige !

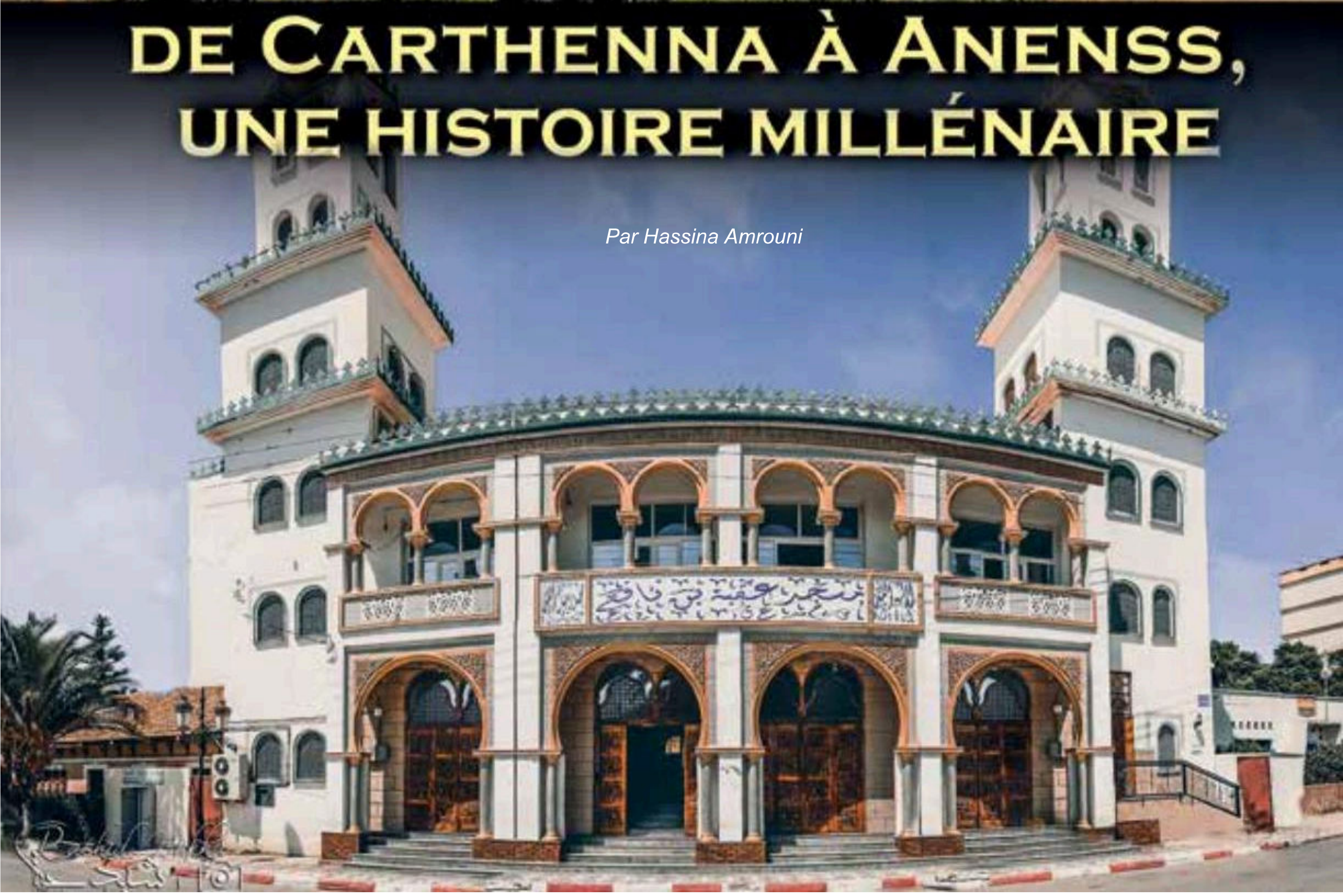
Noureddine Khelassi

Histoire d'une ville

Ténès

DE CARTHENNA À ANENSS, UNE HISTOIRE MILLÉNAIRE

Par Hassina Amrouni


مسجد عقبة بن نافع

Ténès

Située à une cinquantaine de kilomètres de Chlef, le chef-lieu de wilaya, Ténès est une petite ville côtière au charme pittoresque.

Evoquant Ténès dans sa monographie sur l'Algérie, le Dr Thomas Shaw écrit : « Au temps de Moise, les gens de Ténès étaient des magiciens renommés. Le Pharaon d'Egypte en aurait fait venir quelques-uns, parmi les plus habiles, pour les opposer à un thaumaturge Israélite qui battait tous les magiciens du bord du Nil » (*), c'est dire que l'existence de Ténès est millénaire.

L'histoire de la région a, en effet, commencé à s'écrire il y a plus de trois mille ans. Des Phéniciens aux Français en passant par les Berbères, les Romains, les Vandales, les Byzantins, les Arabes et les Turcs, tous s'y sont succédé et chacun marquant l'histoire de la région de son empreinte indélébile.

Au VIIIe siècle av. J.-C., les Phéniciens s'installent dans la région, établissant un comptoir commercial qui va leur permettre de parcourir les eaux de la Méditerranée et d'y imposer leur hégémonie commerciale. Aujourd'hui encore, les traces de cette présence restent visibles à travers plusieurs vestiges (voir article sur le patrimoine de la ville de Ténès).

Ténès ou l'antique Carthenna

Selon certaines sources historiques, c'est à cette période de son histoire que la ville sera désignée sous le nom de Carthenna, Carth signifiant « cap » et Thenna étant le nom de la rivière traversant la région. Pour d'autres sources, Carthennas serait plutôt d'origine punique, donnant plus tard le nom de Ténès.

Pour ce qui est de Ténès, ce nom serait une déformation du

mot berbère « Anenss » qui signifie « passer la nuit, ou campement » car, il semblerait que les Numides lors de leurs passages dans la région avaient pour habitude de passer la nuit au nord du plateau de Ténès, pour éviter de naviguer la nuit.

Ténès la convoitée

Vers le IIIe siècle av. J.-C., alors située aux frontières ouest de la Numidie orientale, Ténès est placée sous le commandement de Syphax, roi de la Numidie occidentale, après la mort de son roi, Gaïa. Mais des alliances et des mésalliances entre Syphax, Rome et Carthage vont conduire à la délivrance de Ténès, vers la fin du IIIe siècle, par Massinissa, le fils du roi Gaïa.

Ténès ne restera, cependant, pas longtemps sous le pouvoir numide puisqu'en l'an 30 av. J.-C., les Romains parviennent à imposer leur hégémonie sur la ville, qu'ils désignent sous le nom de Cartenna.

L'empereur Auguste en fait une colonie militaire (la Legio II Augusta). Aujourd'hui encore, des vestiges témoignent de cette présence romaine, notamment des pierres portant des inscriptions romaines.

Après le départ de la soldatesque romaine, les Vandales qui envahissent plusieurs villes du pays vont, durant un temps s'établir à Ténès. Mais dès 434, ils sont à leur tour délogés par les Byzantins.

Les documents historiques n'évoquent que très succinctement cette période de l'histoire, sans doute car rien de vraiment notable ne s'y produit.

Après un peu plus de deux siècles de présence, la région est à nouveau au cœur de convoitises et c'est finalement entre les mains des Arabes, à leur tête le chef militaire Abou El Mouhadjir Dinar, qu'elle tombe entre 675 et 682, lors des célèbres foutouhate islamiques.

Dès lors, Ténès passe entre le pouvoir de plusieurs dynasties arabes, allant des Rostémides, aux Zianides, en passant par les Idrissides, les Mérinides, les Almoravides et les Almohades.

En 1302, des marins andalous, attirés par la typographie de la région (entre mer et montagne) vont décider

4. TÉNÈS. — L'Abattoir.

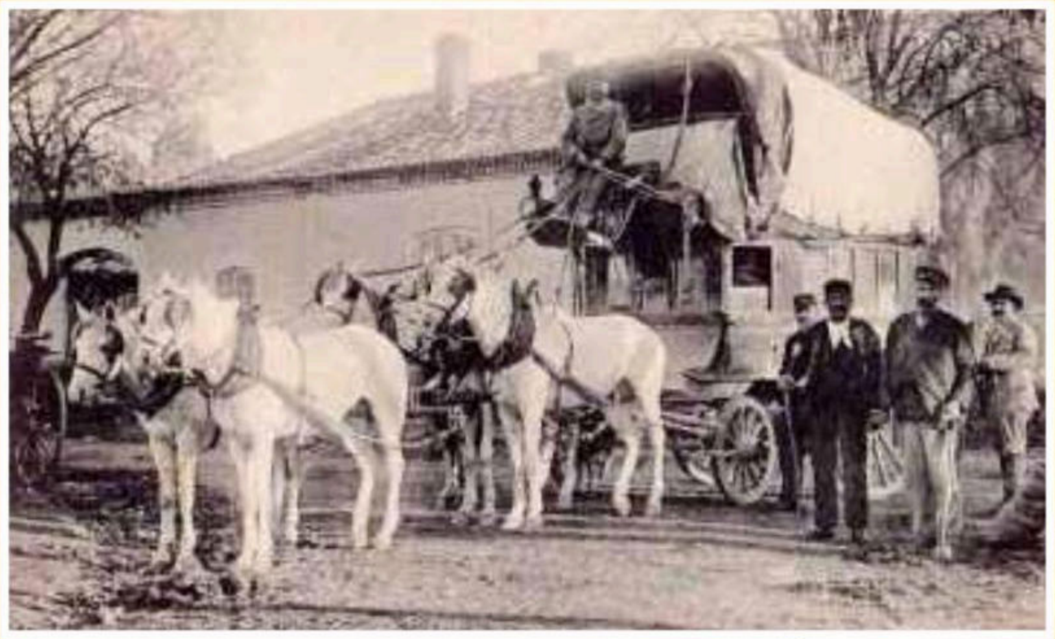
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
10c
23
J. Geiser, phot. — Alger.
TÉNÈS. — Le port, les quais

de s'y établir. Ils entreprennent alors de bâtir la ville qui est aujourd'hui désignée sous le nom de Ténès Lahdar. Leur choix du site se porte sur un rocher situé à 1 km de la mer, ils y érigent des maisons qu'ils entourent d'une muraille, ouverte par 5 portes.

Essentiellement habitée par des Andalous et des Berbères, et placée sous l'autorité du prince (Sulaymanide), Ibrahim Mohamed ben Sulayman, Ténès devient un véritable pôle intellectuel, avec la présence de dizaines d'étudiants, venus de différentes universités pour parfaire leurs connaissances auprès de maîtres et de savants à l'image de Ibrahim Ibn Yekhlef Ibn Abdessalem Abou Ishak Ettensi, Ibrahim Ibn Abderrahmane Abou Ishak Ettensi, Muhammad Ibn Abdeljalil Abou Abdallah Ettensi ou encore Abou El Hassen Ibn Yekhlef Ettensi.

Des géographes tels qu'Al Bakri ou Al Yaqubi viennent également y travailler. Ténès est alors en pleine effervescence, elle est le cœur battant de cette partie ouest de la Méditerranée.

Outre la science et le savoir, le commerce retrouve également une seconde vie, le souk de la ville de Ténès est connu à travers tout le bassin méditerranéen et des commerçants des deux versants viennent y faire des affaires.



Selon Al Bakri, c'est même la vocation première de la ville lors de sa construction par les Andalous : en faire un carrefour commerçant où s'échangent des produits provenant d'Andalousie et du Moyen-Orient.

Domination espagnole, turque puis française

A l'instar d'autres régions passées du pays sous la domination espagnole, Ténès est dès 1505 envahie mais en 1516, elle sera désormais sous l'autorité ottomane après avoir été « libérée » des Espagnols par Kheireddine Barberousse. Elle demeurera sous domination turque jusqu'en 1830, date de l'arrivée d'un autre colonisateur : la France.

C'est en 1841, plus précisément le 22 décembre, que le colonel Changarnier et ses troupes arrivent à Ténès. N'y trouvant pas d'abris et aucune ressource pour la cavalerie, ils décident d'abandonner les lieux. Deux ans plus tard, le Maréchal Bugeaud y voyant, au contraire, un attrait stratégique, va venir y construire le port. Le 28 avril 1843, le colonel Cavaignac et des centaines de travailleurs militaires vont entamer les travaux de construction. Les habitants de la ville se soulèvent contre ce nouvel envahisseur, menés par Mohamed El Kalii, dénommé Boumâaza, mais après deux années de lutte sanglante, ce dernier est vaincu et fait prisonnier. La révolte ainsi tuée dans l'œuf, la ville vivra dès lors sous un régime colonial despote jusqu'au soulèvement du 1er novembre 1954 qui va conduire à la libération du pays du joug colonial.

Hassina Amrouni

Sources

(*) Thomas Shaw, Voyage dans la Régence d'Alger, ou Description géographique, physique, philologique, etc. de cet état (Monographie), Paris 1830

http://kardoc.unblog.fr/2007/11/28/histoire-de-la-ville-de-tenes-source-inconnu/
https://www.algerie360.com/tenes-une-ville-historique-enclavee-et-ignoree/

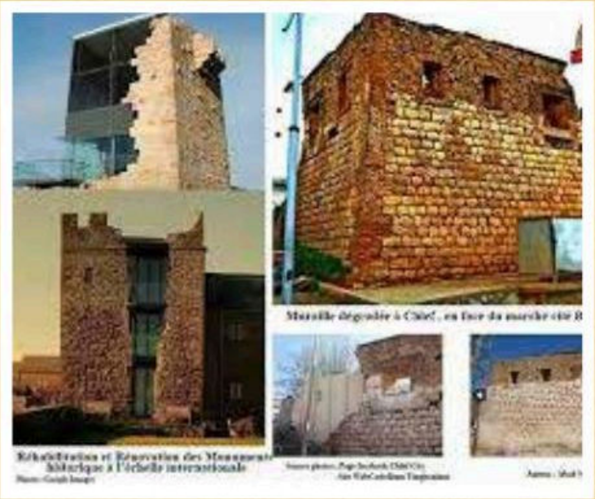
Hôtel POUZENS — TÉNÈS
HOTEL DES ART
CAFE-HOTEL
N.11
POINTE ROUGE
MOSTAGANEM
AU GAGNE PETIT

TÉNÈS
ET SON PATRIMOINE

Par Hassina Amrouni

Ténès

Ténès possède un patrimoine inestimable. Cette région, qui a vu défiler plusieurs civilisations au cours de ses 3000 ans d'existence, en a gardé quelques traces qui sont aujourd'hui autant de trésors qui racontent le passé.

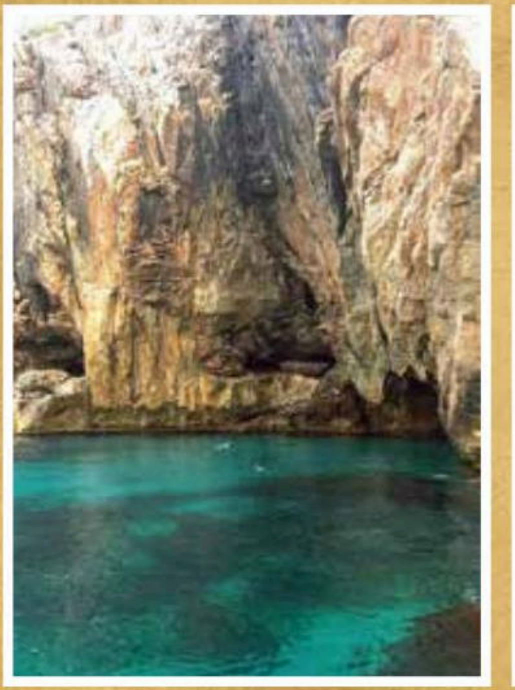

Muraille dégradée à Chlef , en face du marché cite B
Réhabilitation et Rénovation des Monuments historique à l'échelle internationale
Photo : Google Images

Dans la longue liste du riche patrimoine archéologique de Ténès, figure en bonne place le massif du cap Ténès. Objet d'intérêt d'archéologues dès le début des années 1930, des fouilles effectuées en 1933 ont permis la mise au jour d'industries ibéromaurusiennes – culture archéologique préhistorique qui s'est développée dans l'actuel Maghreb – et néolithiques.

Le Dr H. Marchand, qui a reconnu l'importance de ce site en 1932, a également concentré ses recherches sur les grottes de Sidi Merouane, notamment sur la « Grotte basse du phare » ainsi baptisée par opposition à une

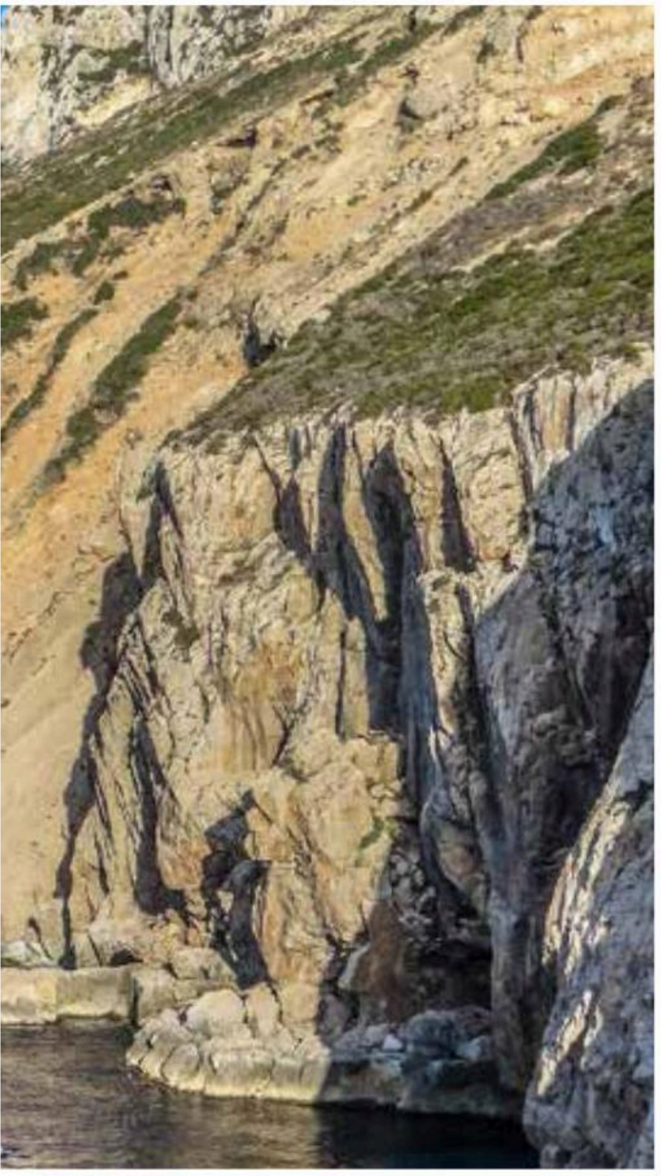
« Grotte haute du phare », située à une centaine de mètres. Si cette dernière n'a donné qu'une faible activité néolithique, la première, en revanche a révélé bien des secrets. Située à une altitude d'environ 25 à 30 m du niveau de la mer, entre le phare et le rivage, cette cavité, visible sur un promontoire nommé « Ras Nakous » par les habitants de la région, est creusée dans des calcaires éocènes, remontant à une période s'étendant entre 56 millions et 33 millions d'années.

Dans une description du site, le Dr H. Marchand rapporte avec précision : « L'orientation de son plus grand diamètre est sensiblement N. –N. –O. –S. –S. –E. alors que l'orientation du rivage est sensiblement E.O. Elle s'ouvre très largement au levant par une voute d'une dizaine de mètres de flèche. On peut constater d'ailleurs qu'une partie de cette voute s'est éboulée : d'énormes blocs tombés du plafond en témoignent, de telle sorte que les avancées de la grotte, actuellement à découvert, devraient être très certainement autrefois recouvertes par la voute. » Il s'agit, en fait, plus d'un abri sous roche, qu'une grotte. Après l'élargissement de l'entrée et le recul de la falaise provoqués par l'écoulement de la voute, la cavité est en effet plus large (14 mètres à l'entrée, 18 mètres au fond) que profonde (8 mètres), sous un plafond situé à 10 mètres au-dessus du sol. Ce dernier est incliné au nord vers le sud « suivant la direction générale de la falaise à cet endroit ».



Nécropole phénicienne

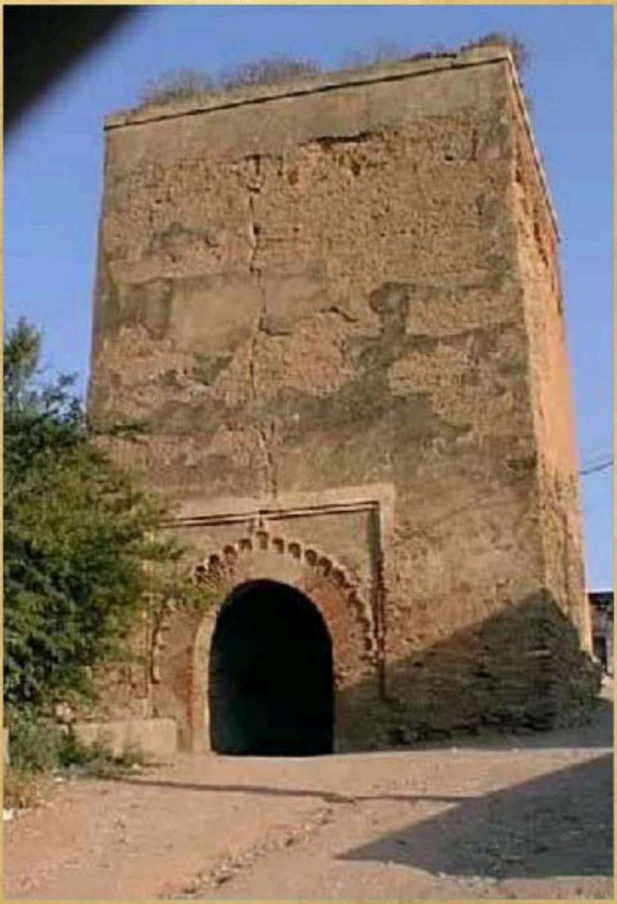
Autre trésor surgissant de sous les gravats et les remblais, ces tombes creusées dans des rochers et formant une nécropole. Datant de l'époque phénicienne, ces tombes proches de la mer sont taillées dans différentes dimensions. La nécropole dans sa totalité s'étend sur une superficie d'environ 5 hectares. Si la plupart des tombes sont à l'état de ruines, certaines en revanche sont encore bien conservées, c'est le cas notamment de ces cinq tombes situées dans une sorte de mausolée pyramidal. A noter que le site a été inscrit en 1981 sur la liste des sites historiques sauvegardés.



Bab El Bahr

Creusée dans l'un des pans de l'enceinte protégeant la vieille ville de Ténès, Bab El Bahr (porte donnant sur la mer) devait protéger la Casbah d'éventuelles incursions ennemies.

Cette imposante porte aurait été construite en trois étapes avec une volonté d'économie sur les matériaux de construction. Edifiée en brique pleine, pise, moellon et ciment, matériaux très usités au Xe siècle, la porte est aujourd'hui en mauvais état de conservation. Le matériau qui a subi les effets du



temps et des éléments s'effrite par endroits, tandis que des cratères sont visibles par d'autres. Des opérations de restauration ont été entreprises sur cet édifice durant la période coloniale et après l'indépendance mais l'absence de savoir-faire n'a fait que dénaturer cet édifice à l'architecture déjà assez austère.

Le patrimoine de la région compte également d'autres sites et pas des moindres dont la célèbre Casbah de Ténès également appelé Vieux Ténès ou Ténès Lahdar, sans oublier la muraille de la ville, toutes deux dans un état de triste décrépitude.

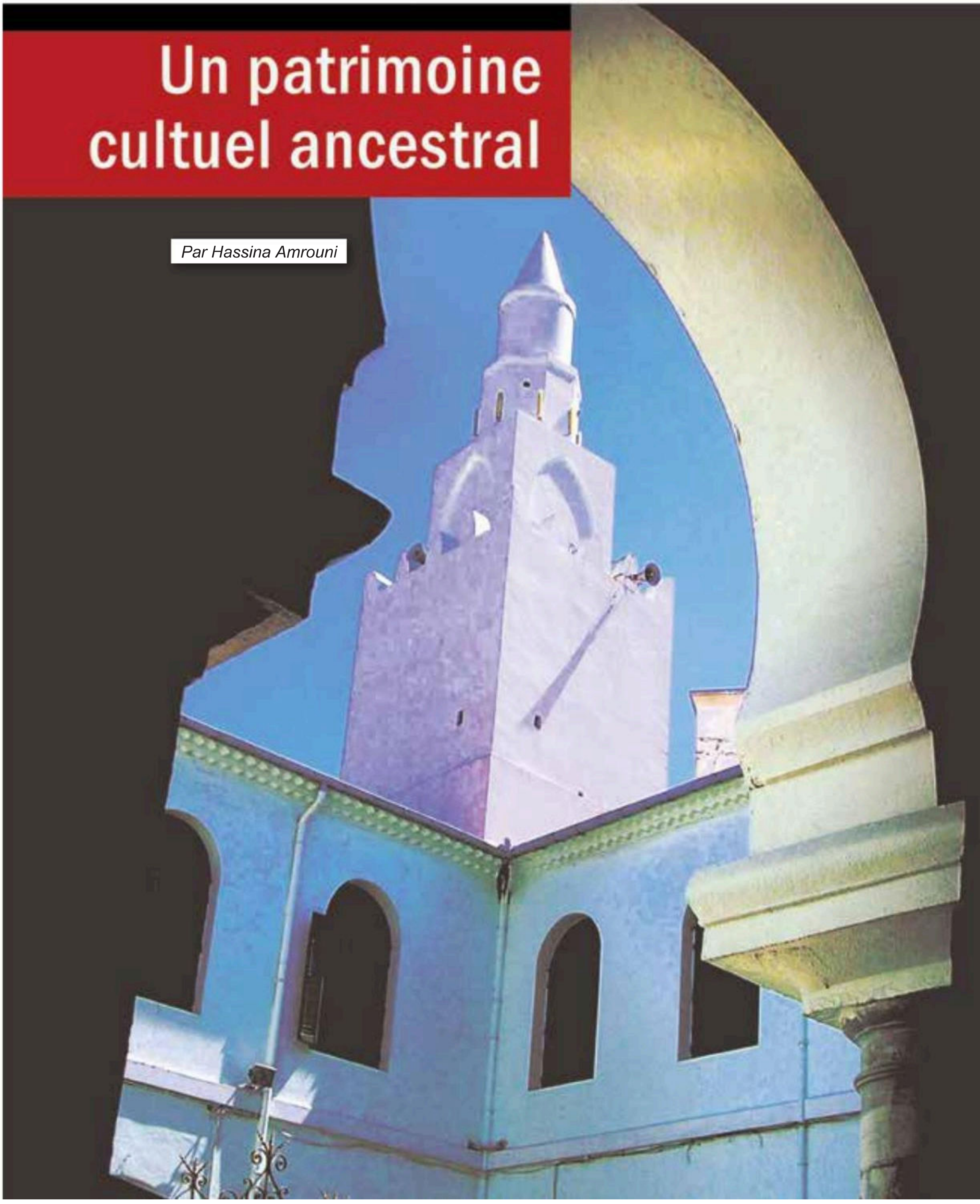
A noter que la Casbah de Ténès qui fait partie des secteurs sauvegardés depuis 2005 a bénéficié d'un plan de sauvegarde et de restauration dont les travaux devaient débuter cette année et malheureusement retardés, comme beaucoup d'autres chantiers, par la pandémie de Covid-19.

Hassina Amrouni

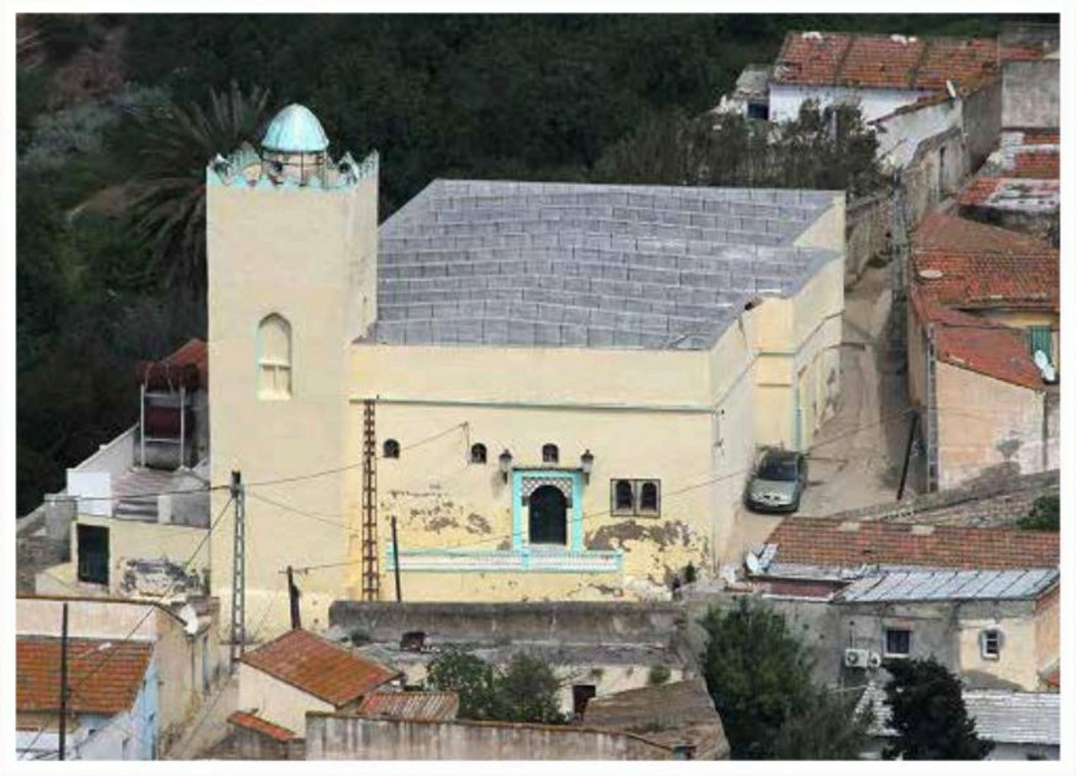
Source
http://www.castellum-tingitanum.org/index.php?id=4&cat=periodes&id2=S%E9lectionnez%20une%20p%E9riode

Un patrimoine cultuel ancestral

Par Hassina Amrouni



Edifiée entre les IXe et XIe siècles, la mosquée Sidi Bou Maïza serait l'œuvre des Idrissides.



Mosquée Sidi Bou Maïza

Bien qu'elle ait subi d'importants dégâts lors du grand séisme de 1954, ce qui a nécessité des travaux de réhabilitation qui ont modifié le plan original, la mosquée a, une nouvelle fois, été endommagée suite au tremblement de terre de 1980. Une étude de protection provisoire est alors menée mais ce n'est qu'en 1996 que l'Agence nationale d'archéologie procède à des travaux de réhabilitation.

Considérée par le Pr Rachid Bourouiba comme la plus ancienne mosquée d'Algérie encore intacte, la mosquée Sidi Bou Maïza a été construite dans un style s'inspirant de la Grande mosquée de Damas. Cet édifice religieux « de par ses nefs parallèles au mur de la qibla s'apparente à la première mosquée de Médine que le Prophète aurait aidé à édifier de ses propres mains et dont le modèle fut repris à Damas (705-715) ».

Lorsqu'on pénètre à l'intérieur de cet édifice séculaire, on retrouve accolé à la façade nord de la mosquée une salle d'ablutions et une petite cour dans laquelle se trouve le tombeau de cheikh Sidi M'ammar. Puis, en empruntant une petite entrée légèrement en biais, on accède à la salle de prières. Celle-ci ressemble par son style à celle des mosquées de Damas, Cordoue, Kairouan ou la mosquée al-Hassan de Rabat.

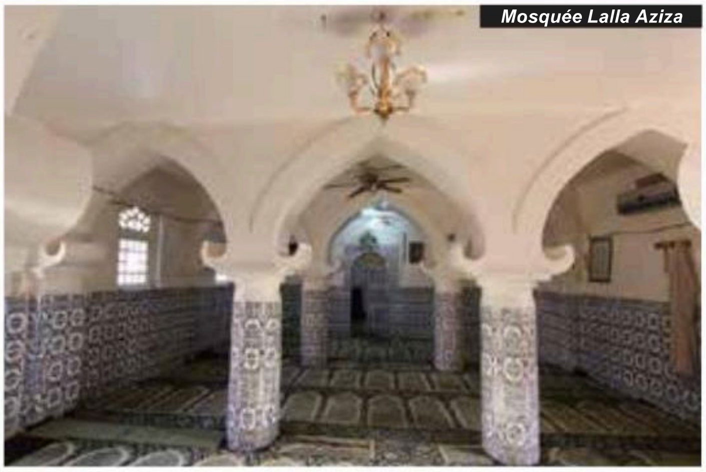
Outre ses cinq nefs parallèles au mur qibli, divisés en onze travées dont quatre supportant des arcs perpendiculaires au mur de la qibla, la mosquée possède un mihrâb sur plan polygonal avec une niche octogonale. Un modèle que l'on retrouve dans toutes les mosquées médiévales de l'Ouest algérien et qui ressemble fortement à celui des grandes mosquées de Kairouan et de Cordoue. A la seule différence que le mihrâb de Ténès est « décalé d'une nef vers l'est et est précédé d'une coupole qui émerge du toit avec une calotte écrasée et quatre merlons d'angle ». Selon R. Bourouiba « ce décalage aurait été volontaire à l'origine dans un souci de respect du type médinois ».

Mosquée Lalla Aziza

Construite par Sidi Merouane El-Bahri, saint protecteur de la ville de Ténès, en hommage à sa fille Lalla Aziza bent Soltane, décédée très jeune, la mosquée éponyme, située dans la partie nord du vieux Ténès, est dotée d'une architecture simple, semblable à celle des autres mosquées de l'époque. On ne sait pas exactement à quelle période elle fut édifiée, on sait seule-

Marabout de Sidi Meraoune

Mosquée Lalla Aziza



ment qu'une cruche de dix kilos de pièces en argent retrouvée à l'entrée de l'édifice religieux remonterait au Xe siècle de notre ère (4e siècle de l'Hégire).

La valeur de cette mosquée est surtout sentimentale puisque Sidi Merouane a voulu perpétuer la mémoire de sa chère fille, prématurément disparue de suite de maladie, en édifiant un lieu de culte où est évoqué quotidiennement le nom de Dieu.

Mosquée Sidi Bel-Abbès

Moins imposante que la mosquée Sidi Bou Maïza, la mosquée Sidi Bel-Abbès ne manque toutefois ni d'attrait ni de charme.

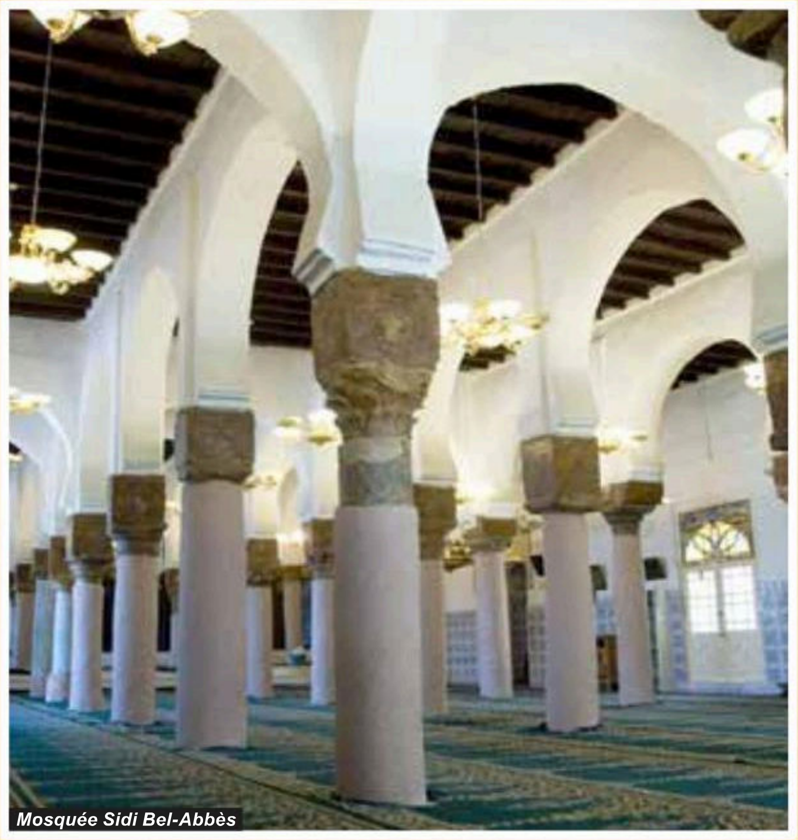
Petite par la taille et dotée d'un plafond en bois, elle possède des colonnes surmontées de chapiteaux datant de l'époque romaine.

Bien qu'on ne sache pas exactement de quelle époque date la construction de cette mosquée, il n'en demeure pas moins qu'elle est un héritage séculaire d'où son classement en 1967 en tant que patrimoine historique national.

Accueillant actuellement les fêtes annuelles des Aïssaouas, la mosquée Sidi Bel Abbès a quelque peu perdu de sa superbe, en raison d'opérations de restauration non habilitées qui ont défiguré son aspect originel.

Hassina Amrouni

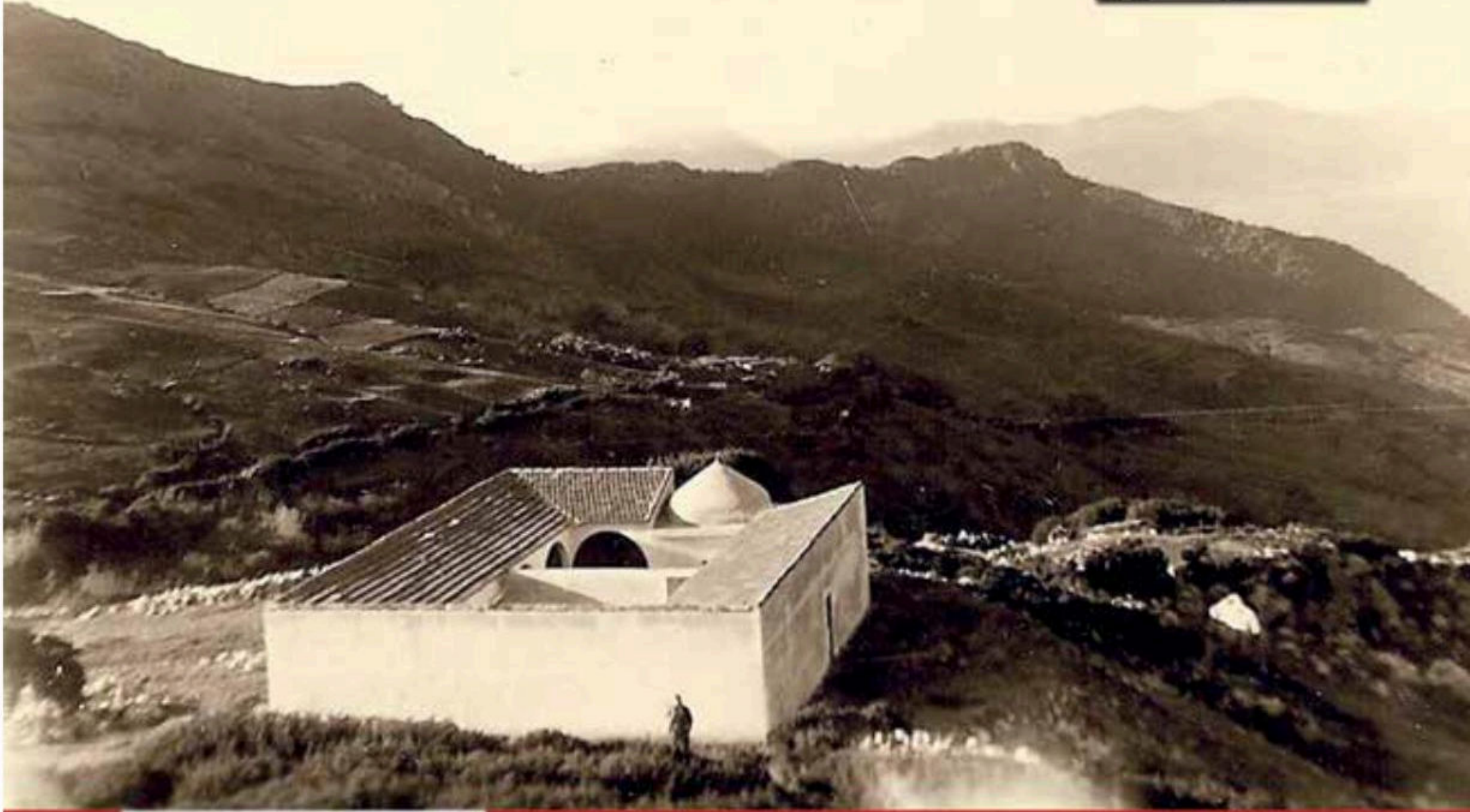
Source
http://www.castellum-tingitanum.org/index.php?id=4&cat=periodes&id2=S%E9lectionnez%20une%20p%E9riode



Mosquée Sidi Bel-Abbès

Mosquée Sidi Bel-Abbès

Sidi Mouloud CHOUAÏBI



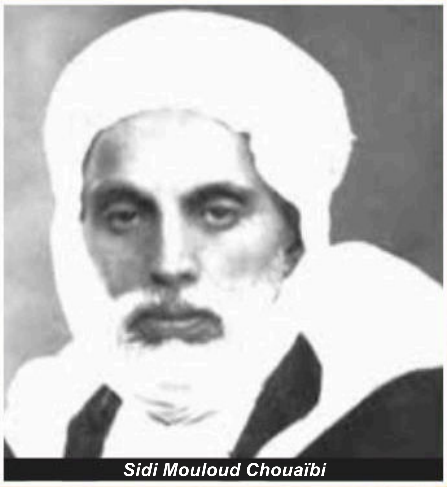
Saint patron de Ténès

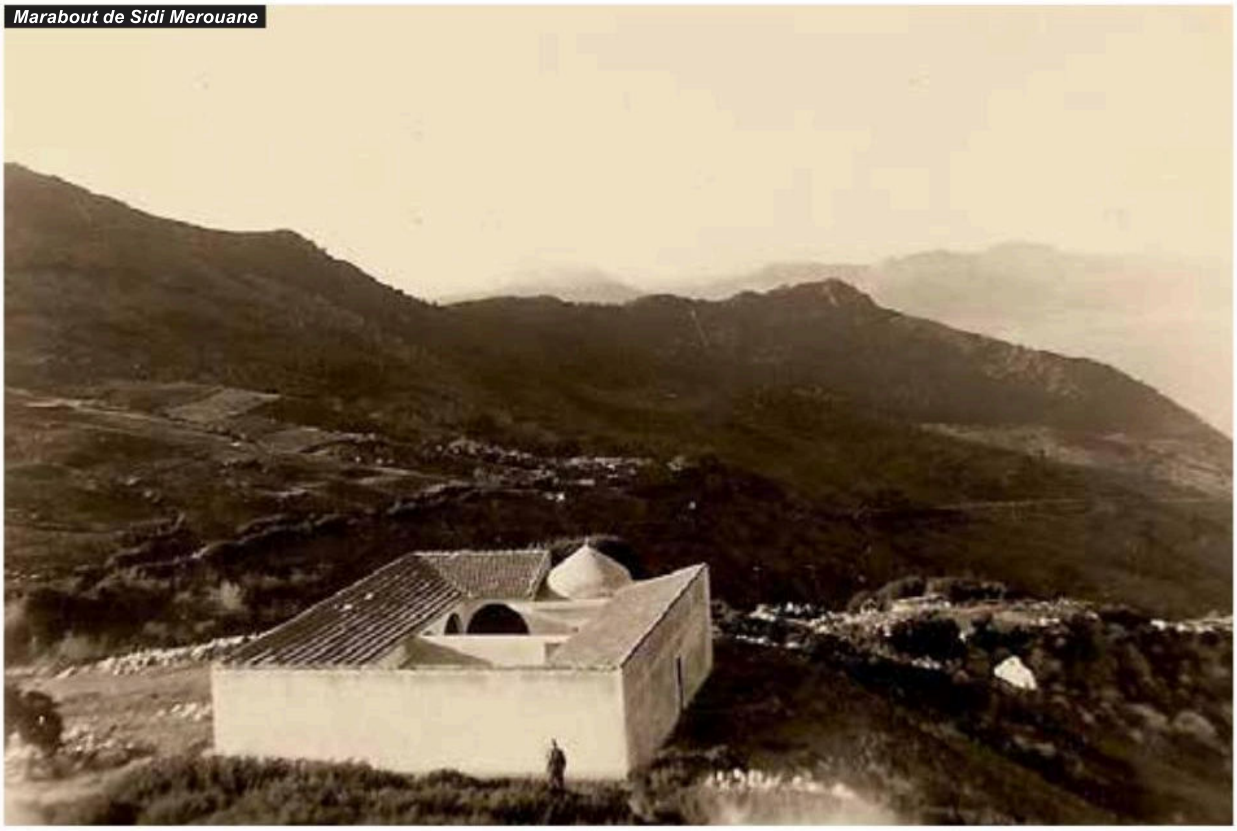
Par Hassina Amrouni

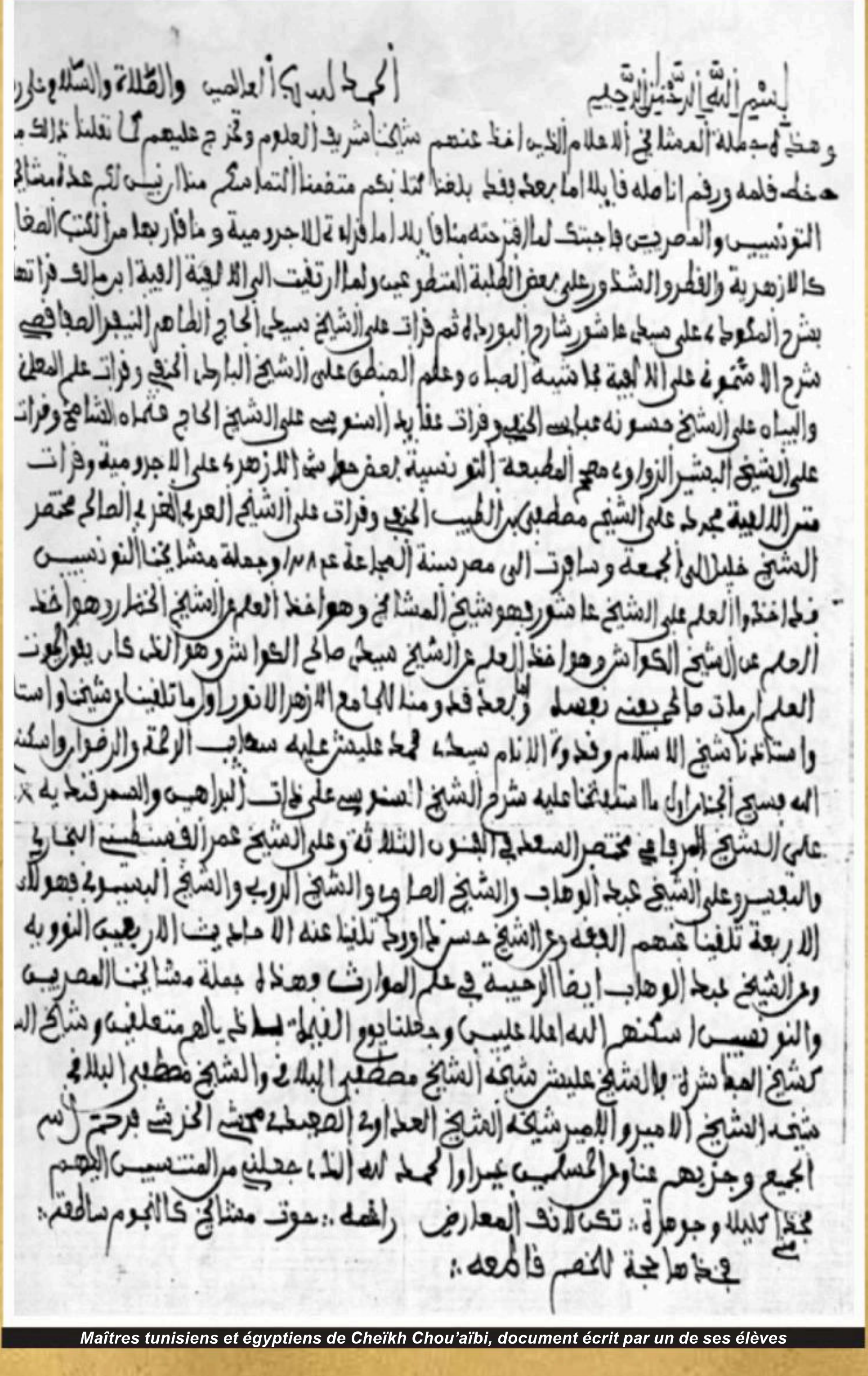
Ténès est connue pour ses mosquées et sa zaouïa. Cette dernière construite en 1872 (1285 de l'hégire) est l'œuvre de Sidi Mouloud Chouaïbi.

Natif de la région de Ténès, l'éminent théologien y a vu le jour en 1838.

Mouloud ben Ali ben Mouloud ben Mohamed ben Maâmmar ben Biskri ben Abou Chouaïb dit Chouaïbi a commencé à étudier les sciences islamiques en 1864 à la mosquée Zitouna de Tunis. Deux années durant, il sera placé sous la houlette du maître Mohamed-Tahar Ben Achour qui lui enseignera le fiqh. A partir de 1867, il part parfaire ses connaissances à la mosquée Al Azhar du Caire, encadré par le grand mufti Malikite Muhammad Elîsh. De retour en Algérie après cinq ans de formation, il s'installe dans sa région natale où il se


Sidi Mouloud Chouaïbi

Marabout de Sidi Merouane




بسم الله الرحمن الرحيم   الحمد لله رب العالمين والصلاة والسلام على ر
وهذه جملة المشايخ الاعلام الذين اخذ عنهم شيخنا شريف العلوم وتخرج عليهم كما نقلنا ذلك م
خط قلمه ورقم انامله قائلا اما بعد فقد بلغنا كتابكم متضمنا التماسكم منا ان نبين لكم عدة مشايخ
التونسيين والمصريين فاجبتك لما اقترحته منا فاقول اما قراءتي للاجرومية وما قاربها من الكتب الصغا
كالازهرية والقطر والشذور على بعض الطلبة المتطوعين ولما ارتقيت الى الالفية الفية ابن مالك قرا
بشرح المكودي على سيدي عاشور شارح البوردة ثم قرات على الشيخ سيدي الحاج الطاهر النيفر الصفاقسي
شرح الاشموني على الالفية بحاشية الصبان وعلم المنطق على الشيخ الباجي الحنفي وقرات علم المعاني
والبيان على الشيخ حسونة عباس الحنفي وقرات عقائد السنوسي على الشيخ الحاج قاسم الشامخ وقرات
على الشيخ البشير الزواوي مصحح المطبعة التونسية بعض حواشي الازهري على الاجرومية وقرات
متن الالفية مجردا على الشيخ مصطفى بن الطيب الحنفي وقرات على الشيخ العربي المغربي المالكي مختصر
الشيخ خليل الى الجمعة وسافرت الى مصر سنة الجماعة عم ١٣٠٨ وجملة مشايخنا التونسيين
ولما اخذوا العلم على الشيخ عاشور فهو شيخ المشايخ وهو اخذ العلم عن الشيخ الخنار وهو اخذ
العلم عن الشيخ الكواش وهو اخذ العلم عن الشيخ سيدي صالح الكواش وهو الذي كان يقول الحوت
العلم [illegible] ولما قدمنا للجامع الازهر الانور اول ما تلقينا عن شيخنا واستا
ذنا شيخ الاسلام وقدوة الانام سيدي محمد عليش عليه سحائب الرحمة والرضوان واسكنه
الله بسيح الجنان اول ما استفدناه عليه شرح الشيخ السنوسي على مقدمات البراهين والصغرى فيه
على الشيخ المرصفي مختصر السعد في الفنون الثلاثة وعلى الشيخ عمر الفلسطيني البخاري
والتعبير وعلى الشيخ عبد الوهاب والشيخ الصاوي والشيخ الدرب والشيخ البسيوني فهؤلاء
الاربعة تلقينا عنهم الفقه وعن الشيخ حسن الطويل تلقينا عنه الاحاديث الاربعين النووية
ومن الشيخ عبد الوهاب ايضا الرحبية في علم الموارث وهذه جملة مشايخنا المصريين
والتونسيين اسكنهم الله اعلا عليين وجعلنا يوم القيامة بذيلهم متعلقين وشيخ ال
كشيخ المشارقة الشيخ عليش شيخه الشيخ مصطفى البولاقي والشيخ مصطفى البولاقي
شيخه الشيخ الامير والامير شيخه الشيخ العدوي الصعيدي محشي الخرشي فرحمة الله
الجميع وجزاهم عنا وعن المسلمين خيرا والحمد لله الذي جعلني من المنتسبين اليهم
جملة كتبه وجرمه :. تلك الانف المعارض راقمه :. حوت مشايخ كالنجوم ساطعة :.
فخذها حجة للنص فاطمعه :.

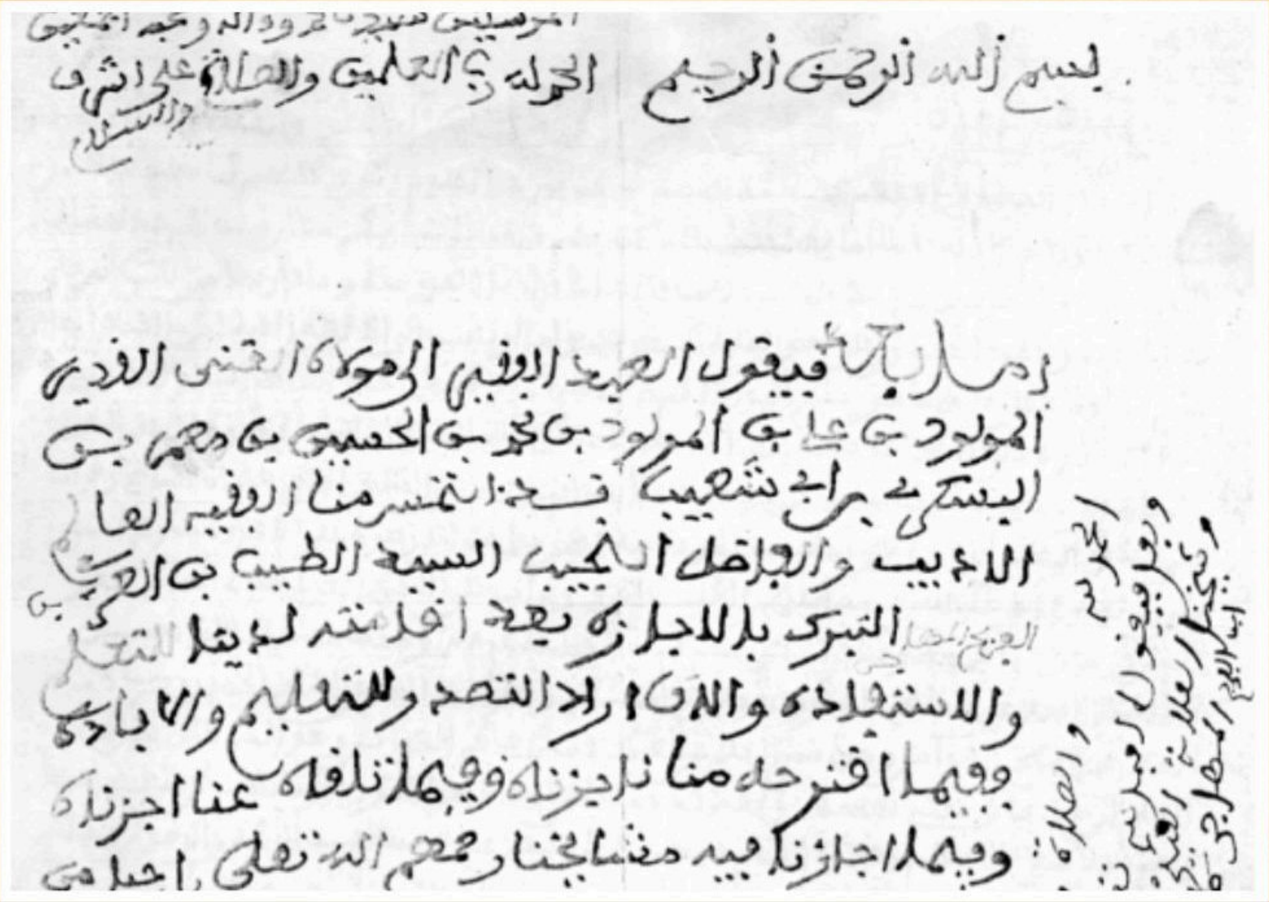
Maîtres tunisiens et égyptiens de Cheïkh Chou'aïbi, document écrit par un de ses élèves consacre à la propagation du rite de la tariqa Chadhiliyya, très répandue entre Khemis Miliana et le Bas-Chelif.

A son retour à Ténès, il entreprend la construction d'une zaouïa connue sous le nom de zaouïa de Sidi Mouloud Chouaïbi. Cette dernière construite dans le massif du Dahra, surplombant le Bas-Chelif est composée d'une mosquée, d'une zaouïa, de la maison du cheikh de la zaouïa, de classes pour l'enseignement et de lieux d'hébergement pour les disciples.

Pendant plus de quatre décennies, Sidi Mouloud Chouaïbi se consacre à l'enseignement religieux, transmettant à ses élèves ses connaissances sur le saint Coran ainsi que sur toutes les autres sciences islamiques enseignées à Al Azhar et ce jusqu'à sa mort survenue en 1918.

Il est enterré dans un mausolée dans l'enceinte même de la zaouïa. Ce mausolée est constitué d'un dôme contenant une châsse recouvrant la tombe du saint homme. Les adeptes et visiteurs y viennent en pèlerinage pour faire des offrandes et des prières selon les préceptes de la référence religieuse algérienne.

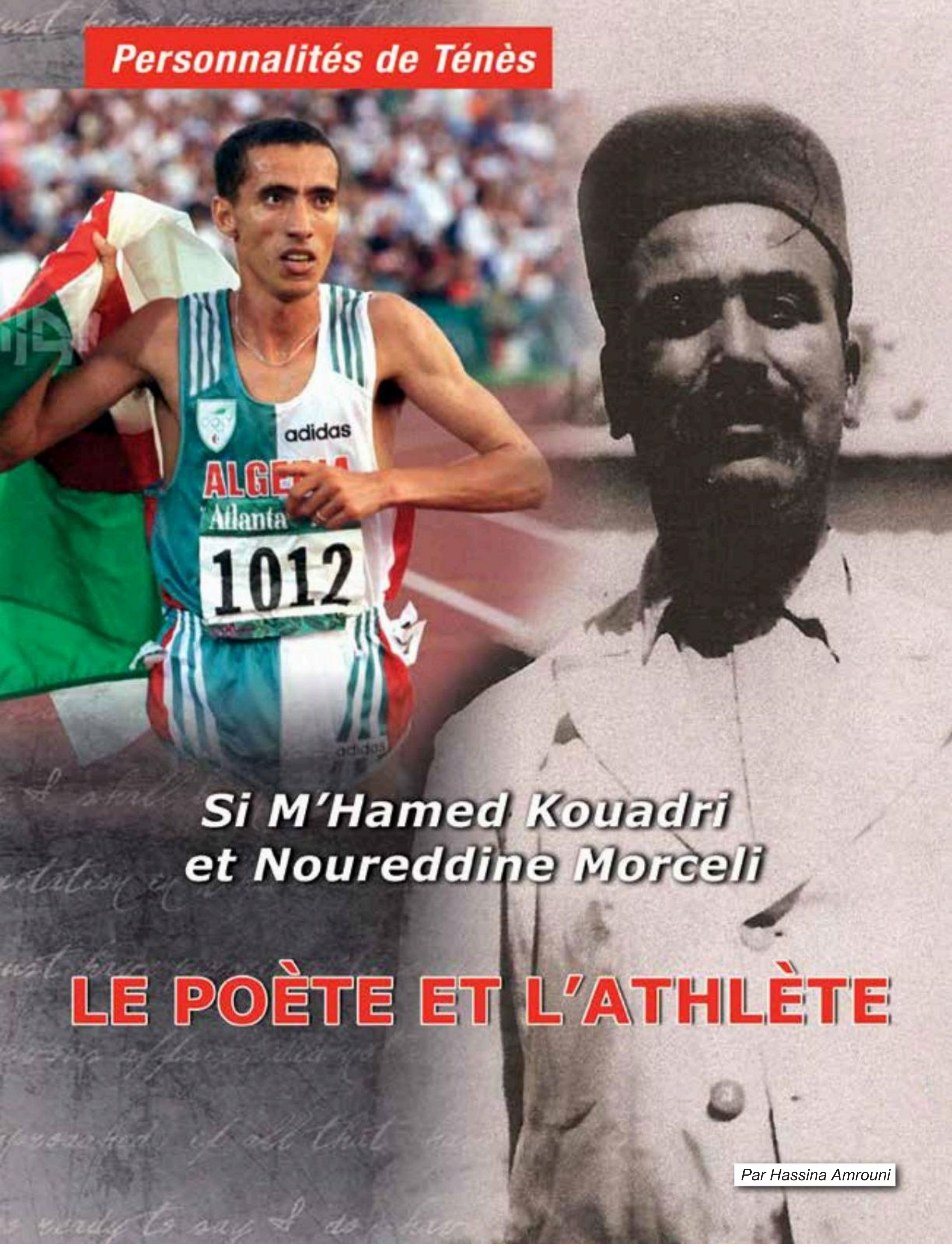
Hassina Amrouni



بسم الله الرحمن الرحيم الحمد لله رب العالمين والصلاة على اشرف
والسلام

وبعد فيقول العبد الفقير الى مولاه الغني القدير
المولود بن علي بن المولود بن محمد بن الحسين بن محمد بن
البسكري براد شعيب قد التمس منا الفقيه العالم
الاديب والفاضل النجيب السيد الطيب بن العربي
التبرك بالاجازة بعد اخذه منا [illegible] للتعلم
والاستفادة والآن اراد التصدر للتعليم والافادة
فيما اقترحه منا اجزناه وفيما تلقاه عنا اجزناه
وفيما اجازنا فيه مشايخنا رحمهم الله تعالى اجلهم

Ijaza de Cheïkh Chou'aïbi au Fqih Si Tayeb



Personnalités de Ténès

Si M'Hamed Kouadri
et Noureddine Morceli

LE POÈTE ET L'ATHLÈTE

Par Hassina Amrouni

Des personnalités originaires de la ville de Ténès, les Ténésiens s'enorgueillissent du parcours de deux enfants de la région : le poète Si M'Hamed Kouadri et l'athlète, médaillé olympique, Noureddine Morceli.

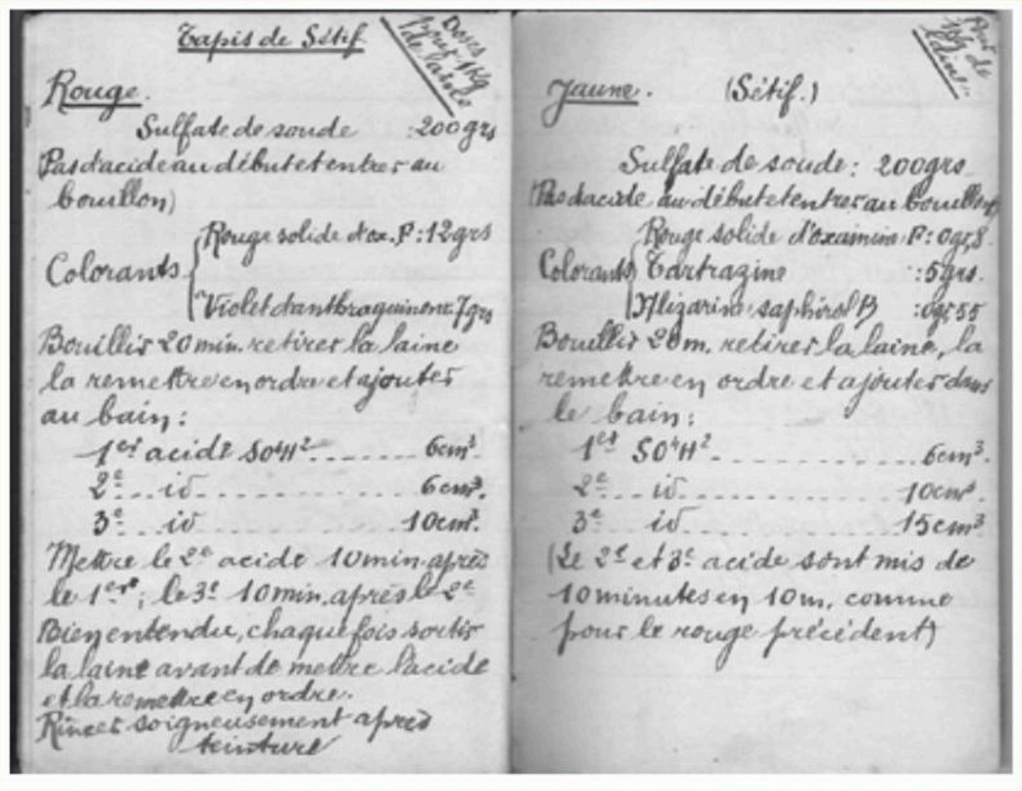
Descendant direct de la famille de l'Emir Abdelkader, Si M'Hamed Kouadri est né à Orléansville (actuelle Chlef) le 1er décembre 1892.

Après un diplôme de médecine obtenu à l'université d'Alger, il part travailler à Fès, au Maroc. Là-bas, il devient « tabib el arbi » (médecin arabe). Parallèlement à la pratique de la médecine, Si M'Hamed Kouadri griffonne à ses heures perdues des strophes sur des bouts de papier. Ce qui semble au départ qu'un moment d'évasion et de solitude devient vite une passion. Faisant connaître ses écrits, Si M'Hamed Kouadri finit par devenir un poète célèbre et adulé par ses pairs qui découvrent ainsi sa sensibilité à fleur de peau et son écriture délicate. Sa participation à des concours de poésie, notamment celui de l'Académie des jeux floraux du Languedoc, lui vaudra plusieurs récompenses. Même le grand Léopold Sedar Senghor lui rendra hommage dans l'un de ses poèmes, après avoir été soigné par Si M'Hamed Kouadri lorsqu'il était tirailleur dans l'armée française.

Marié à la fille d'une grande famille de l'Ouarsenis, la princesse Oum Cheikh Ben Bouali, Si M'Hamed Kouadri mourut en 1964 à Ténès.

Si M'Hamed Kouadri

Si M'Hamed Kouadri en famille



Tapis de Sétif

Doses pour 1 kg de laine

Rouge.
Sulfate de soude : 200 grs
(Pas d'acide au début et entrer au bouillon)
Colorants { Rouge solide d'ex. F : 12 grs
Violet d'anthraquinone : 7 grs
Bouillir 20 min. retirer la laine la remettre en ordre et ajouter au bain :
1er acide SO^4H^2 .... 6 cm³
2e ... id .... 6 cm³.
3e .. id .... 10 cm³.
Mettre le 2e acide 10 min. après le 1er ; le 3e 10 min. après le 2e
Bien entendu, chaque fois sortir la laine avant de mettre l'acide et la remettre en ordre.
Rincer soigneusement après teinture

Pour 1 kg de laine.

Jaune. (Sétif.)
Sulfate de soude : 200 grs
(Pas d'acide au début et entrer au bouillon)
Colorants { Rouge solide d'examine F : 0 gr,8
Tartrazine : 5 grs.
Alizarine saphirol B : 0 gr,55
Bouillir 20 m. retirer la laine, la remettre en ordre et ajouter dans le bain :
1er SO^4H^2 .... 6 cm³.
2e ... id .... 10 cm³.
3e id .... 15 cm³
(Le 2e et 3e acide sont mis de 10 minutes en 10 m. comme pour le rouge précédent)

Noureddine Morceli, l'étoile des pistes

Descendant direct de la famille de l'Emir Abdelkader, Si M'Hamed Kouadri est né à Orléansville (actuelle Chlef) le 1er décembre 1892.

Après un diplôme de médecine obtenu à l'université d'Alger, il part travailler à Fès, au Maroc. Là-bas, il devient « tabib el arbi » (médecin arabe). Parallèlement à la pratique de la médecine, Si M'Hamed Kouadri griffonne à ses heures perdues des strophes sur des bouts de papier. Ce qui semble au départ qu'un moment d'évasion et de solitude devient vite une

adidas
ALGE
Atlanta
1012
adidas

passion. Faisant connaître ses écrits, Si M'Hamed Kouadri finit par devenir un poète célèbre et adulé par ses pairs qui découvrent ainsi sa sensibilité à fleur de peau et son écriture délicate. Sa participation à des concours de poésie, notamment celui de l'Académie des jeux floraux du Languedoc, lui vaudra plusieurs récompenses. Même le grand Léopold Sedar Senghor lui rendra hommage dans l'un de ses poèmes, après avoir été soigné par Si M'Hamed Kouadri lorsqu'il était tirailleur dans l'armée française.

Marié à la fille d'une grande famille de l'Ouarsenis, la princesse Oum Cheikh Ben Bouali, Si M'Hamed Kouadri mourut en 1964 à Ténès.

Hassina Amrouni

Portrait du **Pr MOHAMED EDDAIKRA**
dit **Commandant Si ABDELMADJID**

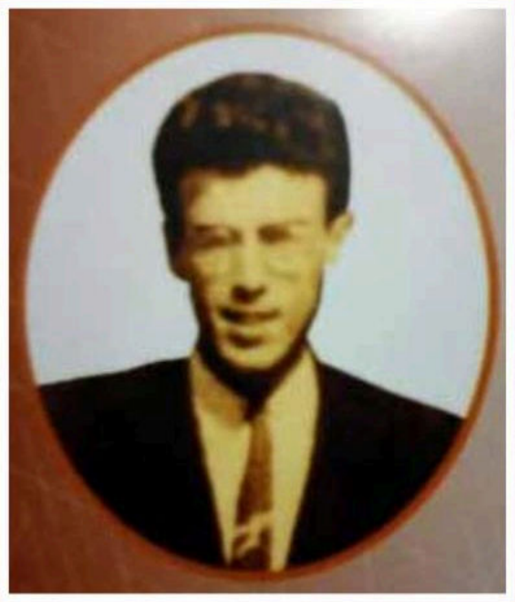
Le MARTYR de ***TÉNÈS***

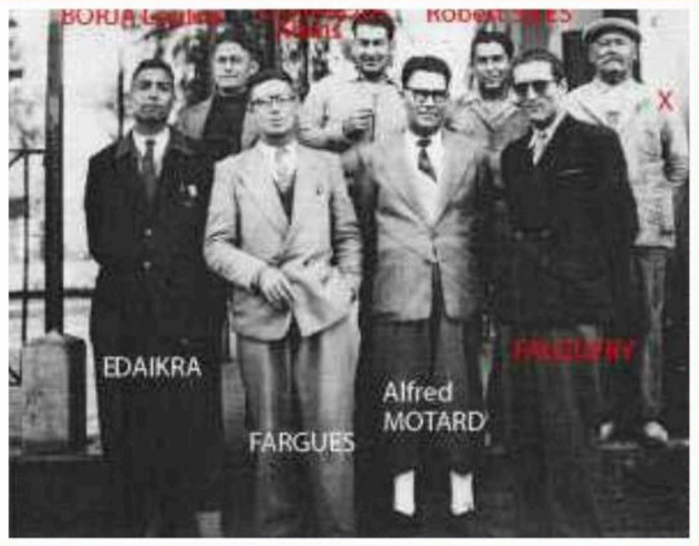
Par Hassina Amrouni

Durant la guerre de libération nationale, la région de Ténès, à l'instar de toutes les autres régions du pays, a vu ses enfants s'engager dans la lutte contre le colonialisme. De nombreux martyrs sont tombés sur l'autel de la liberté, parmi eux Pr Mohamed Eddaikra dit commandant Si Abdelmadjid.

Natif du Vieux Ténès, il y a vu le jour le 9 mai 1929 au sein d'une famille modeste et conservatrice de neuf enfants (5 garçons et 4 filles) dont il est l'aîné.

Fonctionnaire à la mairie de Sidi Akkacha, le père de Mohamed Eddaikra figurait parmi les personnalités, très appréciées et respectées de la région. Le père, conscient de l'importance de l'instruction dans la construction d'une forte personnalité, n'hésitera pas à inscrire ses enfants à l'école afin de leur permettre d'accéder à ce savoir qui allait leur permettre plus tard de prendre leurs destinées en main.





La maman, elle, native de Cherchell, bien qu'analphabète, n'en sera pas moins une mère aimante qui apprendra à ses enfants tous les principes d'une bonne éducation basée sur des valeurs propres à la société algérienne et à la religion musulmane.

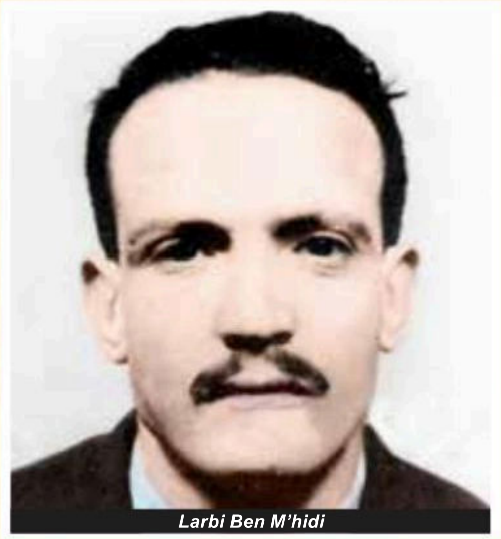
Inscrit dès l'âge de 4 ans à l'école coranique de la mosquée Sidi Maïza du Vieux Ténès, Mohamed Eddaikra rejoindra les bancs de l'école publique trois années plus tard. Une fois ses études primaires terminées, il rallie Alger pour poursuivre ses études à l'Institut franco-musulman d'Alger (actuel lycée Amara-Rachid).

C'est là qu'il fait la connaissance de plusieurs étudiants qui, comme lui, rejoindront plus tard l'ALN suite à l'appel aux étudiants du 19 mars 1956 tels que les martyrs Hocine Houania et Larbi Maâmar.

Après les années d'internat, Mohamed Eddaikra accède en 1945 en 5e. Il décroche son brevet ainsi que son diplôme d'arabe.

Nommé au poste d'enseignant, il occupe ses premières fonctions au sein d'une école primaire d'Aflou entre 1949 et 1950, avant d'être muté à Ténès où il enseigne la langue arabe entre 1951 et 1955 à l'école du Vieux Ténès et au Collège d'enseignement moyen et primaire de Ténès (ex. Cours complémentaire).

Parallèlement à sa carrière d'enseignement, Mohamed Eddaikra milite secrètement avec ses amis de la médersa et son frère cadet Benali Eddaikra dit Si Fodhil, commissaire politique de la Wilaya IV qui mourra en martyr.


Larbi Ben M'hidi

Vieux Ténès, mosquée Sidi Maiza

Animé d'une grande fibre nationaliste, Mohamed Eddaikra n'hésite pas à rejoindre dès le mois de mars 1956 les rangs de l'Armée de libération nationale. Il aura des contacts permanents avec Si Larbi Ben Mehdi et Si Djilali Bounaama dont il était proche. Membre de l'OCFLN, il en occupera la fonction de responsable politique jusqu'en septembre 1956.

Rejoignant ensuite les maquis de l'ALN dans la région de Baach, sous la direction du moudjahid Si Amar Belmahboub, c'est là que Mohamed Eddaikra dit Si Abdelmadjib tombe en martyr, lors d'un accrochage avec les troupes coloniales le 31 décembre 1956. Il avait 27 ans.

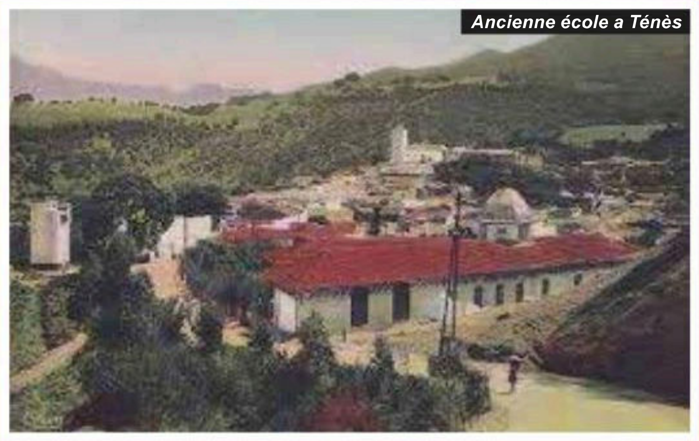
Afin que le sacrifice de ce jeune martyr ne soit pas oublié ni vain, la rue principale menant vers la mosquée de Sidi Maiza, ainsi que le Lycée de Ténès-Ville portent son nom. Par ailleurs, le 8e Promotion de fins d'études universitaires militaires de l'Ecole nationale préparatoire aux études d'ingéniorat (ENPEI de Rouiba), sous l'égide l'ANP, du 23 juin 2009 a été également baptisée au nom du chahid Mohamed Eddaikra.

Hassina Amrouni

Source :

https://twitter.com/bedaikha/status/680323879596867585/photo/1

Hôtel POUZENS — TÉNÈS
CAFÉ-HÔTEL



Ancienne école a Ténès